



RAPPORT D'ORIENTATION
budgétaire
2025

Sommaire

<u>PREAMBULE – EN 2025, MALGRE UNE LOI DE FINANCES PARTICULIEREMENT SEVERE POUR LES COLLECTIVITES, LA VILLE DE PUTEAUX FAIT FACE</u>	<u>4</u>
---	-----------------

<u>CONTEXTE JURIDIQUE DE L'ELABORATION DU RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES</u>	<u>6</u>
---	-----------------

<u>1) UN CONTEXTE ECONOMIQUE ET MONETAIRE ENCORE INSTABLE</u>	<u>8</u>
--	-----------------

A - UN ENVIRONNEMENT MACRO-ECONOMIQUE MONDIAL ET EUROPEEN DONT LA CROISSANCE RESTE MODEREE	8
B – UN RALENTISSEMENT DE L'ECONOMIE FRANÇAISE MARQUEE PAR UNE SITUATION DES FINANCES PUBLIQUES INEDITE	10

<u>2) LES PRINCIPALES DISPOSITIONS LEGISLATIVES EN MATIERE FINANCIERE CONCERNANT LES COLLECTIVITES TERRITORIALES.....</u>	<u>15</u>
--	------------------

A LES MESURES DE LA LOI DE FINANCES ET DE LA LOI DE FINANCES DE LA SECURITE SOCIALE INTERESSANT LES COLLECTIVITES LOCALES	15
B - LA LOI DE PROGRAMMATION DES FINANCES PUBLIQUES 2023-2027.....	18
C - UNE NOUVELLE ANNEXE BUDGETAIRE DEDIEE A LA TRANSITION ECOLOGIQUE	20

<u>3) LES ENJEUX 2025 DANS LE CADRE DE L'INTERCOMMUNALITE</u>	<u>22</u>
--	------------------

A - RAPPEL : ARCHITECTURE INSTITUTIONNELLE, FINANCIERE ET FISCALE ISSUE DE LA LOI NOTRE	22
B – EPT POLD : UN PACTE FINANCIER ET FISCAL A NEGOCIER	23
C - METROPOLE DU GRAND PARIS : UNE VIGILANCE SERA A APPORTER A LA SUPPRESSION DE LA CVAE	24
D – DES AJUSTEMENTS FISCAUX ENTRE EPT ET MGP	24

<u>4) LE PERSONNEL COMMUNAL</u>	<u>26</u>
--	------------------

A – STRUCTURE DES EFFECTIFS PERMANENTS ET DES DEPENSES DE PERSONNEL AU DERNIER EXERCICE CONNU.....	26
B - LES PREVISIONS RELATIVES AUX EFFECTIFS ET AUX DEPENSES DE PERSONNEL POUR L'ANNEE 2025	30
C - LE TEMPS DE TRAVAIL.....	32
D - LA STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES.....	32

<u>5) LE CADRAGE DU BUDGET DE PUTEAUX POUR 2025.....</u>	<u>36</u>
---	------------------

A - FONCTIONNEMENT – LES PRINCIPALES DEPENSES	36
B - FONCTIONNEMENT – LES PRINCIPALES RECETTES	43
C - FONCTIONNEMENT – DES MARGES DE MANŒUVRE ABSORBEES PAR LA PEREQUATION	49

Rapport d'orientations budgétaires 2025

Page 2

D - INVESTISSEMENT – MALGRE UN CONTEXTE DE PLUS EN PLUS CONTRAINT, DES PROJETS STRUCTURANTS SERONT TERMINES POUR 2025 ET D'AUTRES INITIES.....51

6) LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES PAR POLITIQUE PUBLIQUE59

A – PUTEAUX AUX COTES DES ADMINISTRES POUR LES DEMARCHES DE LA VIE COURANTE59

B – PUTEAUX MOBILISEE POUR LA QUALITE DE VIE ET POUR LE POUVOIR D'ACHAT DES HABITANTS61

C – PUTEAUX VILLE CULTURELLE ET SPORTIVE74

E – LA VILLE DE PUTEAUX AUX COTES DES AGENTS MUNICIPAUX EN MATIERE DE DEPENSES DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT78

D – PUTEAUX ENGAGEE EN FAVEUR DE L'ENVIRONNEMENT80

E – PUTEAUX EN SOUTIEN DES ACTEURS ECONOMIQUES LOCAUX84

7) CONCLUSION87

8) GLOSSAIRE88

Préambule – En 2025, malgré une loi de finances particulièrement sévère pour les collectivités, la Ville de Puteaux fait face

Les orientations budgétaires et le projet de budget primitif pour 2025 s'inscrivent dans un contexte national inédit. Après plusieurs mois de débats, le Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale (PLFSS) a été rejeté et le Gouvernement Barnier a ensuite été le censuré le 4 décembre 2024.

La démission du Gouvernement a interrompu les débats autour du Projet de Loi de Finances pour 2025 qui était en discussion devant le Sénat. Pour la première fois sous la Vème République, la France s'est retrouvée sans budget. Le Gouvernement Bayrou constitué fin décembre a donc fait approuver une loi spéciale pour pallier l'absence de Loi de Finances et assurer la continuité des services publics essentiels ainsi que la perception de l'impôt.

Le Gouvernement a fait le choix de reprendre le texte tel qu'il ressortait des premiers débats. Après plusieurs semaines d'échanges et de négociations, un texte a finalement été adopté avec le recours à l'article 49.3 de la Constitution. Ce texte a ensuite été promulgué par le Conseil Constitutionnel en date du 14 février 2025.

C'est dans ce contexte d'incertitudes que la Ville de Puteaux a dû préparer ses orientations budgétaires alors que le Projet de Loi de Finances pour 2025 déposé le 10 octobre 2024 prévoyait de nombreuses mesures financières extrêmement contraignantes pour le budget de la Ville.

L'addition du projet de Loi de Finances déposé le 10 octobre 2024 pour Puteaux :

Nouveau fonds de réserve	+ 3 M€
Augmentation du FPIC (péréquation)	+ 5 M€
Autres mesures	+3 M€
= Un projet de Loi de Finances qui coûte	11 M€ à Puteaux par an
→ Soit une année de dépenses d'électricité et de chauffage des bâtiments communaux !	
→ Loi de Finances promulguée le 14 février 2025 = + 9 M€ par an	

Cette année encore la municipalité maintient son cap budgétaire malgré toujours plus de contraintes financières imposées par l'Etat.



La Ville fera une fois encore preuve de rigueur afin de maîtriser ses dépenses et assurer un service à la population de très grande qualité tout en maintenant le pouvoir d'achat des Putéoliens.

Quant à l'investissement dédié aux équipements publics il sera maintenu pour offrir un cadre de vie toujours plus agréable aux Putéoliens et finaliser les projets structurants de la Ville (finalisation du parvis de l'hôtel de Ville, aménagement de la D913, Cours Oasis ...).

FOCUS :

C'est l'excellente gestion des comptes de la Ville de Puteaux qui lui permettra de tenir le cap en 2025 : la direction départementale des finances publiques (DDFIP) lui a attribué un indice de qualité comptable de 92% en 2023 soit un niveau supérieur à la moyenne départementale (82%), régionale (80%) et nationale (84%).

Depuis 2019, l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement est inférieure à l'inflation : l'évolution moyenne était de +10% pour la Ville alors que les prix ont globalement augmenté de +16,2%. La Ville dépense donc moins mais mieux par rapport à 2019 tout en assurant une grande qualité de service.

Contexte juridique de l'élaboration du rapport d'orientations budgétaires

La tenue d'un Débat d'Orientations Budgétaires est obligatoire et s'effectue dans les conditions prévues par le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). A ce titre, et conformément aux dispositions de l'article L .2312-1 du CGCT, modifié par l'article 107 de la loi NOTRe du 7 août 2015, il est proposé à l'assemblée de débattre des orientations générales du budget 2025.

Organisé 10 semaines avant le vote du budget primitif, ce débat est le démarrage du **cycle budgétaire annuel**. Le rapport d'orientations budgétaires n'a aucun caractère décisionnel. Il présente les grandes tendances structurant le projet de budget pour l'année 2025. Il indique les orientations générales pour le budget de l'exercice et les projets à long terme envisagés. La vocation de ce rapport est multiple. Il sert à informer les élus des évolutions prévues en recettes et en dépenses, de l'état des finances de la Ville et permet ainsi aux élus de débattre des orientations budgétaires et des priorités qui sont affichées dans le projet de budget.

Pour les communes d'au moins 3 500 habitants, ce rapport doit comporter :

- Les **orientations budgétaires envisagées** sur l'évolution des dépenses et des recettes en fonctionnement et en investissement. Sont notamment précisées les hypothèses d'évolution retenues pour construire le projet de budget, notamment en matière de fiscalité, de subventions ainsi que les principales évolutions relatives aux relations financières entre la collectivité et le groupement dont elle est membre,
- La **présentation des engagements pluriannuels**,
- Les informations relatives à la **structure et à la gestion de l'encours de la dette**.

Dans les communes de plus de 10 000 habitants, **le rapport comporte également les informations relatives aux ressources humaines** :

- La structure des effectifs,
- Les dépenses de personnel comportant notamment des éléments sur la rémunération tels que les traitements indiciaires, les régimes indemnitaires, les bonifications indiciaires, les heures supplémentaires rémunérées et les avantages en nature,
- La durée effective du travail.

Au titre de la loi de programmation des finances publiques (LPFP) 2023-2027, de nouvelles informations doivent figurer dans le rapport présenté à l'assemblée délibérante à l'occasion de ce débat. Il s'agit des évolutions concernant :

- **Les dépenses réelles de fonctionnement en comptabilité générale de la section de fonctionnement**,
- **Le besoin de financement** annuel ainsi que le montant des emprunts minorés des remboursements de dette.

Ces éléments concernent le budget principal de la Ville et le budget annexe pour la restauration municipale.

Le Débat d'orientations budgétaires est complété d'un **rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes**¹ tel qu'introduit par la loi du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes, intéressant le fonctionnement de la collectivité, les politiques qu'elle mène sur son territoire et les orientations et programmes de nature à améliorer cette situation.

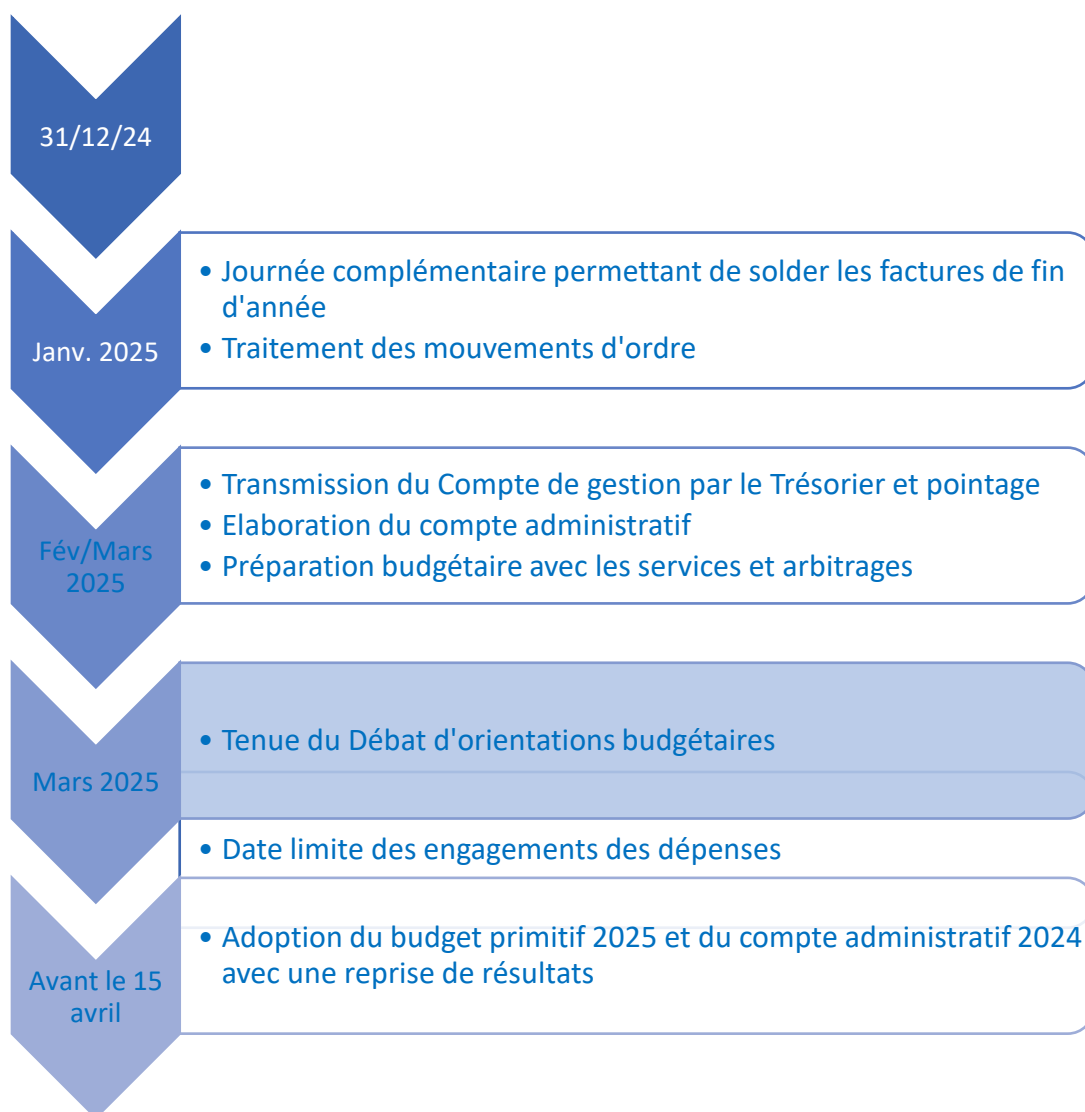
¹ En application de la loi n°2014-873 du 4 août 2014

Ces différents rapports permettent d'ouvrir les débats de **l'assemblée délibérante sur les orientations budgétaires retenues et les priorités du projet de budget.**

La tenue du débat est actée par **délibération du Conseil Municipal** à laquelle est annexé le présent rapport. Le rapport sur la situation en matière d'égalité femmes - hommes fait l'objet d'une délibération annexe spécifique.

Le rapport d'orientations budgétaires doit être transmis par la commune au **président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre** dont elle est membre dans un délai de 15 jours à compter de son examen par l'assemblée délibérante. Il est ensuite mis à disposition du public dans les 15 jours suivants la tenue du débat.

La loi de programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027 du 18 décembre 2023 ajoute une nouvelle information : l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement. Ainsi, dans le cadre du débat d'orientation budgétaire, chaque collectivité territoriale ou groupement de collectivités territoriales présente son objectif concernant l'évolution de ses dépenses réelles de fonctionnement, exprimées en valeur, en comptabilité générale de sa section de fonctionnement.



1) Un contexte économique et monétaire encore instable

Le projet de budget primitif 2025 devra s'inscrire, comme c'est le cas depuis 2019, dans un contexte de crises internationales qui affecte le contexte économique et social et rend plus aléatoire les perspectives générales.

Plusieurs facteurs d'incertitudes demeurent. Les tensions géopolitiques, notamment au Moyen-Orient et en Ukraine, continuent de peser sur l'économie mondiale. De plus, les perturbations des chaînes d'approvisionnement, exacerbées par des crises économiques et climatiques, ajoutent une pression supplémentaire sur les entreprises.

Enfin, ces perspectives n'intègrent pas encore les effets intérieurs et extérieurs de la politique économique annoncée et mise en œuvre par le Président des Etats-Unis nouvellement élu qui a pris ses fonctions le 20 janvier dernier.

A - Un environnement macro-économique mondial et Européen dont la croissance reste modérée

Selon l'OCDE, l'économie mondiale a connu une reprise modérée en 2024, avec une croissance estimée à 3,2%, laquelle devrait se confirmer en 2025. Cependant, des incertitudes persistent en raison des tensions géopolitiques et des perturbations des chaînes d'approvisionnement. Cette croissance est principalement portée par les grandes économies de marché émergentes telles que l'Inde, la Chine et l'Indonésie.

Cette situation contraste avec les économies avancées dont les résultats sont moins dynamiques. En Europe, la croissance est projetée à 0,8% en 2024 et 1,3% en 2025 par l'OCDE principalement en raison de l'inflation qui reste élevée et des politiques monétaires restrictives.

Tableau : croissance du PIB en 2024 – Perspectives 2025 et 2026

Croissance du PIB réel en glissement annuel, %

+ Révision à la hausse de 0.3 pt de % ou plus - Révision à la baisse de 0.3 pt de % ou plus

	2024	2025	2026		2024	2025	2026
Monde	3.2	3.3	3.3	OCDE	1.7	1.9	1.9
Australie	- 1.1	- 1.9	2.5	Afrique du Sud	1.0	1.5	1.7
Canada	1.1	2.0	2.0	Arabie Saoudite	+ 1.0	- 3.6	3.8
Corée	- 2.3	2.1	2.1	Argentine	- 3.8	+ 3.6	3.8
États-Unis	2.8	+ 2.4	2.1	Brésil	+ 3.2	2.3	1.9
Japon	- 0.3	+ 1.5	0.6	Chine	4.9	4.7	4.4
Royaume-Uni	+ 0.9	+ 1.7	1.3	Inde	6.8	+ 6.9	6.8
€ Zone euro	0.8	1.3	1.5	Indonésie	5.1	5.2	5.1
Allemagne	0.0	- 0.7	1.2	Mexique	- 1.4	- 1.2	1.6
France	+ 1.1	- 0.9	1.0	Russie	+ 3.9	1.1	0.9
Italie	0.5	- 0.9	1.2	Türkiye	3.5	- 2.6	4.0
Espagne	+ 3.0	+ 2.3	2.0				

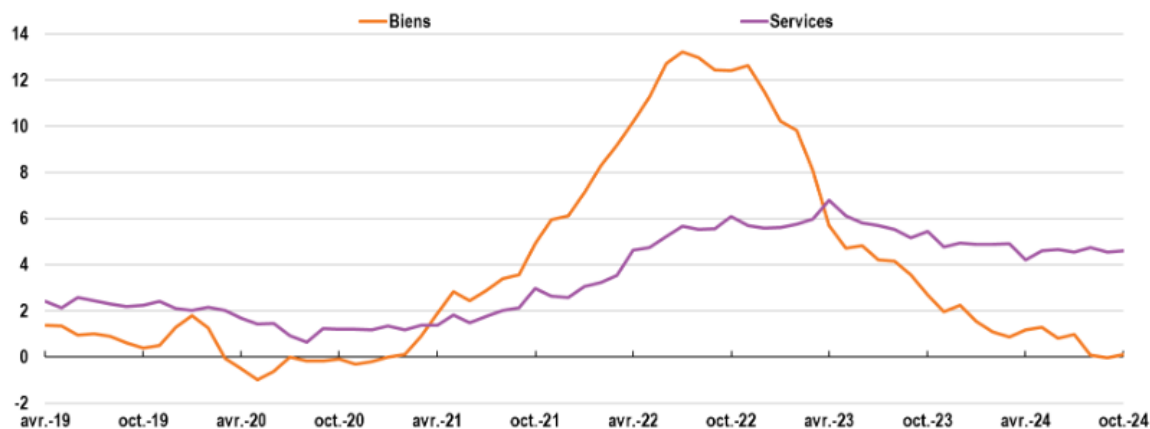
Source : OCDE – perspectives économiques – 4 décembre 2024

Après le pic de 2022, l'inflation poursuit son repli mais celle sur les services reste persistante. La baisse des prix s'explique principalement par le resserrement des politiques monétaires, la diminution des prix de l'énergie et la réduction des tensions sur les marchés alimentaires.

Tableau : inflation médiane dans les pays de l'OCDE

Inflation médiane dans les pays de l'OCDE

Glissement annuel en %

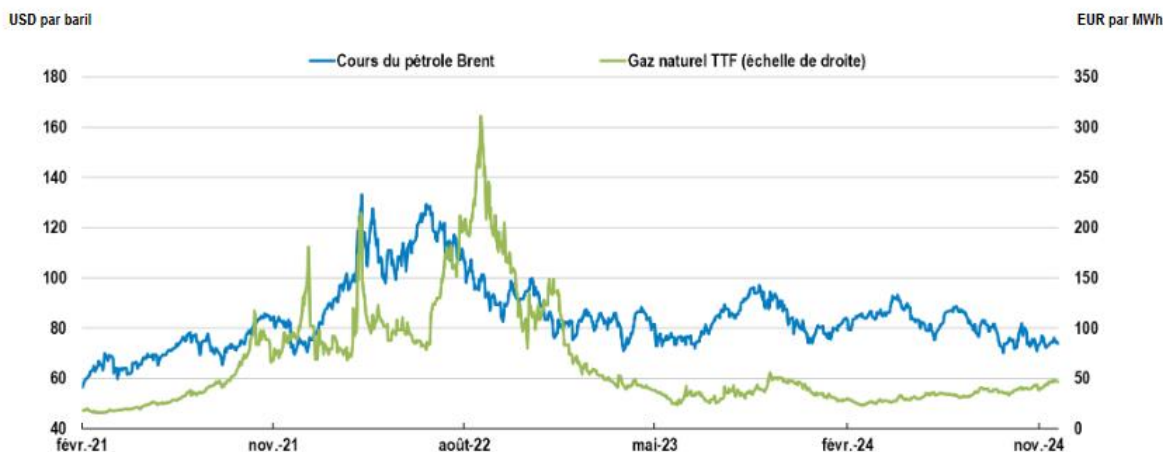


Source : OCDE – perspectives économiques – 4 décembre 2024

Les incertitudes qui subsistent sur le plan mondial et Européen pourraient de nouveau perturber les marchés de l'énergie dont les cours ne sont pas encore totalement revenus à leur niveau d'avant 2021.

Tableau : évolution du cours du pétrole et du gaz naturel

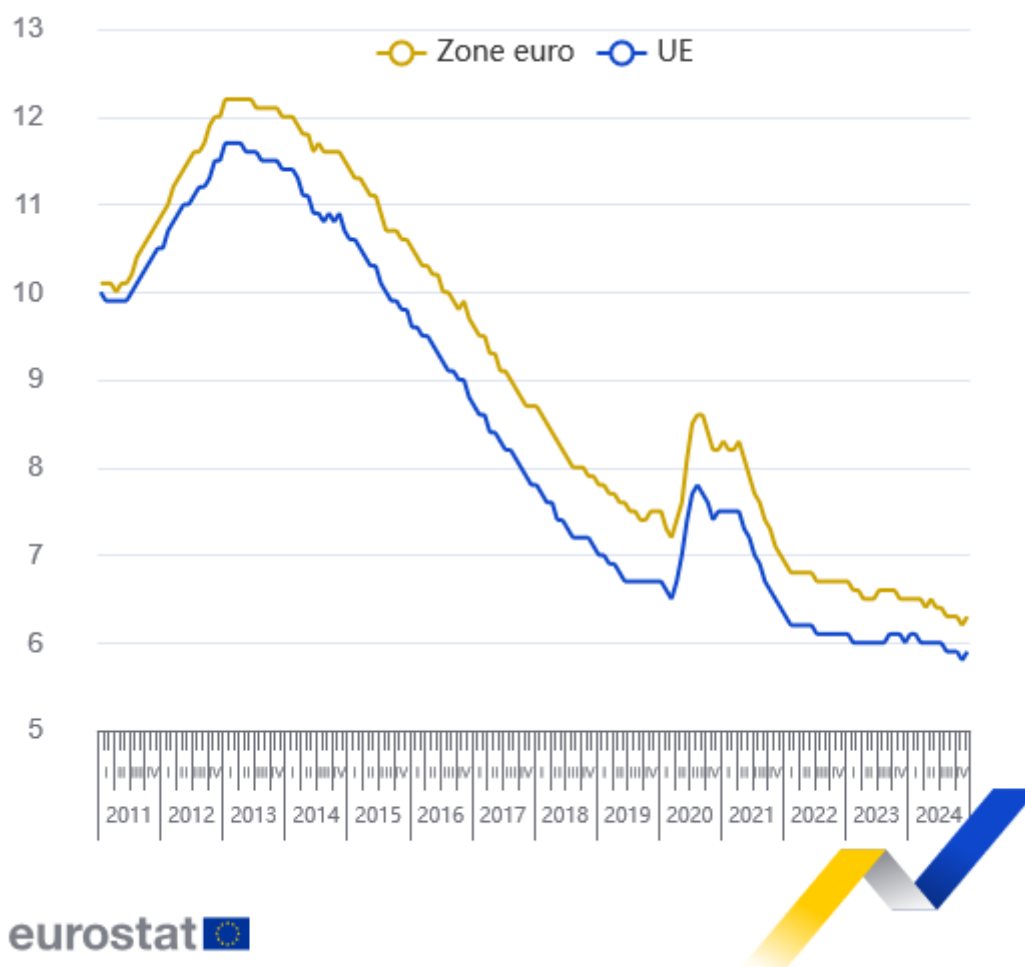
Prix de l'énergie



Source : OCDE – perspectives économiques – 4 décembre 2024

S'agissant du taux de chômage, celui-ci est stable dans la zone euro (6,3% en décembre 2024 source Eurostat, c'est un taux historiquement faible) avec des données hétérogènes selon les pays. En France, le taux est supérieur à la moyenne (7,8%) et en légère progression par rapport à décembre 2023 (7,5%).

Graphique : taux de chômage en zone Euro et en Union Européenne depuis 2011



Source : Eurostat

B – Un ralentissement de l'économie française marquée par une situation des finances publiques inédite

1. Situation économique en France

Les perspectives économiques de la France sont proches de la moyenne de la zone Euro avec un taux de croissance estimé à 1,1% en 2024 et 1,2% en 2025. L'hypothèse retenue par la Loi de Finances pour 2025 est de 1,1%.

La demande intérieure reste faible malgré une hausse du pouvoir d'achat qui a profité à l'augmentation du taux d'épargne qui se situe fin 2024 à un niveau supérieur à 2023 (17,9%). L'investissement des entreprises recule en 2024, tout comme celui des ménages. C'est ainsi grâce aux exportations que la croissance du PIB pourra espérer dépasser la barre des 1%.

Pour 2025, le taux de croissance devrait se maintenir sous l'effet d'une reprise de la consommation des ménages (gains de pouvoir d'achat soutenus par les salaires réels, baisse de l'épargne). En 2026, c'est ainsi la reprise de l'investissement privé qui devrait prendre le relais.

Tableau : prévisions de croissance en France et en zone Euro

Prévisions de croissance (PIB volume)

Prévisions annuelles France	2024	2025
Insee (déc. 2024)	+1,1%	/
Banque de France (déc. 2024)	+1,1%	+0,9%
Commission européenne (nov. 2024)	+1,1%	+0,8%
OCDE (déc. 2024)	+1,1%	+0,9%
FMI (oct. 2024)	+1,1%	+1,1%
Gouvernement (PLF 2025)	+1,1%	+1,1%

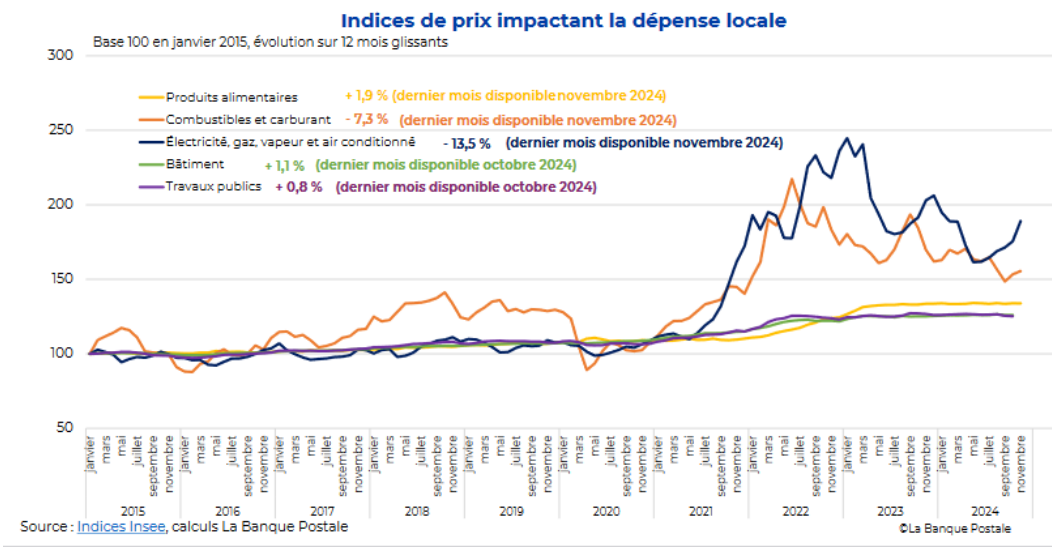
Prévisions annuelles Zone euro	2024	2025
BCE (déc. 2024)	+0,7%	+1,1%
Commission européenne (nov. 2024)	+0,8%	+1,3%
OCDE (déc. 2024)	+0,8%	+1,3%
FMI (oct. 2024)	+0,8%	+1,2%

Source : La Banque Postale

Le taux de chômage, bien que légèrement supérieur au taux de la zone euro, reste faible par rapport à la courbe historique mais s'explique, comme pour de nombreux pays Européens, par une moindre arrivée sur le marché du travail dans un contexte démographique encore vieillissant.

Comme dans le reste de la zone Euro, l'inflation devrait poursuivre son ralentissement et ne devrait pas dépasser 2%. Pour rappel, depuis 2020, le taux d'inflation atteint 16,2%.

Graphique : indices des prix impactant la dépense locale



Source : La Banque Postale

Tableau : prévision d'inflation

Prévisions d'inflation*

Prévisions annuelles France	2025
Insee (déc. 2024)	/
Banque de France (déc. 2024) - IPCH	+1,6%
Commission européenne (nov. 2024) - IPCH	+1,9%
OCDE (déc. 2024) - IPCH	+1,6%
FMI (oct. 2024) - IPCH	+1,6%
Gouvernement (PLF 2025)	+1,8%
Prévisions annuelles Zone euro	2025
BCE (déc. 2024) - IPCH	+2,1%
Commission européenne (nov. 2024) - IPCH	+2,1%
OCDE (déc. 2024) - IPCH	+2,1%
FMI (oct. 2024) - IPCH	+2,0%

Source : La Banque Postale

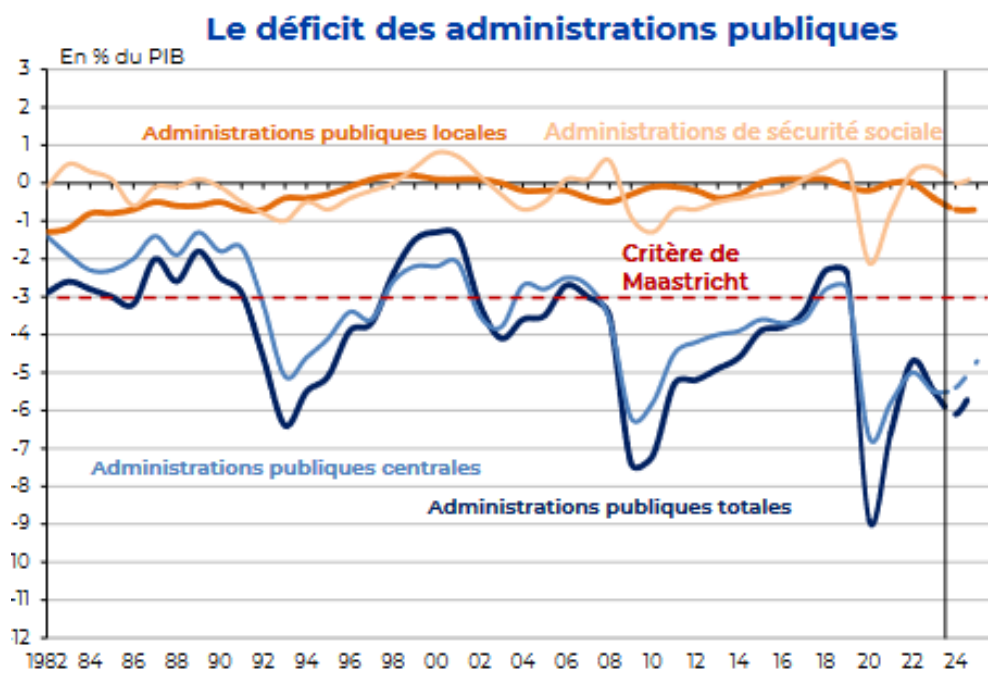
2. La situation des finances publiques

Après une situation de déficit public inédit en 2020 (- 207 milliards d'euros), le gouvernement avait présenté un programme de stabilité 2024-2027 et avait réajusté la prévision de déficit public de 2024 à - 5,1% pour un retour à moins de - 3% à l'horizon 2027. Le ministère de l'Économie, des finances et de la souveraineté numérique et industrielle avait donné une première alarme en recalant cette prévision à l'été 2024 à hauteur de -5,6%.

Fin 2024 et dans le cadre de l'examen du projet de Loi de Finances, le constat était le suivant : le dérapage des finances publiques continuait son envolée et devait atteindre 6,1% du PIB en 2024 (prévisions INSEE).

Notons cependant que la part des administrations publiques locales reste faible et contribue depuis des années à améliorer les comptes publics alors même que l'Etat connaît un dérapage structurel de ses dépenses. Elles doivent de plus voter des budgets en équilibre, alors que ce n'est pas le cas de l'Etat qui ne présente toujours pas un budget à l'équilibre, contrairement aux collectivités locales.

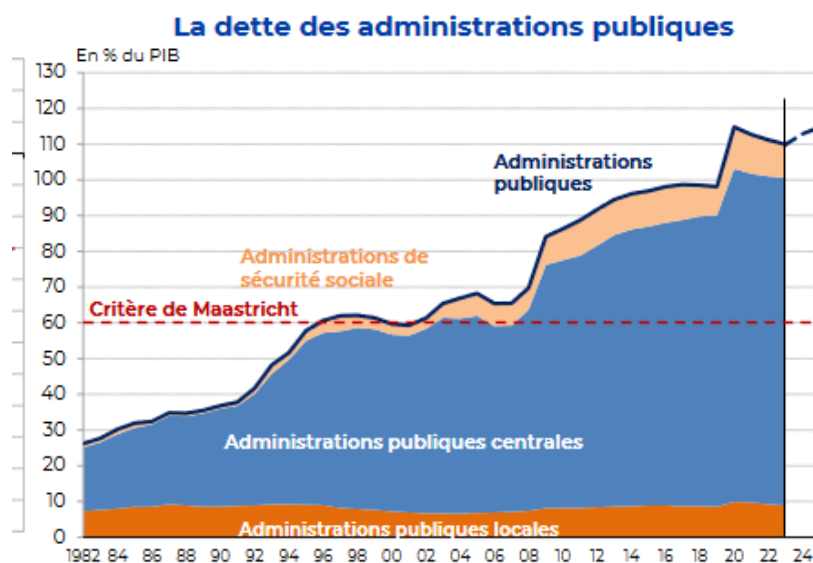
Graphique : évolution des déficits publics depuis la décentralisation – décomposition par type d'administration



Source : la Banque Postale

Alors que la dette publique représente 109,9% du PIB, celle des administrations n'en représente de 8,9% alors qu'elles portent 70% de l'investissement public civil. Rappelons également que la Ville de Puteaux ne porte aucun emprunt et ce depuis près de 20 ans.

Graphique : évolution de la dette des administrations publique en France depuis la décentralisation



Source : la Banque Postale

C'est dans ce contexte que le Gouvernement a prévu dans son projet de Loi de Finances initial pour 2025, déposé le 10 octobre 2024, une ponction sur les collectivités locales afin de parvenir à l'objectif d'un déficit public de – 5% en 2025.

L'atteinte de cet objectif impliquait la réalisation de 60 milliards d'économies dont 40 milliards de dépenses et 20 milliards d'augmentation de recettes.

Pour les collectivités locales, le projet prévoyait trois mesures représentant un total d'économies de 5 milliards répartis entre :

- Une ponction sur les recettes réelles de fonctionnement : « le fonds de réserve » (3 milliards d'euros),
- Un gel des recettes de TVA affectées aux collectivités (1,2 milliard d'euros),
- Un ajustement du taux de remboursement du FCTVA (fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée) et un réajustement de son assiette.

S'y ajoutaient une diminution du fonds vert (réduit de plus de la moitié) ainsi que la hausse des cotisations retraites dues par les employeurs territoriaux.

Depuis lors censuré, le projet du Gouvernement Barnier a été repris et amendé par le Gouvernement Bayrou mais subsistent dans la Loi de Finances pour 2025 promulguée par le Conseil Constitutionnel le 14 février dernier des mesures lourdes de contraintes pour le budget des Collectivités Locales.

En effet, le Gouvernement prévoit désormais de ramener le déficit sous le seuil de 3% du PIB à l'horizon 2029 (vs 2027) avec une cible désormais de -5,4% en 2025.

2) Les principales dispositions législatives en matière financière concernant les collectivités territoriales

A Les mesures de la Loi de Finances et de la Loi de Finances de la Sécurité Sociale intéressant les collectivités locales

Comme dit précédemment, le texte initial déposé le 10 octobre 2024 prévoyait de ramener le déficit à 5% du PIB contre 7% ce qui représente un effort collectif de 60 Md€.

Les mesures associant les collectivités portaient notamment sur :

- Une diminution du FCTVA (800 M€), sur un volume d'investissement de 30 M€ cela représente un manque à gagner potentiel de près de 1,2 M€ pour la ville de Puteaux.
- Une diminution du fonds vert (-1,5 Md€),
- L'annulation de la croissance de TVA 2025 : 1,2 Md€,
- Ainsi qu'une augmentation de 4 points du taux de cotisation retraite des fonctionnaires territoriaux (CNRACL), 750 K€ pour Puteaux.

S'y ajoutaient, pour la Ville de Puteaux, les nouvelles modalités de répartition du fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) avec une charge supplémentaire de 5 M€.

Soit un effort, à l'échelle de l'ensemble des collectivités territoriales, de l'ordre de 7,8 milliards d'euros. Pour Puteaux, la facture était de près de 11 M€ supplémentaires soit une année de dépenses de fluide.

Finalement, après promulgation du texte final le 14 février dernier, le coût supplémentaire de la Loi de Finances devrait atteindre près de 9 M€ (contre 11 M€ dans le projet initial) soit près d'une année de dépenses d'eau et d'électricité.

1. Mise en place d'un dispositif de lissage conjoncturel (DILICO)

La Loi de Finances prévoit la mise en place d'un « dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales des collectivités territoriales ». Le montant 2025 est de 1 Md€ réparti en trois enveloppes :

- 500 M€ portant sur les ressources fiscales des communes et des EPCI à fiscalité propre.
- 220 M€ à la charge des départements, de la Ville de Paris, de la Métropole de Lyon, de la collectivité de Corse et des collectivités territoriales de Guyane et de Martinique.
- 280 M€ portant sur les ressources fiscales des régions, de la collectivité de Corse et des collectivités territoriales et de Martinique.

La part affectée au couple communes-intercommunalité représente 50% de l'enveloppe puis pour chacun à hauteur de 50% soit **250 M€ pour les communes.**

Le potentiel financier par habitant de la Ville de Puteaux est de 5 245 € / habitant en 2024. La moyenne nationale de la strate s'établit à 1 423 € / habitant sur cette même année soit un écart relatif de 3,6.

S'agissant du second critère, le revenu par habitant, l'écart relatif est de 1,5 pour un revenu par habitant de 27 560 € par habitant pour Puteaux contre 17 784 € par habitant en moyenne en 2024.

L'indice synthétique est de 75% pour le critère potentiel financier et 25% pour le critère revenu par habitant soit 3,15. Cet indice s'applique ensuite à une valeur de point, non connue à ce jour car fonction de la situation de l'ensemble des collectivités concernées, multiplié par la population pondérée.

Le montant plafond ne pourra excéder 2% des recettes réelles de fonctionnement déduction faite des atténuations de produits, des recettes exceptionnelles et du produit des mises à disposition de

personnel et diminuées du FCCT (H du XV de l'article 69 de la loi NOTRe) de l'avant dernier exercice précédent la répartition (soit 2023 pour 2025).

Le DILICO prélevé sera ensuite, pour 10% de son montant affecté à un nouveau dispositif de péréquation, et le solde restant (90%) réaffecté aux communes en trois échéances (années). Ce dispositif dit « conjoncturel » a, pour le moment, vocation à durer dans le temps.

FOCUS :

Dans ces conditions, l'hypothèse retenue pour la construction du budget primitif repose sur un DILICO de 3 M€. Il s'agit bien d'un nouveau mécanisme de péréquation qui va grever les marges de manœuvre de Puteaux qui s'ajoute aux 18 M€ déjà pris en charge au titre de la péréquation et ce depuis 1991, date de création du fonds de péréquation Régional (FSRIF).

2. Refonte des modalités de répartition de la part communale du Fonds de Péréquation des Ressources Intercommunales et Communes (FPIC)

La décision du Conseil constitutionnel du 24 avril 2024, relative au Fonds de Péréquation des Ressources Intercommunales et Communes (FPIC), constitue un élément clé à intégrer dans les orientations budgétaires de la Ville de Puteaux.

Celui-ci, par sa décision n° 2024-1085, question prioritaire de constitutionnalité, a jugé inconstitutionnelles certaines dispositions relatives aux règles dérogatoires de contribution au FPIC pour les communes membres d'un établissement public territorial (EPT) de la métropole du Grand Paris (MGP).

Cette décision renvoie à une loi ultérieure : les dispositions du projet de Loi de Finances pour 2024 viennent donc modifier la répartition du FPIC communal entre les Villes membres d'un EPT.

La répartition sera désormais effectuée en fonction du potentiel financier et n'intégrera donc plus les plafonnements historiquement appliqués à la Courbevoie, Neuilly-sur-Seine et Puteaux. Le montant de la charge supplémentaire pour la Ville de Puteaux est évalué à + 5 M€ dès 2025.

Tableau : comparaison du FPIC avant / après décision du Conseil Constitutionnel

En M€	FPIC 2024	FPIC 2024 calculé avec les critères de la Loi de Finances 2025	Variation
Courbevoie	2,7M€	8,7M€	5,9M€
Garches	1,9M€	1,0M€	-0,9M€
La Garenne Colombes	3,5M€	1,5M€	-2,0M€
Levallois	13,6M€	5,6M€	-8,0M€
Nanterre	8,9M€	8,5M€	-0,4M€
Neuilly-sur-Seine	1,5M€	5,0M€	3,5M€
Puteaux	2,0M€	7,1M€	5,1M€
Rueil-Malmaison	6,3M€	5,9M€	-0,4M€
Saint-Cloud	3,9M€	2,0M€	-1,9M€
Suresnes	3,6M€	3,2M€	-0,4M€
Vaucresson	1,0M€	0,5M€	-0,5M€
- Part intercommunale	17,6M€	17,6M€	0,0M€
TOTAL FPIC	66,7M€	66,7M€	0,0M€

Source : courrier adressé par la Préfecture des Hauts-de-Seine

A l'occasion d'une entrevue à la direction générale des collectivités locales, le Maire de Puteaux a rappelé sa préoccupation constante de préserver le pouvoir d'achat et le niveau de service des Putéoliens. A cette occasion, la directrice de la DGCL a évoqué la possibilité de mettre en place, dans le cadre de la Loi de Finances pour 2025 un dispositif de lissage ou de dégressivité de cette nouvelle charge qui venait alors s'ajouter au projet de « fonds de réserve » (DILICO désormais).

Depuis lors, l'Assemblée Nationale a, le 4 décembre 2024, censuré le gouvernement, lequel a présenté sa démission au Président de la République. Le nouveau gouvernement a doté la France d'un budget et d'une Loi de Finances promulguée le 14 février 2025.

Néanmoins, la Loi de Finances promulguée ne semble pas avoir tenu compte des engagements pris par la DGCL lors l'entrevue du 20 novembre 2024.

Un courrier a donc été récemment adressé à la DGCL afin que les modalités d'une augmentation progressive du FPIC, consécutif à la décision du Conseil Constitutionnel du 25 avril 2024, soient précisées à la ville de Puteaux. La Ville reste en attente d'une solution permettant de tenir compte progressivement de cette nouvelle charge afin de préserver le niveau de service et le pouvoir d'achat des Putéoliens.

FOCUS :

Le texte final reprend les dispositions initiales du projet de Loi de Finances avec une répartition du FPIC en fonction du potentiel financier.

La charge supplémentaire à prévoir dans le projet de budget primitif pour la Ville est de 5 M€ soit un montant supplémentaire de 110 euros par habitant.

3. Le relèvement des cotisations CNRACL

Le projet de loi de financement de la sécurité sociale (PLFSS) prévoyait une augmentation de 4 points sur 3 années successives du taux de cotisation à la CNRACL (Caisse Nationale de Retraites des Agents des Collectivités Locales). Le coût supplémentaire pour la Ville de Puteaux devait atteindre près de 600 K€ annuels.

Cette nouvelle disposition a finalement été prise par le décret n° 2025-86 du 30 janvier 2025. Le taux passe à trois points mais la durée est augmentée et passe de 3 à 4 ans.

- **Taux de cotisation pour 2025 :** 34,65 %
- **Taux de cotisation pour 2026 :** 37,65 %
- **Taux de cotisation pour 2027 :** 40,65 %
- **Taux de cotisation pour 2028 :** 43,65 %

FOCUS :

Ces taux s'appliquent aux rémunérations versées aux fonctionnaires territoriaux et hospitaliers. Le décret est entré en vigueur immédiatement et s'applique aux cotisations de sécurité sociale dues à partir du 1er janvier 2025. La mesure pour la Ville de Puteaux lui coûtera environ 600 K€ supplémentaires par an.

4. Les principales mesures en matière de fiscalité locale

L'absence de Loi de Finances ne remettait pas en cause la majoration forfaitaire des bases des impôts locaux puisque l'article L. 1518 bis du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) traite de cette question. En effet, les bases d'imposition sont revalorisées en fonction de l'indice des prix à la

Rapport d'orientations budgétaires 2025

Page 17

consommation harmonisé (ICPH). Cet indice s'applique aux valeurs locatives cadastrales utilisées pour déterminer les bases des impôts locaux (par habitation de la taxe foncière sur les propriétés bâties, taxe d'habitation sur les logements vacants).

Le taux appliqué aux bases cette année sera de 1,7%.

Pour la part « bâti économique » de la taxe foncière sur les propriétés bâties, c'est le taux moyen d'évolution des loyers constaté sur le département des Hauts-de-Seine qui s'appliquera.

5. La suppression de la CVAE

Le projet de loi de finances pour 2025 prévoyait initialement de reporter la suppression de la CVAE (contribution en fonction de la valeur ajoutée des entreprises) de 2027 à 2030 en différant de 3 ans la baisse du taux de CVAE prévue en 2025.

Les taux de CVAE auraient ainsi été maintenus au niveau de 2024 pour les années 2025 à 2027, soit un taux maximal « *théorique* » de 0,28 %. Par la suite, ce taux aurait été réduit à 0,19 % en 2028, à 0,09 % en 2029, et la CVAE serait entièrement supprimée en 2030.

La Loi de Finances pour 2025 n'ayant pas été adopté au 31 décembre 2024, les taux pour calculer la CVAE prévus par la loi de Finances pour 2024 se sont appliqués en janvier et en février 2025. Aussi, pour garantir une ressource équivalente au produit de CVAE prévu initialement par le Gouvernement pour 2025, une contribution complémentaire sera mise en place.

6. Autres mesures

Les principales autres mesures intéressant les collectivités locales :

- Réduction du fonds vert,
- Réduction de la DSIL (dotation de soutien à l'investissement local),
- Baisse de la DCRTP (dotation de compensation à la réforme de la taxe professionnelle) : ne concerne pas la Ville de Puteaux.

A noter que la Ville de Puteaux ne perçoit plus de DGF depuis 2016.

Par ailleurs, la loi de finances pour 2023 avait acté la suppression progressive de la CVAE sur deux ans. Les taux de la CVAE due par les redevables au titre de l'année 2023 ont ainsi été diminués de 50 % dans la perspective d'une suppression complète en 2024. Toutefois, la loi de finances pour 2024 a reporté une première fois le calendrier de cette suppression en la lissant sur quatre exercices, jusqu'en 2027.

B - La Loi de Programmation des Finances Publiques 2023-2027

1. Principes généraux

La Loi de Programmation des Finances Publiques (LPFP) définit la trajectoire pluriannuelle des finances publiques jusqu'en 2027. Si les postulats ayant permis de l'établir ont été profondément modifiés, il n'en demeure pas moins que celle-ci est toujours en vigueur.

Celle-ci reconduisait le principe d'un objectif indicatif d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement afin de les associer à la maîtrise des finances publiques. En ce sens, l'article 17 prévoit

une trajectoire d'évolution des dépenses de fonctionnement fondée sur un objectif de croissance inférieur de 0,5 point par rapport à l'inflation. Pour 2025, cet objectif est fixé à hauteur de 1,5%.

Celui-ci est indiqué pour rappel mais il faut souligner que cet objectif n'est pas contraignant et devra, au regard de ce qui a été mentionné précédemment, révisé.

Tableau : objectifs de croissance des dépenses de fonctionnement prévu par la LPFP

	2023	2024	2025	2026	2027
Dépenses de fonctionnement	4,8	2,0	1,5	1,3	1,3

Source : Assemblée nationale

2. Des dépenses souvent décorrélées de l'inflation

Depuis le début du mandat, force est de constater que la Ville de Puteaux n'a pas augmenté ses dépenses de fonctionnement aussi rapidement que l'inflation (en moyenne 10% contre 16,2% d'inflation entre 2020 et 2024).

Elle doit cependant souvent composer entre des orientations nationales (maîtrise des dépenses publiques en dessous de l'inflation) alors même que ses principales dépenses en sont parfois décorrélées.

C'est donc au prix de nombreux efforts que la Ville de Puteaux affichera un budget de fonctionnement maîtrisé malgré une augmentation massive des charges de péréquation et les contraintes externes pesant sur les équilibres.

L'exemple des dépenses d'assurance

Depuis quelques années, les collectivités territoriales font face à des risques accrus, pesant notamment sur les bâtiments publics et de manière générale sur leur patrimoine, qu'il soit public ou privé.

Cela est dû à la multiplication des événements violents : actes de délinquances, mouvements sociétaux qui dégénèrent et qui peuvent engendrer des dégradations et aux catastrophes naturelles (incendies, inondations) qui surgissent de plus en plus fréquemment.

De nombreuses collectivités dénoncent les difficultés grandissantes qu'elles rencontrent pour s'assurer auprès des compagnies : hausse du coût des contrats et des franchises, baisse des montants d'indemnisation, absence de réponse aux appels d'offres, ... alors même, qu'à l'instar de la Ville de Puteaux, leur taux sinistralité est correct.

Ce constat concerne toutes les collectivités territoriales. L'AMF a d'ailleurs renouvelé son appel aux politiques pour une action urgente face à la crise de l'assurance des collectivités locales. L'AMF souligne que ce marché, représente seulement 1,5 à 2 % du chiffre d'affaires total des assureurs, et du fait de sa vulnérabilité il est jugé peu rentable par les compagnies d'assurance.

Les collectivités, qui ont bénéficié de tarifs favorables pendant des années, doivent désormais faire face à une hausse des primes d'assurance de 90 % entre 2018 et 2024, avec un pic particulièrement marqué pour l'assurance des dommages aux biens sur la même période (+147 %)

Malgré l'absence d'émeutes sur le territoire communal et aucun dégât lié à des événements climatiques la Ville de Puteaux a dû supporter sur deux années consécutives une revalorisation de sa prime d'assurance « Dommages aux biens » de 25%, alors que la sinistralité de la Commune est saluée par les assureurs.

L'exemple des dépenses de personnel

Grace aux efforts de rationalisation et de réorganisation mis en place depuis plusieurs années, la Ville de Puteaux peut se prévaloir d'une stabilité des effectifs qui lui permet d'amortir les augmentations successives des charges et cotisations décidées par l'Etat.

Cette année encore la masse salariale évoluera automatiquement compte-tenu de l'augmentation de 3 points de CNRACL tel que prévu par le décret du 30 janvier 2025. Cette hausse sera reconduite en 2026, 2027 et 2028 (soit au total environ 2 M€ d'ici 2028).

S'y ajouteront notamment l'effet du Glissement Vieillesse Technicité (GVT) pour 150 K€, le bonus attractivité dédié au personnel de la petite enfance, estimé à 32 K€.

C - Une nouvelle annexe budgétaire dédiée à la transition écologique

Avec l'entrée en vigueur du Pacte Vert pour l'Europe en décembre 2019, les pays membres de l'Union européenne se sont engagés dans une accélération des politiques contre le réchauffement climatique.

Les compétences des collectivités territoriales, des communes en particulier, en font des acteurs incontournables pour leur mise en œuvre. Pour cette raison, la Loi de Finances pour 2023 prévoit qu'à compter de 2025, les collectivités de plus de 3 500 habitants devront **prévoir au compte administratif un état annexé intitulé « Impact du budget pour la transition écologique »**.

Cette nouvelle annexe concernera uniquement les dépenses d'investissement. La commune devra ainsi mesurer sa contribution négative ou positive aux objectifs de transition écologique de la France tels que définis par le droit de l'Union européenne.

Cette annexe, organisée autour de 6 axes définis par le Pacte Vert, permettra, à terme, de coter l'ensemble des dépenses réelles d'investissement selon qu'elles sont favorables, défavorables, neutres ou non cotées à la transition écologique.

La mise en œuvre sera progressive :

- Pour la présentation du compte administratif 2024 qui interviendra en 2025, seule une partie des dépenses devra être qualifiée sur la base de l'axe 1 « atténuation du changement climatique ».
- En 2026, et pour les comptes 2025, un second axe devra être pris en compte : l'axe 6 « préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles ».
- En 2027, et pour les comptes 2026, l'ensemble des dépenses sera coté pour tous les axes définis par le Pacte Vert (changement climatique, eau, économie circulaire, gestion des déchets, pollutions de l'air et des sols ...).

Cette démarche n'est pas nouvelle pour la Ville de Puteaux qui a expérimenté dès 2023 la présentation de ses crédits sous la forme d'un « budget vert ». Elle permettra cependant d'aller plus loin en rattachant à chaque dépense une cotation selon les 6 axes.

A terme, cette démarche rendra plus lisible l'information environnementale ainsi que la valorisation des choix d'investissement de la Ville. Enfin, par une méthode uniformisée et une consolidation nationale, elle facilitera la comparaison et le pilotage des enjeux environnementaux de Puteaux.



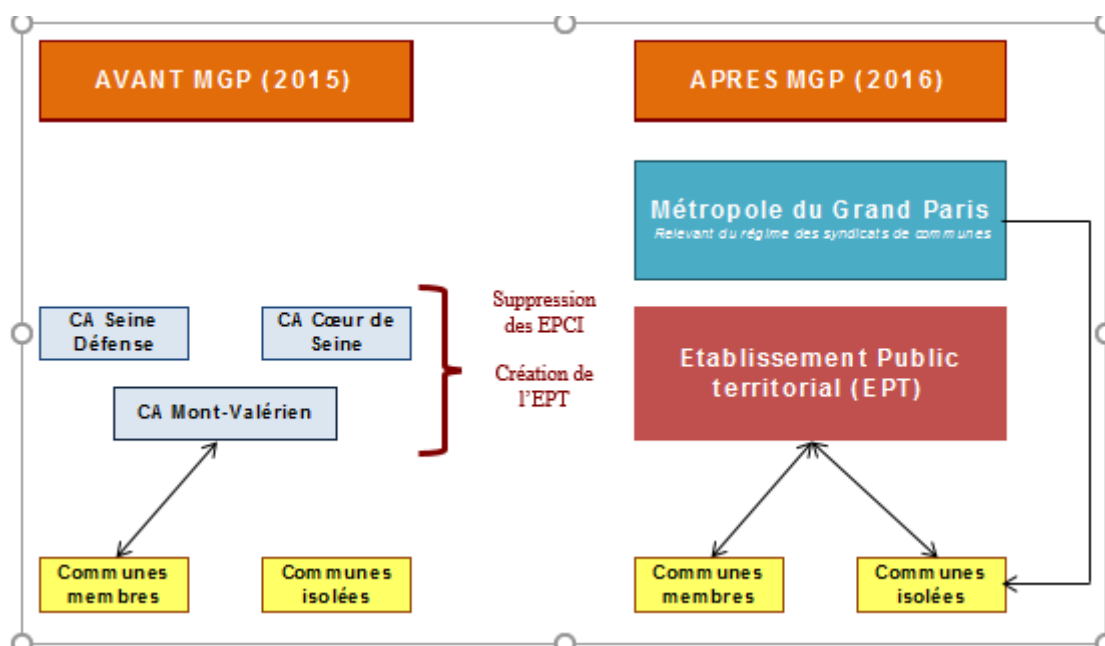
Les 6 axes du pacte vert (taxonomie) :

- Axe 1 : atténuation du changement climatique
- Axe 2 : adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels
- Axe 3 : gestion des ressources en eau
- Axe 4 : transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques
- Axe 5 : prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols
- Axe 6 : préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles

3) Les enjeux 2025 dans le cadre de l'intercommunalité

A - Rappel : architecture institutionnelle, financière et fiscale issue de la loi NOTRe

La loi NOTRe du 7 août 2015 a profondément modifié l'organisation territoriale de l'agglomération parisienne en supprimant les intercommunalités des trois départements de la Petite Couronne au profit d'une nouvelle architecture territoriale organisée autour de trois grandes strates interdépendantes financièrement les unes des autres.



Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole du Grand Paris (MGP), regroupant 131 communes, ainsi que l'Etablissement Public Territorial **Paris Ouest la Défense (EPT POLD)** regroupant **11 communes dont Puteaux, ont été créés le 1er janvier 2016.**

De fait, la Communauté d'Agglomération Seine-Défense (CASD) à laquelle appartenait Puteaux a été supprimée et englobée dans l'EPT POLD.

Celui-ci regroupe 3 communes dites préalablement isolées (La Garenne Colombes, Levallois-Perret et Neuilly-sur-Seine) et trois anciennes communautés d'agglomération (CA) elles-mêmes composées de 8 communes (la CA Cœur de Seine regroupant Garches, Vaucresson et Saint-Cloud, la CA du Mont-Valérien regroupant Nanterre, Rueil-Malmaison et Suresnes et la CA Seine Défense regroupant Courbevoie et Puteaux).

Cette évolution institutionnelle et financière a profondément déséquilibré les finances communales et a privé la Ville de Puteaux de la dynamique de sa fiscalité économique, désormais transférée à la MGP et à l'établissement territorial Paris Ouest La Défense. Pour autant, la charge de la péréquation et sa dynamique relèvent toujours directement du budget de Puteaux.

De plus, le modèle fiscal prévu initialement est différé, de Loi de Finances en Loi de Finances, depuis 2021, laissant les collectivités franciliennes dans l'incertitude quant au devenir de l'intercommunalité alors que d'importantes compétences leurs sont confiées (exemple de POLD : urbanisme, aménagement, collecte et traitement des déchets, assainissement).

La Loi de Finances pour 2025 a donc reconduit le schéma fiscal tenant compte de la répartition des recettes, fiscales notamment, entre trois les trois strates afin de garantir la neutralité budgétaire.

Communes	Etablissement Public Territorial	Métropole du Grand Paris
Taxe d'habitation (part intercommunale) + maintien de la fiscalité ménages sur la part communale	CFE Redevance assainissement Taxe d'enlèvement des ordures ménagères	CVAE IFER TASCOM Taxe additionnelle sur les propriétés non bâties
Attribution de compensation (via le pacte financier)	Dotation d'équilibre (via MGP) Fonds de compensation des charges territoriales (FCCT) (via MGP)	Dotation d'intercommunalité (DGF) Dotation de compensation (ex compensation fiscale "part salaires")
<u>Via le pacte financier :</u> * dotation de solidarité communautaire (DSC) * dotation de soutien à l'investissement territorial (DSIT)	<u>Via le pacte financier :</u> * dotation de soutien à l'investissement territorial (DSIT)	

B – EPT POLD : un pacte financier et fiscal à négocier

Depuis la loi de finances 2021, les dispositions transitoires prévues par la loi NOTRe pour la période 2016-2020 et, en premier lieu la perception de la cotisation foncière des entreprises (CFE) par les EPT, ont été prolongées : **jusqu'en 2022 par la loi de finances 2021, jusqu'en 2023 par la loi de finances 2023 et jusqu'en 2024 par la loi de finances 2024.**

A son tour, la Loi de Finances pour 2025 prolonge ce schéma pour deux années.

Le maintien de la CFE aux territoires depuis 2016 en fait des établissements publics de coopération intercommunale atypiques. Bien que disposant du statut de syndicats de communes, ils ont la faculté de lever et de fixer le taux d'imposition de la CFE et disposent de compétences élargies telles que la collecte et le traitement des déchets, l'assainissement, le développement économique et l'aménagement qui ne sont pas encore d'intérêt métropolitain.

L'équilibre des budgets locaux repose sur trois versements :

- L'attribution de compensation versée par la MGP à la Ville de Puteaux,
- Le fonds de compensation des charges territoriales (FCCT), versées par les villes membres à l'EPT,
- La dotation d'équilibre, versée par l'EPT à la MGP.

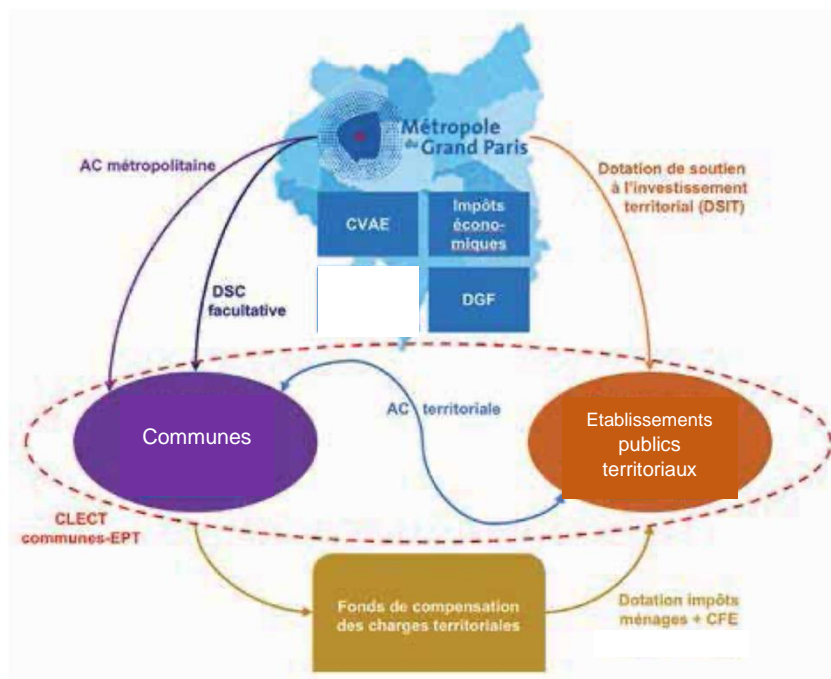
L'EPT POLD est doté annuellement ou bis-annuellement d'un pacte financier et fiscal. Depuis sa création, celui-ci repose sur la sectorisation de toutes les dépenses et les recettes afin de déterminer le montant du FCCT appelé auprès des communes. La croissance de la CFE, quant à elle, est répartie :

- A hauteur de 50% : celle-ci est réaffectée au silo communal pour financer les dépenses communales du budget sectorisé, l'excédent étant rétrocédé à la ville via le FCCT,
- A hauteur de 50% au titre de la solidarité intercommunale (amortisseur de la péréquation) et de projets communs (politique de la Ville, développement économique Catalyseur de l'innovation ...).

Fin 2024, le PFF est arrivé à échéance et de nouvelles discussions vont devoir s'ouvrir en 2025. Celles-ci devront prendre en compte les nouvelles dispositions introduites par la Loi de Finances pour 2025

suite à la décision du Conseil Constitutionnel du 24 avril 2024 et la répartition du FPIC qui met à la charge de la Ville de Puteaux 5 M€.

La Ville de Puteaux sera très vigilante à ce que ses intérêts soient pris en compte dans le cadre de ces négociations à venir en rappelant que depuis la loi NOTRe, toute la dynamique économique est transférée aux intercommunalités alors que l'intégralité de celle de la péréquation lui est imputée.



C - Métropole du Grand Paris : une vigilance sera à apporter à la suppression de la CVAE

La suppression de la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) pour la Métropole du Grand Paris initialement prévue pour 2027 est reportée à 2030 par la Loi de Finances pour 2025. Cette suppression fait partie d'une réforme plus large visant à alléger les impôts de production. Pour compenser la perte de recettes due à cette suppression, la Métropole du Grand Paris recevra une fraction de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA). Cette compensation sera calculée en fonction des recettes moyennes de la CVAE des années précédentes.

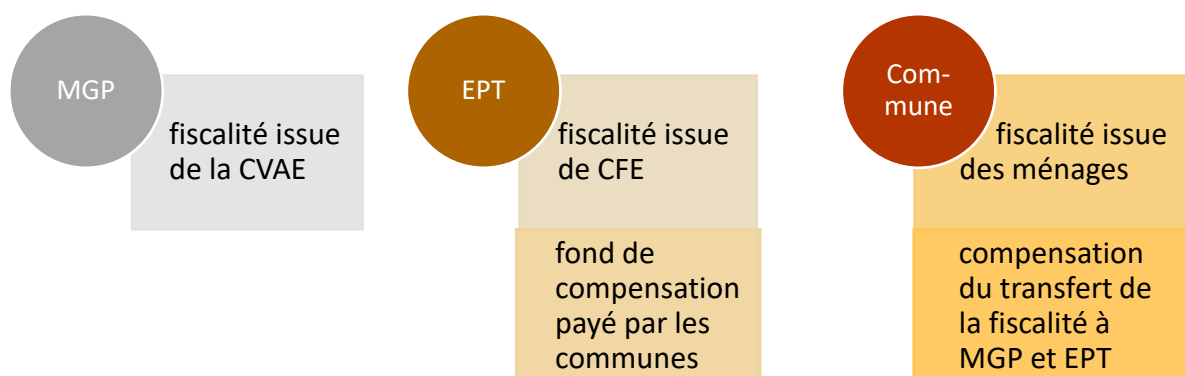
La MGP verse chaque année une attribution de compensation à la Ville de Puteaux d'un montant de 116 M€. Afin de garantir la pérennité de ce versement, la Ville de Puteaux sera attentive aux orientations budgétaires de la MGP.

D – Des ajustements fiscaux entre EPT et MGP

La Loi NOTRe créant initialement la métropole du Grand Paris avait prévu un partage de recette fiscale (CVAE à la MGP et CFE au territoire) jusqu'au 31 décembre 2021. Ainsi, au 1^{er} janvier 2022, la MGP aurait centralisé l'intégralité de la recette de fiscalité économique, les EPT étant alors exclusivement financé par le FCCT des communes. Le législateur a de nouveau retardé cette échéance désormais fixée au 1^{er} janvier 2025.

La loi de finances a par ailleurs **reconduit jusqu'en 2026 (inclus) le compromis mis en œuvre depuis 2019 consistant à prolonger la compensation par la MGP de la dotation d'intercommunalité préexistante aux EPT en contrepartie de la suspension de la dotation de soutien à l'investissement territorial.**

On retiendra de ces textes qu'ils favorisent la MGP au détriment d'une fiscalité professionnelle locale perçue par les territoires.



4) Le personnel communal

A – Structure des effectifs permanents et des dépenses de personnel au dernier exercice connu

1. La structure des effectifs budgétaires en 2024

L'effectif des personnels de la Ville de Puteaux sur emploi permanent s'est établi à **1 486 au 31 décembre 2024**. Ce chiffre n'intègre ni les vacataires, ni les agents recrutés pour faire face à un accroissement temporaire ou saisonnier d'activité ou encore les agents recrutés pour faire face à l'absence temporaire d'un agent sur emploi permanent.

Au 31 décembre 2024, en équivalents temps plein sur postes permanents (ETP) cela représente un effectif de **1 390,26 ETP**.

L'effectif des personnels sur emploi permanent a diminué de 12 agents en 2024 par rapport à 2023

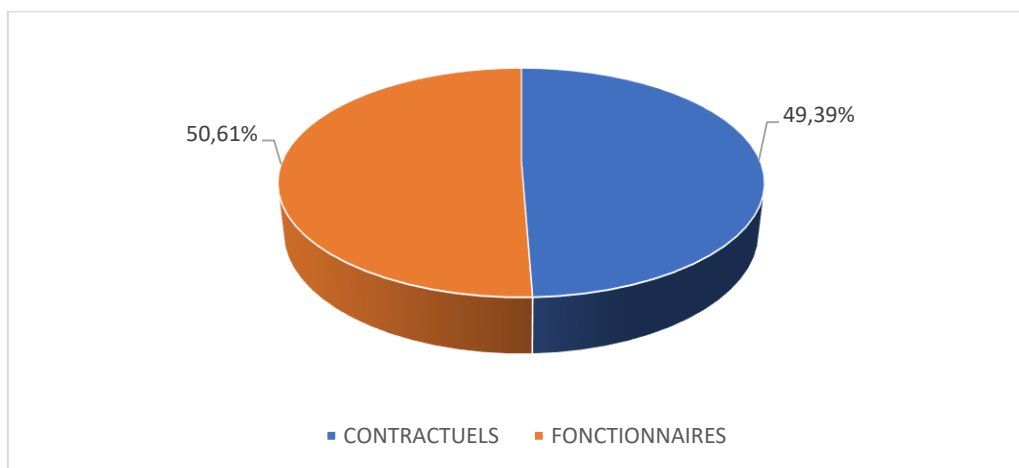
La baisse en ETPT démontre des efforts ciblés dans la gestion des ressources humaines qui a permis de garantir une offre de service de haute qualité.

Cette stabilité des effectifs est également un facteur explicatif qui couronne les efforts de rationalisation entrepris depuis plusieurs années par la collectivité et la réorganisation des services de façon plus efficiente :

- 752 fonctionnaires,
- 734 contractuels.

Comme dans de nombreuses collectivités et en raison d'une plus faible attractivité de la fonction publique territoriale, on constate une augmentation constante des contractuels d'année en année (805 fonctionnaires et 693 contractuels en 2023) :

Tableau : répartition des effectifs entre les contractuels et les fonctionnaires

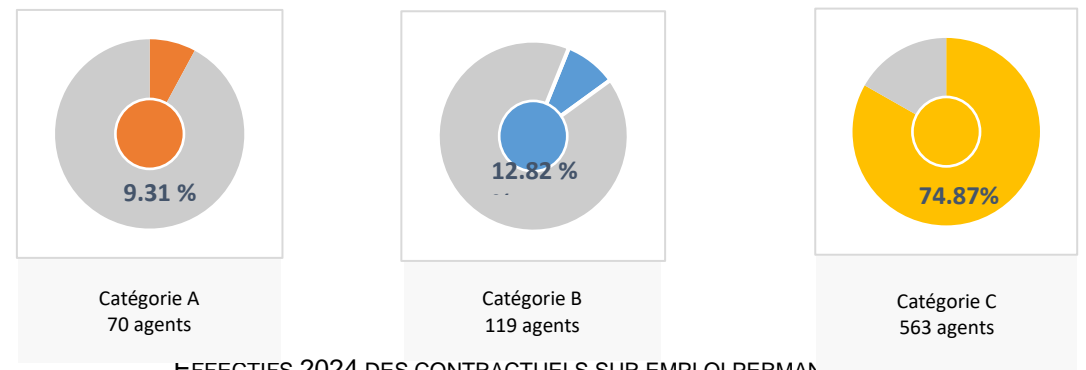


Répartition des effectifs par statut et par catégorie hiérarchique (fonctionnaires et contractuels) :

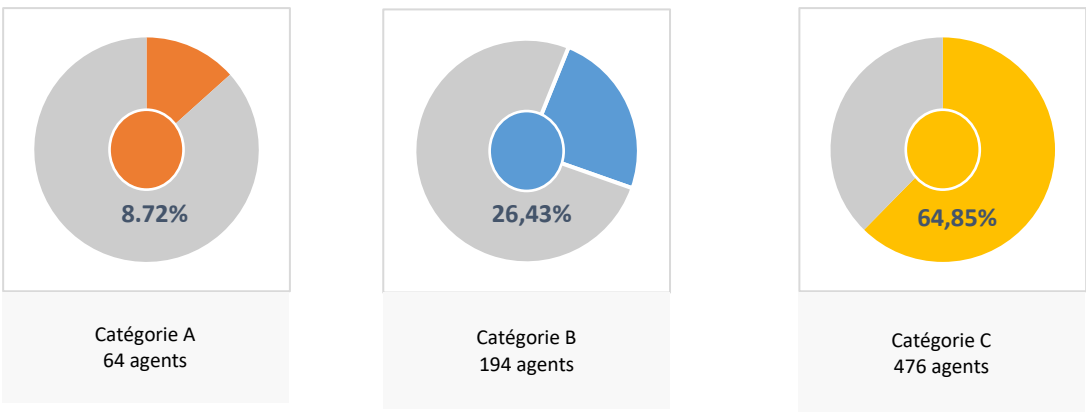
- 134 agents de catégorie A (9,02%),
- 313 agents de catégorie B (21,06%),
- 1039 agents de catégorie C (69,92%).

On observe une légère baisse du nombre de catégorie A dans la collectivité passant de 138 agents en 2023 (9% de l'effectif) à 134 agents en 2024 (9 %). Par ailleurs le nombre d'agents en catégorie B baisse également très légèrement (1%), quant à la catégorie C e taux est stable.

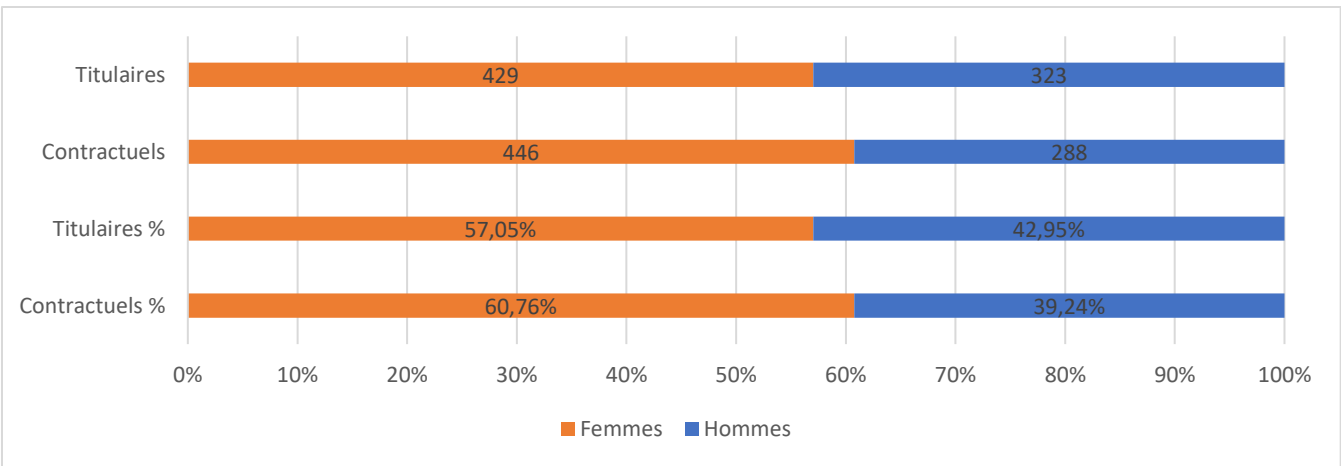
Graphique : Effectifs 2024 des fonctionnaires sur emploi permanent



EFFECTIFS 2024 DES CONTRACTUELS SUR EMPLOI PERMANENT



Graphique : Répartition des effectifs par genre et par statut



Graphique : Les principaux cadres d'emploi



Graphique : Répartition par filière et par statut

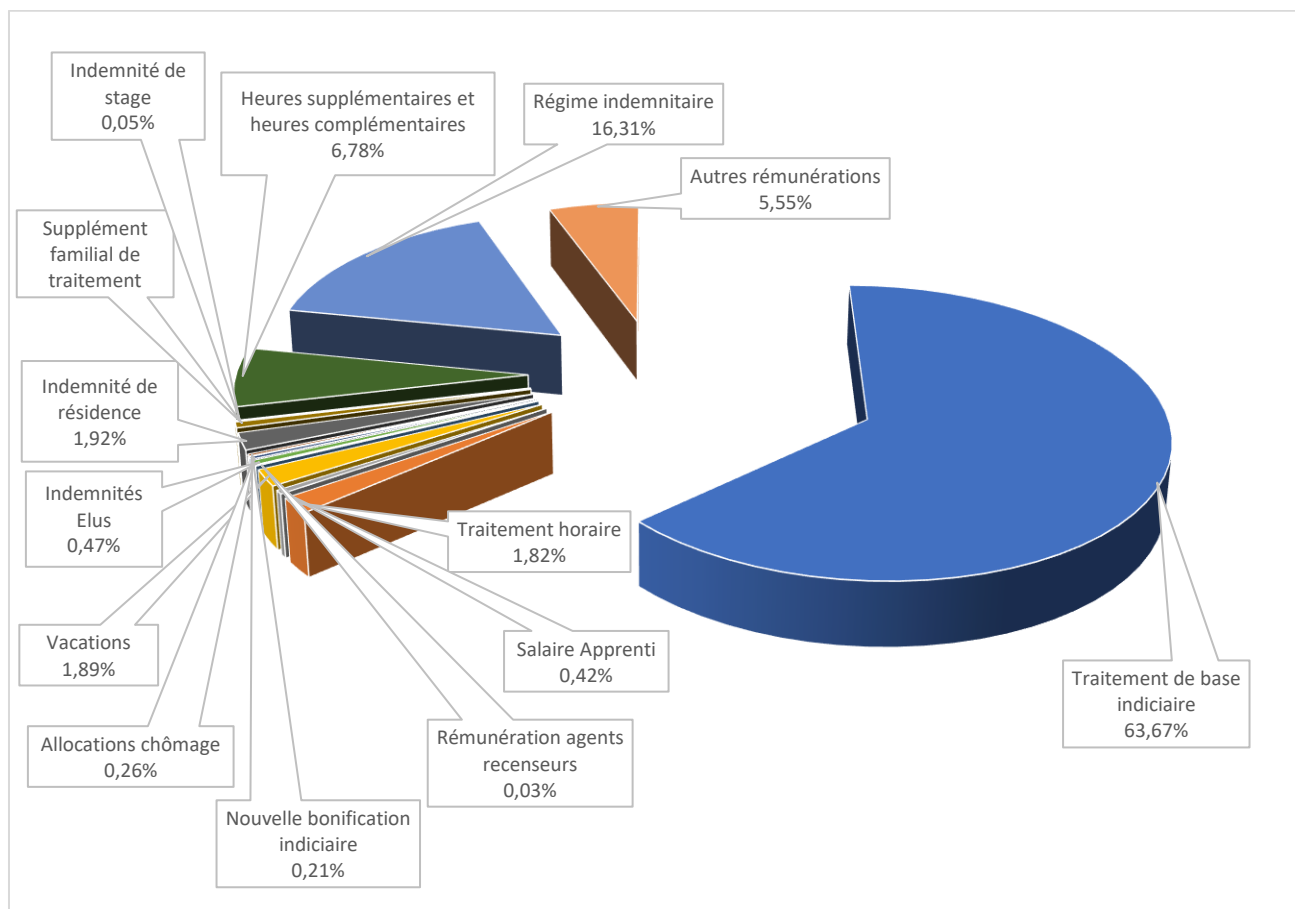
Filières	Titulaires	Contractuels	Titulaires %	Contractuels %	Tous
FILIERE ADMINISTRATIVE	168	103	11,31%	6,93%	18,24%
FILIERE ANIMATION	49	141	3,30%	9,49%	12,79%
FILIERE CULTURELLE	48	96	3,23%	6,46%	9,69%
FILIERE MEDICO-SOCIALE	64	21	4,31%	1,41%	5,72%
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE	0	3	0,00%	0,20%	0,20%
FILIERE POLICE	49	0	3,30%	0,00%	3,30%
FILIERE SOCIALE	58	75	3,90%	5,05%	8,95%
FILIERE SPORTIVE	19	70	1,28%	4,71%	5,99%
FILIERE TECHNIQUE	297	225	19,99%	15,14%	35,13%
TOTAL	752	734	100,00%	100,00%	100,00%

3. La structure des dépenses de personnel 2024

Le montant des dépenses de personnel atteint 73,5 M€ en 2024. Les éléments de rémunération tels que les traitements de base, les régimes indemnitaires, les nouvelles bonifications indiciaires, les heures supplémentaires se répartissent de la manière suivante :

- La masse salariale de la rémunération permanente (traitement de base, vacations, apprentis, Elus, allocataire chômage, NBI, SFT, IR) : 38 117 292,46 € dont 109 839,41 € de NBI ;
- Les charges patronales : 19 998 226,20 € ;
- Le régime indemnitaire : 8 713 036,02€ (dont un C.I.A pour 168 127,43 €) ;
- Les heures supplémentaires : 3 427 568,50€ ;
- Les heures complémentaires : 195 705,81€.

Graphique : répartition de la masse salariale en 2024



En 2024, la dépense de masse salariale du budget principal (chapitre 012) a progressé de 2 183 158.03 € par rapport à 2023, soit + 3,06%. **La dépense s'est établie à 71 262 332 € en 2023 contre 73 445 490,03 € en 2024.**

La rémunération permanente a augmenté de près de 2,07% avec l'effet, notamment de la revalorisation de 5 points de l'indice au 1^{er} janvier 2024, du paiement de la prime pouvoir d'achat en mai 2024 pour un coût total de 365 512.89 €, de la prime pour le personnel du centre médical pour un coût de 85 072 € ainsi que de la mise en œuvre du paiement du CIA en septembre 2024. Par ailleurs, l'organisation de deux tours d'élections législatives non prévue initialement au budget, a généré une masse salariale supplémentaire qui n'a été compensée très partiellement par l'Etat.

Le GVT (glissement vieillesse technicité) budgétaire correspond à la variation de la masse salariale à effectif constant. Les éléments impactant le GVT correspondent à l'augmentation de la rémunération du fonctionnaire découlant :

- Des avancements de grade et d'échelon ;
- Des changements de grade ;
- De la variation de la valeur du point d'indice de la fonction publique ;
- Des mesures catégorielles statutaires ;
- Des effets entrée/sortie.

Le solde positif du GVT 2024 correspond à la somme de ces effets de structure, soit :

GVT Indiciaire	Moyenne
Titulaire / Stagiaires	2.67%
Contractuels indiciaires	1.63%

La diminution des éléments variables de rémunération (heures supplémentaires et astreintes) couronne les efforts d'optimisation organisationnelle entrepris en 2023 :

Année	2023	2024	Différence	Evolution
Heures Supplémentaires	3 626 158,00 €	3 427 568,50 €	- 198 589,50 €	-5,79%
Heures Complémentaires	224 114,00 €	195 705,81 €	- 28 408,19 €	-14,51%
TOTAL	3 850 272,00 €	3 623 274,31 €	- 226 997,69 €	-6,26%

4. Les avantages en nature

Un dispositif d'avantage en nature de type « repas » existe pour les agents qui, du fait de leurs fonctions, bénéficient de la gratuité du repas. Il s'agit des agents du service restauration, ainsi que des animateurs, des ATSEM et des agents d'entretien qui réalisent leurs missions sur le temps méridien dans les cantines scolaires.

En outre, 5 agents bénéficient d'un logement pour nécessité absolue de service, et 5 agents d'un logement sous convention d'occupation précaire avec astreintes, au regard de la nature de leurs fonctions.

B - Les prévisions relatives aux effectifs et aux dépenses de personnel pour l'année 2025

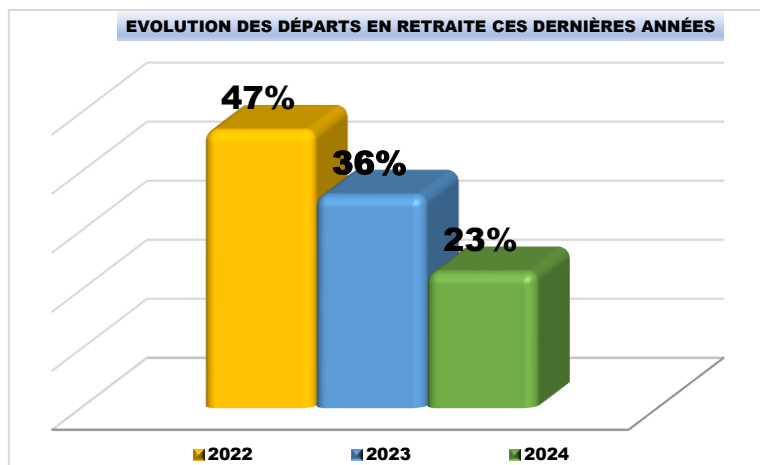
1. Les effectifs

L'un des enjeux principaux de la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences consiste à anticiper les départs à la retraite. Au regard de la pyramide des âges, des départs à la retraite sont à prévoir ces prochaines années.

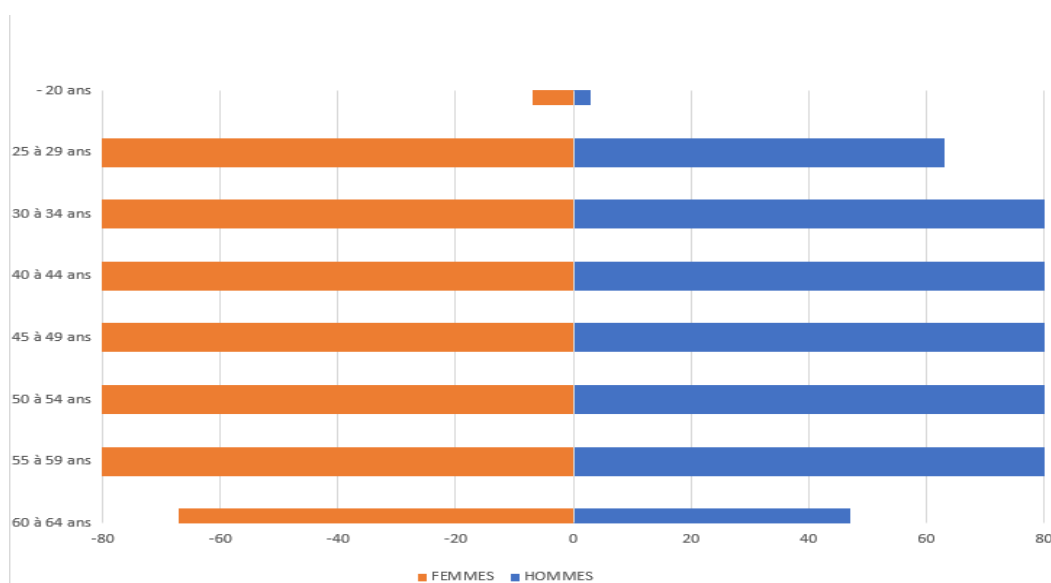
Le nombre prévisionnel de départ à la retraite connu à ce jour est estimé à 19 titulaires en 2025. En effet, 66 agents pourraient partir mais seuls 19 en ont fait la demande à ce jour. La tendance observée ces dernières années est que les agents ne partent pas dès l'ouverture de leurs droits et ont tendance à partir à la limite d'âge ou demandent même des prolongations d'activité (2 en 2025). Le nombre de départ prévisionnel est de 32 titulaires en 2026, 16 titulaires en 2027.

Les départs à la retraite sont en diminution par rapport aux années précédentes. Au total, 15 départs en 2024 ont été constatés sur une possibilité de 64 départs, comme l'illustre le graphique ci-dessous :

Graphique : évolution des départs en retraite 2022/2023/2024



Graphique : Pyramide des âges de la Ville de Puteaux



La politique de rationalisation des ressources humaines passe également par une interrogation systématique de la pertinence des ressources au regard des besoins actuels et futurs de la Ville. Une procédure de demande de recrutement est mise en place depuis maintenant 3 ans ainsi qu'une gestion fine des postes et effectifs qui permet d'assurer un pilotage resserré des effectifs.

Dans ce cadre, le développement des compétences internes et de l'employabilité est privilégié via un plan de formation approprié et un développement des mobilités internes et des reclassements.

2. Perspectives d'évolution de la masse salariale 2025

Les anticipations de masse salariale pour 2025 illustrent la continuité de la maîtrise des dépenses de personnel mais également la volonté de la collectivité de mettre en place des mesures en faveur du pouvoir d'achat des agents.

Ces anticipations intègrent les différentes mesures s'imposant à la commune, en partie issues de décisions gouvernementales pour un montant global d'environ 1,3 M€.

On signalera notamment :

- L'impact de l'augmentation de 3 points CNRACL annoncé par le Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale (PLSFSS 2025) estimé à 566 K€, à noter que cette augmentation sera renouvelée sur 3 ans,
- Le coût du GVT estimé à 150 K€,
- Le coût du bonus attractivité à destination du personnel de la Petite Enfance estimé à 32K€ en partie financé par la CAF.

Par ailleurs, l'enveloppement prévisionnelle pour les recrutements a été estimée à 1 M€ et la baisse des dépenses liée aux départs à 500 K€.

Enfin, un effort budgétaire a été demandé sur les éléments variables de paie (heures supplémentaires, complémentaires, astreintes, permanences, etc.) de l'ordre de 10% afin de rationaliser le budget de la masse salariale 2025. Le montant des économies attendues est de 450 K€.

En conséquence il devrait être proposé un budget prévisionnel 2025 de 75 370 000€.

C - Le temps de travail

La durée du temps de travail annuel d'un agent à temps complet est de **1607 heures (soit 35 heures par semaine)**. La durée moyenne hebdomadaire de travail à temps plein est fixée à 37h30 pour l'ensemble des services de la collectivité.

En contrepartie du dépassement hebdomadaire de 2h30 (37h30 au lieu de 35 heures), les agents à temps complet bénéficient de 15 jours dans le cadre de l'aménagement et de la réduction du temps de travail (RTT) qui doivent être pris dans l'année en cours.

Les agents recrutés en cours d'année ou à temps partiel, bénéficient de ces jours de RTT au prorata de leur temps de présence.

En 2024 l'ensemble des agents de la collective a basculé sur une gestion des congés via le logiciel de gestion du temps de travail.

D - La stratégie de développement des ressources humaines

Dans la continuité du plan d'actions prévu par les Lignes Directrices de Gestion, l'année 2025 sera l'occasion de déployer plusieurs projets ressources humaines liés à la volonté de la Ville de poursuivre la modernisation de sa gestion.

1. Piloter et partager la fonction ressources humaines

Réalisé en 2024, le référentiel de compétences managériales a été intégré à l'évaluation des entretiens annuels. Une grille d'évaluation de la manière de servir des agents a également vu le jour à la suite de la mise en place du complément indemnitaire annuel (CIA) au bénéfice de ces derniers.

De la même manière, en complément du CIA, la Ville a mis en place des dispositifs de maintien du pouvoir d'achat à l'attention des agents, avec le paiement de la prime dite « Coquerel » pour le personnel du centre médical social Françoise Dolto, réservée aux agents territoriaux et correspondant à la prime Ségur des personnels hospitaliers. La **prime Coquerel** est un dispositif d'aide financière visant à encourager certains acteurs ou à compenser les pertes liées aux réformes, notamment dans des secteurs sensibles où des perturbations économiques ont eu lieu en raison des mobilisations

Il est à noter que le versement de la prime Coquerel et la Prime Pouvoir d'achat n'était pas une obligation pour les collectivités.

Nous poursuivrons ce travail en 2025 pour enrichir le référentiel des compétences métiers ainsi que la structuration de la politique des ressources humaines avec la réalisation de plusieurs guides : QVT (qualité de vie au travail), charte de la déconnexion et guide de la parentalité.

2. Moderniser et optimiser la fonction ressources humaines

Dans le cadre du développement de la marque employeur, la Ville a créé, fin 2023, un poste de chargé de communication interne et marque employeur.

De nombreux projets ont donc pu voir le jour en 2024 avec notamment la création d'une page dédiée au recrutement sur le site Internet de la Ville ou encore l'enrichissement de la communication interne, avec la participation à la première édition de League of Défense et la 2^{ème} édition des olympiades sur le thème des jeux olympiques.

Cela a également été l'occasion de travailler au développement de la marque employeur avec la conception d'un kit dédié au forum métiers ou encore la mise en place d'un « casting call » pour présenter les métiers et leur savoir-faire à travers des créations de vidéos.

En 2025, nous poursuivrons cette dynamique

3. Recruter, fidéliser et accompagner le développement des compétences

En 2024, la direction des Ressources Humaines a développé de nouveaux dispositifs innovants pour faire face aux défis du recrutement sur les métiers en tension : dispositif d'accompagnement BAFA et passerelle Petite Enfance notamment.

Dans la continuité des actions de 2023, l'année 2024 a confirmé le succès des **formations internes**, avec 223 agents ayant renforcé leurs compétences. En 2025, l'offre sera enrichie avec **19 formations couvrant des domaines clés** tels que les finances, les ressources humaines, la communication, l'informatique, la petite enfance et l'inclusion du handicap. L'objectif est d'assurer une montée en compétences adaptée aux besoins de la collectivité.

L'année 2025 verra également le déploiement de projets structurants pour accompagner l'évolution professionnelle des agents :

- Un parcours dédié aux managers, axé sur la charte du manager et les compétences managériales,
- Le renforcement de la passerelle Petite Enfance, pour faciliter l'accès à une formation diplômante tout en garantissant un accompagnement sécurisé,
- Une politique d'apprentissage renforcée, avec un événement dédié aux apprentis pour favoriser leur intégration et leur évolution au sein des services municipaux,
- L'optimisation des outils numériques, avec une amélioration de l'outil de gestion des entretiens professionnels pour un meilleur suivi des parcours professionnels.

L'ensemble de ces actions s'inscrit dans une politique résolument axée autour d'un **investissement de la collectivité sur ses ressources humaines internes**.

4. Favoriser et améliorer la qualité de vie au travail

La Ville de Puteaux s'est engagée dans un partenariat avec le Centre Hubertine Auclert avec pour objectif la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes, ainsi que la lutte contre les inégalités et les discriminations. Dans la continuité des actions engagées en 2023, nous avons réalisé une exposition à destination des agents, « Mixité des métiers : déconstruire les préjugés », ainsi que deux tables rondes et conférences animés par le CIDFF 92 permettant d'éclairer les enjeux de mixité professionnelle.



Vernissage de l'exposition « Mixité des métiers, au-delà des préjugés » le 15 novembre 2024



Marie-Cécile Menard, adjointe au Maire de Puteaux aux côtés de Gwladys Siracuse, directrice de la Maison du droit et de la famille, Gérard Mignot, président de la protection civile de Puteaux et Suresnes, de Pascale Rebecq et Anne storck, toutes les deux membres du Conseil Égalité Femmes Hommes

L'année 2024 a été l'occasion de réaliser le premier forum prévention santé et dialogue social de la Ville de Puteaux avec de nombreux partenariats et intervenants extérieurs comme la MNT (Mutuelle Nationale Territoriale), Collecteam, le centre interdépartemental de gestion (CIG), Kompan, le département des Hauts-de-Seine et la région Île-de-France.

Les ateliers et stands portent sur des thèmes aussi variés que la luminothérapie, le sommeil, l'automassage, l'alimentation, etc...

La Ville a également adopté son nouveau plan d'actions égalité femme-homme 2024-2026. Articulé autour de 5 axes, ce plan vise à renforcer les mesures déjà en place, tout en introduisant de nouveaux dispositifs pour réduire les écarts et garantir des perspectives de carrières équitables pour tous les agents.

En 2024, la Ville de Puteaux a obtenu un indice égalité professionnelle de 77/100, au-dessus de la réglementation (minimum de 75/100).

En 2025, nous poursuivons notre politique de santé sécurité au travail, avec la mise en place d'une démarche de prévention des TMS au CTM et de l'usure professionnelle en crèches collectives par exemple.



5) Le cadrage du budget de Puteaux pour 2025

A - FONCTIONNEMENT – Les principales dépenses

FOCUS :

Comme en 2024, la Ville poursuit l'objectif de contenir les dépenses pour sa gestion courante voire de les diminuer lorsque c'est possible. En effet, l'évolution de certaines dépenses telles que celles du personnel et de la péréquation ne relèvent pas de sa décision.

Sur ces dépenses, un montant de 105 M€ à 110 M€ devrait être proposé soit une baisse pressentie de 5 à 7 %.

Compte-tenu des nouveaux dispositifs de péréquation l'objectif d'évolution des dépenses de fonctionnement stabilisé à hauteur de l'inflation ces dernières années, ne pourra être maintenu. En effet, les seules dispositions de la Loi de Finances récemment promulguée augmentent les dépenses de fonctionnement de + 9 M€* pour l'année 2025 (11 M€ dans le projet de Loi de Finances initial déposé le 10 octobre 2024).

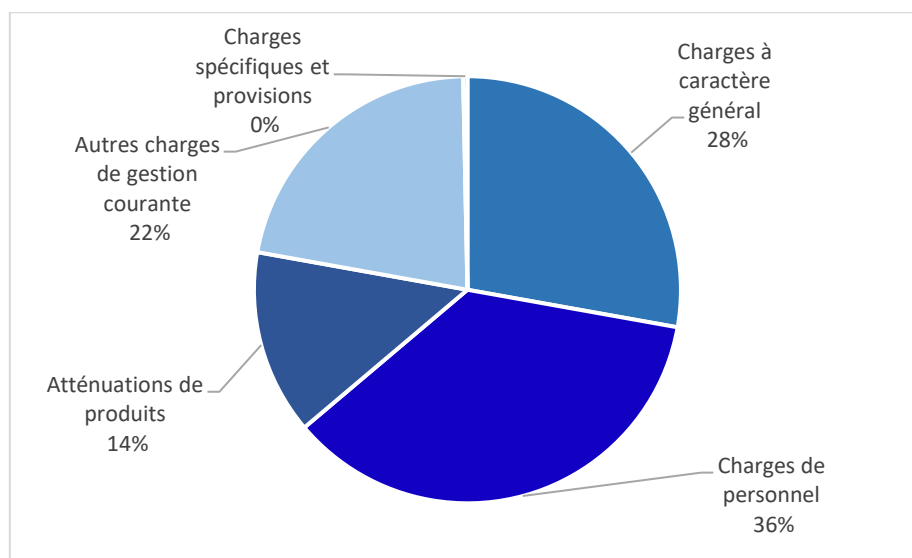
Notons cependant que les dépenses réelles de fonctionnement n'ont augmenté que de 10% depuis 2019 lorsque l'inflation a dépassé la barre des + 16%. Puteaux dépense donc moins qu'en 2019 mais mieux tout en assurant un très niveau de service toujours plus qualitatif.

*dont 3M€ de prélèvements pour Dilico (« dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales des collectivités territoriales »)

Hors opérations d'ordre, les principales dépenses de fonctionnement de la Ville sont :

- Les charges à caractère général,
- Les charges de personnel,
- Les atténuations de produits,
- Les autres charges de gestion courante,
- Les charges spécifiques.

Graphique : Répartition prévisionnelle des charges de fonctionnement



La multiplication des systèmes de péréquation décidés par l'Etat ainsi que les hausses successives du point d'indice et des cotisations, augmentent la rigidité des charges de la collectivité et diminuent sa capacité à baisser le montant des dépenses de fonctionnement.

En incluant les reversements à l'EPT POLD le taux de rigidité de la Ville atteint 73% des dépenses de fonctionnement ce qui constitue un niveau élevé et laisse peu de marges de manœuvre pour diminuer les dépenses dans un contexte d'augmentation de la péréquation et d'atonie sur les recettes de fonctionnement.

1. Les charges à caractère général – La stabilité se confirme

Les charges à caractère général sont recensées au chapitre 011 et comprennent essentiellement, les achats de matières et fournitures à destination des différents services ainsi que les commandes de prestations (réservation de berceaux dans les crèches, classes transplantées et voyages pour les enfants, spectacles de fin d'année et illuminations, événements culturels, ...), les fluides (eau, gaz, électricité, ...), l'alimentation, les interventions extérieures telles que le nettoyage de la voirie, l'entretien des bâtiments, des espaces verts et des voies, d'autres frais comme le nettoyage des locaux et enfin les impôts et taxes dont s'acquitte la collectivité.

Chaque année ces dépenses sont d'abord ajustées en fonction de l'évolution contractuelle des marchés passés par la Ville, puis par les besoins nouveaux qui peuvent se présenter à la suite de l'ouverture d'un jardin, d'une réhabilitation de bâtiment, de la création d'événements mais aussi pour honorer de nouvelles obligations souvent issues des différentes lois de finance.

Le budget 2025 devra être construit en tenant compte d'une contrainte inflationniste toujours présente ainsi que des incertitudes autour de l'évolution des prix de l'énergie en raison du contexte international.

Cela participera automatiquement à l'augmentation de nos dépenses obligatoires et incontournables. C'est pourquoi, dans un contexte de stabilité des charges à caractère général par rapport aux consommations 2024, les objectifs fixés de maîtrise budgétaire demanderont un effort d'autant plus important aux services.

FOCUS :

L'ensemble des mesures mises en place pour réduire la consommation d'électricité est notable et se voit au travers des chiffres.

De 9,5M€ au compte administratif 2023 à 7,3M€ arrêtés pour 2024 et 7,2M€ projetés pour 2025.

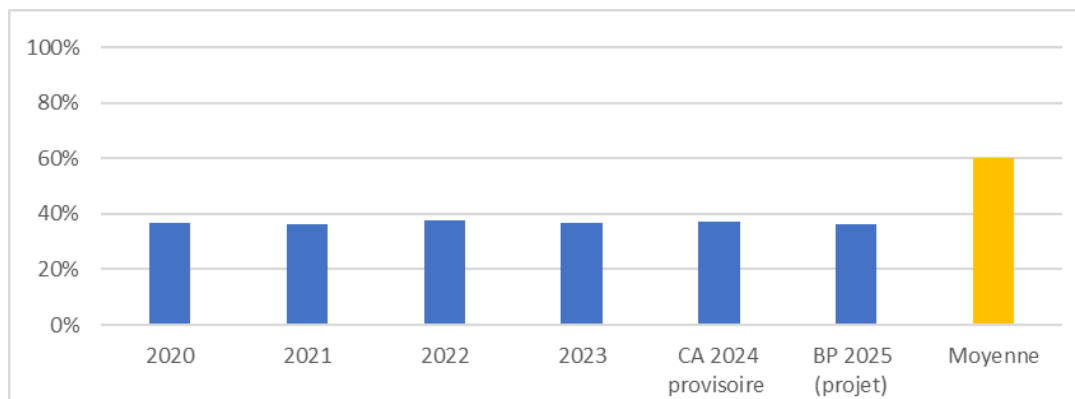
La Ville devrait poursuivre cette diminution de ses dépenses de fluide en 2025 avec une action forte sur la maîtrise des consommations énergétiques : l'objectif attendu est une diminution d'au moins 2,5% par rapport aux consommations 2024.

2. Les charges de personnel – Un effort de rationalisation

Ce chapitre budgétaire regroupe l'ensemble des dépenses associées au personnel municipal : rémunération, médecine du travail, etc. Malgré les différentes mesures votées par l'Etat telle que les revalorisations et l'augmentation du point d'indice, la Ville continue de maîtriser l'évolution de la masse salariale cette année encore avec un cadrage pour les orientations budgétaires qui ne devrait pas dépasser +3% sous l'effet des mesures de revalorisation automatique (GVT) et de l'augmentation de 3 points de la cotisation à la CNRCAL telle que programmée par la Loi de Financement de la Sécurité Sociale.

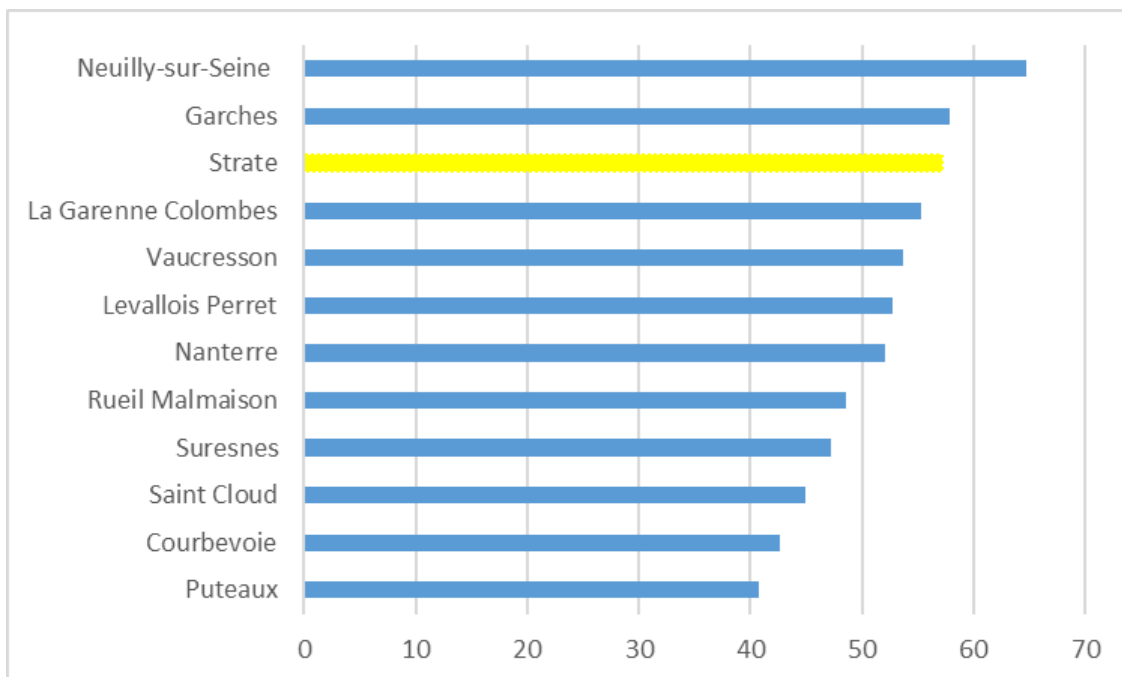
Il convient de rappeler que la Ville assure en régie directe, c'est-à-dire sans passer par une prestation de services, la majorité des services à la population. Le ratio des charges de personnel dans les dépenses de fonctionnement est de 36 %, bien en dessous de la moyenne de la strate (57,2 %) et en dessous des Villes membres de l'établissement public territorial Paris Ouest La Défense.

Graphique : évolution des dépenses de personnel rapportées aux dépenses réelles de fonctionnement



Le panorama des équilibres financiers fondamentaux 2023² du département des Hauts-de-Seine illustre le faible poids des charges de personnel dans les dépenses de fonctionnement à Puteaux par rapport aux autres communes et par rapport à sa strate de population :

Graphique : Importance des charges de personnel sur le périmètre de paris ouest la Défense



Source : Direction Départementale des Finances Publiques DDFIP

² Publié par la Direction Départementale des Finances Publiques

FOCUS :

Le décret du 30 janvier 2025 prévoit une augmentation progressive du taux de cotisation employeur à la CNRACL (Caisse Nationale de Retraites des Agents des Collectivités Locales) sur une période de quatre ans. Pour 2025, c'est un coût supplémentaire, subi par la Ville de Puteaux, de plus de 560 K€.

1. Les atténuations de produits – Une augmentation massive en 2025

Le chapitre 014 recense les dépenses liées à des reversements de fiscalité, la péréquation en premier lieu.

La Loi de Finances pour 2025 promulguée par le Conseil Constitutionnel le 14 février dernier met à la charge de la Ville de Puteaux une dépense supplémentaire de 8 M€ répartie entre l'augmentation du fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC), d'une part, et la mise en place du nouveau « dispositif de lissage des recettes fiscales des collectivités locales » (DILICO).

FOCUS :

La charge de la péréquation ne cesse d'augmenter : depuis le début du mandat, une charge supplémentaire de 21,7 M€ a dû être absorbée par le budget de la Ville.

Le montant de la péréquation directe (FPIC³, FSRIF⁴, CRFP⁵ et DILICO) devrait atteindre en 2025 un montant de 575 € par habitant.

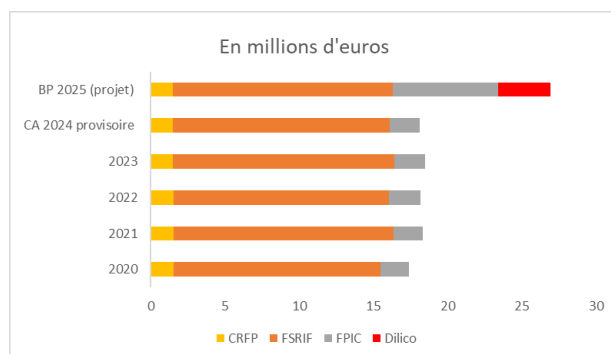
Au total, le montant à prévoir au budget primitif passerait de 18,2 M€ à plus de 26 M€.

Péréquation en 2025 : la douche froide pour Puteaux

FPIC	7 M€	+ 110 € / habitant en 2025
FSRIF	14,8 M€	
DILICO	3 M€	+ 68 € / habitant en 2025
CFRP	1,5 M€	

= Une facture de péréquation de 575 € par habitant à prévoir 2025 (26,3 M€)

Graphique : Toujours plus de prélèvements obligatoires qui continuent de grever la capacité de financement de Puteaux



³ Fonds de péréquation des ressources communales et intercommunales

⁴ Fonds de solidarité de la Région Île-de-France

⁵ Contribution au fonds de redressement des finances publiques

Le fonds de Solidarité de la Région Île-de-France (FSRIF)

Mis en place en 1991, uniquement sur le périmètre de l'Île-de-France, ce fonds « *a pour objectif de contribuer à l'amélioration des conditions de vie dans les communes urbaines d'Île-de-France supportant des charges particulières au regard des besoins sociaux de leur population sans disposer de ressources fiscales suffisantes* ».

Depuis sa création celui-ci n'a cessé d'augmenter sous l'effet des Lois de Finances successives. **Le prélèvement pour 2025 est estimé à 14,8 millions d'euros.**

Depuis le début du mandat cela représente plus de 87 M€, soit 42% du montant proposé pour les dépenses de fonctionnement en 2025 ou **18 mois d'investissement pour la Ville.**

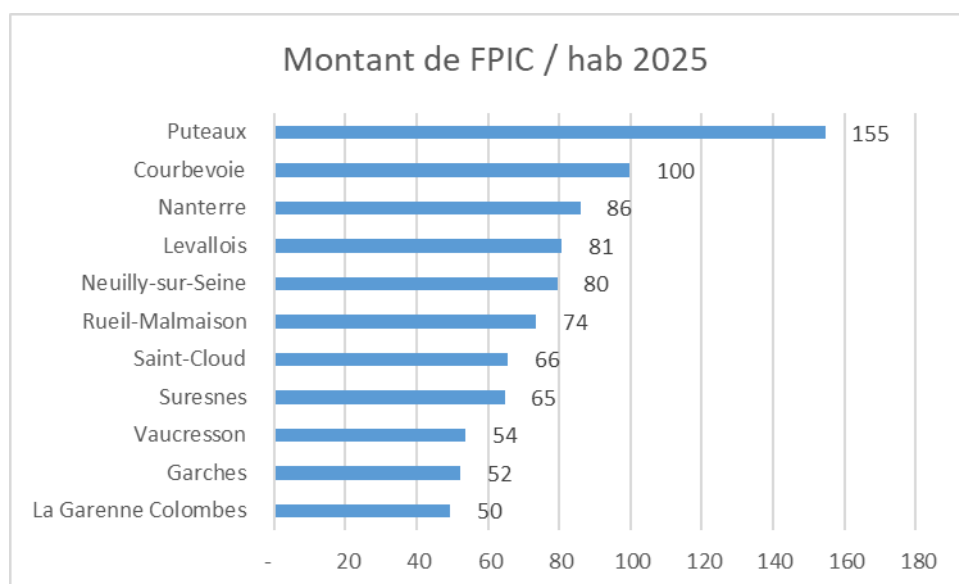
Puteaux	2020	2021	2022	2023	CA 2024 provisoire	BP 2025 (projet)
Prélèvement FSRIF en millions d'€	13,9	14,8	14,5	14,9	14,6	14,8

Le Fonds de Péréquation Intercommunal (FPIC)

Mis en place en 2012 sur l'ensemble du territoire national, le FSRIF « *vise à réduire les disparités de ressources entre les territoires* ». Jusqu'en 2024, sa répartition entre les communes membres de l'établissement public territorial (EPT) Paris Ouest La Défense était fonction des montants historiquement versés par chaque Ville en 2015.

La Loi de Finances pour 2025 prévoit une nouvelle répartition, en fonction du potentiel financier, mettant à la charge du budget de la Ville 5 M€ supplémentaires ce qui représente 110 euros par habitant.

Graphique : comparaison des montants prévisionnels de FPIC / habitant en 2025



Source : Direction Départementale des Finances Publiques DDFIP

FOCUS :

Ce prélèvement sur les recettes de la Ville de Puteaux pour 2025 est estimé à 7,1 millions d'euros, soit une augmentation de plus de 350 % par rapport à 2024.

La contribution au redressement des finances publiques

Mise en place en 2012, la contribution au redressement des finances publiques devait être temporaire. Après plus de 10 ans, celle-ci subsiste toujours. Cette année encore la Ville de Puteaux participera à hauteur de 1,5 millions d'euros au redressement des finances publiques de l'Etat alors qu'elle est la seule commune du département des Hauts-de-Seine à ne pas avoir d'encours de dette et à ne pas augmenter ses impôts locaux.

FOCUS :

Depuis le début du mandat, le montant de cette Contribution au Redressement des Finances Publiques (CRFP) représente plus de 9 millions d'euros, soit près d'une année de dépenses d'eau et d'électricité.

DILICO, une nouvelle contribution des collectivités de 2,2 milliards d'euros

Présenté dans sa version initiale en tant que « fonds de réserve », ce prélèvement devait permettre d'associer les collectivités locales à l'effort de redressement des finances publiques. Ce dispositif devait donc s'ajouter à l'historique contribution au fonds de redressement des finances publiques.

Le montant initial de ce fonds de réserve était de 5 milliards d'euros et ne devait concerner que les collectivités locales dont les recettes excèdent 50 M€ avec un plafonnement à 2% de ces dernières. Finalement, c'est un réel dispositif de péréquation qui a été mis en place puisque ses critères de calcul reposent sur un critère de ressources (potentiel financier) et de charges (revenus par habitant). Le montant prélevé en 2025 devrait être restitué à la Ville sur une échéance de 3 ans (2026/2027/2028) à hauteur de 90%. Néanmoins, ce dispositif étant pérennisé une charge résiduelle devra être chaque année prévue au budget de la Ville.

FOCUS :

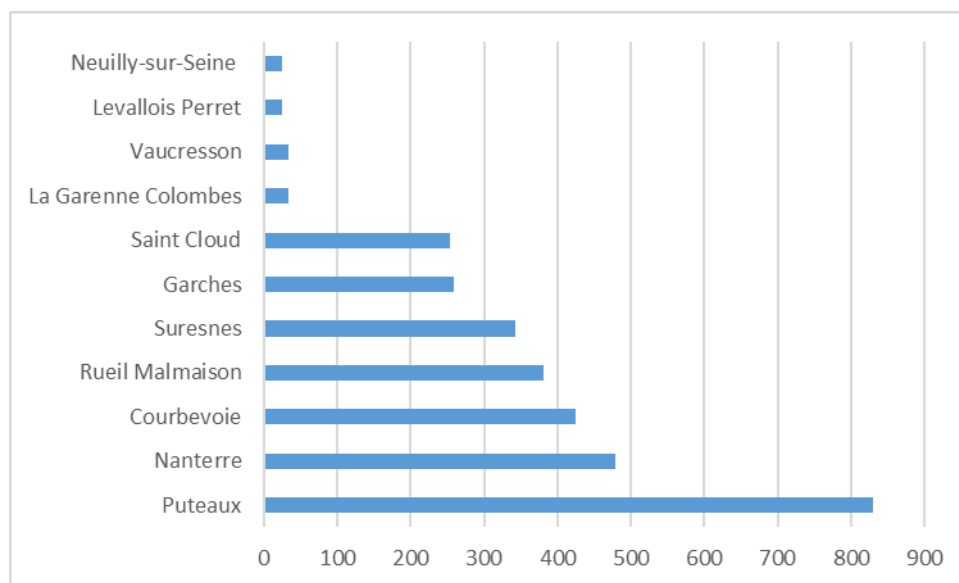
Ce nouveau prélèvement sur les recettes de la Ville impactera le budget de 3 millions d'euros sur la seule année 2025, soit 2 fois le montant d'une année de factures d'eau.

Autres reversements de fiscalité

Depuis le 1^{er} janvier 2024 une **nouvelle taxe additionnelle à la taxe de séjour au profit d'Île-de-France Mobilités a été instituée à hauteur de 200%. Comme pour le département et la SGP, la Ville collecte cette taxe additionnelle supplémentaire en lieu et place de l'autorité organisatrice des transports de la région Ile de France et la lui reverse.** Elle est recensée comptablement dans ce chapitre.

Selon le panorama des équilibres financiers fondamentaux dressé par le comptable public en 2024 pour la situation des Hauts de Seine en 2023, **Puteaux est la Ville la plus impactée par les contingents et participations obligatoires.**

Graphique : Contingents et participations obligatoires / habitant en euros



Source : Direction Départementale des Finances Publiques DDFIP

2. Les autres charges de gestion courante – Préserver les financements des partenaires et associations de la Ville

Ce chapitre retrace en premier lieu le Fonds de Compensation des Charges Territoriales versé à POLD pour les charges en lien avec les compétences transférées. Son évaluation est réalisée courant mars pour fixer les montants provisoires puis en fin année afin que les montants définitifs soient arrêtés par la Commission locale d'évaluation des charges territoriales (CLECT).

FOCUS :

Le montant du FCCT mérite encore d'être précisé. En effet, son montant est fonction du pacte financier et fiscal (PFF) de l'établissement public. Le précédent pacte étant arrivé à échéance, un nouveau doit être discuté et délibéré par le Conseil de territoire. Compte tenu des informations connues à ce jour, le montant qui pourrait être inscrit au budget primitif est estimé à 36,7 M€ pour 2025.

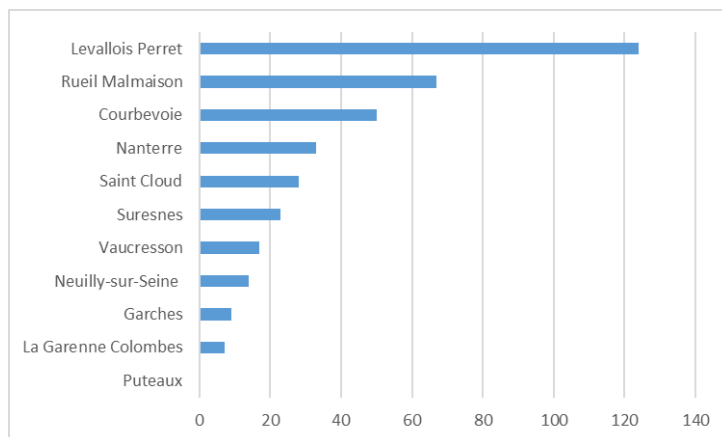
Ce chapitre budgétaire comprend d'autres dépenses obligatoires telles que la contribution au fonctionnement de l'établissement public Paris La Défense (PLD) qui a en charge la gestion et l'aménagement de l'opération d'intérêt national (OIN) pour 1 M€ et la participation aux charges de fonctionnement de la Brigade des Sapeurs-Pompiers de la Ville de Paris pour le même montant.

Malgré les contraintes budgétaires pesant sur la Ville de Puteaux cette année, les subventions au profit des associations seront préservées pour un montant compris entre 1,1 et 1,3 M€ et le soutien apporté au CCAS par la Ville devrait être maintenu à hauteur 4,15 M€.

3. Les charges financières, spécifiques et les provisions

A ce jour, Puteaux est la seule commune du territoire à n'avoir pas eu recours à l'emprunt.

Graphique : Intérêts des emprunts et autres charges financières



Source : Direction Départementale des Finances Publiques DDFIP

Depuis le changement de nomenclature comptable le chapitre dédié aux charges spécifiques ne comporte plus aujourd'hui que quelques écritures demandées par la trésorerie dans le courant de l'année. Le montant prévu pour ces régularisations est de 24 K€.

Quant au chapitre 68, il retrace les provisions et risques sur contentieux qui seront constituées par mesure de prudence comme l'exige la réglementation. Leur montant est évalué à moins de 850 K€.

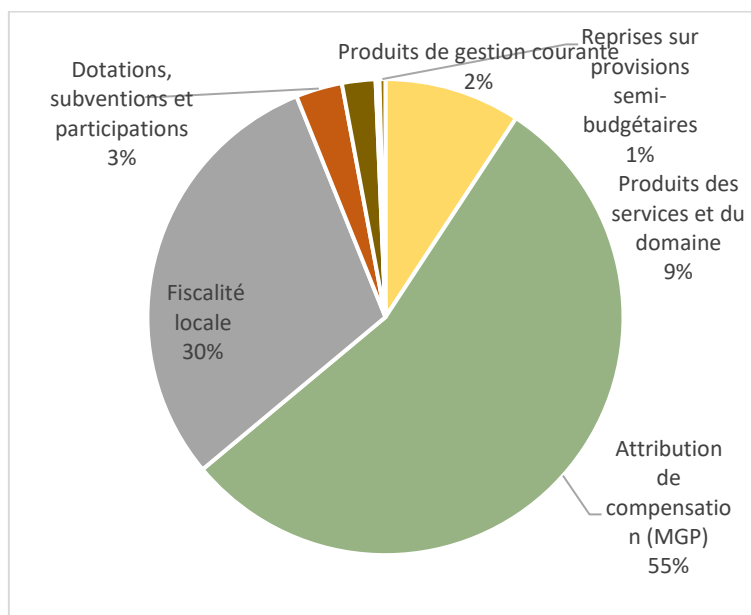
B - FONCTIONNEMENT – Les principales recettes

Hors opérations d'ordre, les recettes enregistrées en section de fonctionnement sont classées comme suit :

- Les atténuations de produits,
- Les produits des services du domaine et ventes,
- Les impôts et taxes,
- Les dotations subventions et participations,
- Les autres produits de gestion courante,
- Les produits financiers,
- Les produits exceptionnels.

Les prévisions de recettes sont détaillées ci-après.

Graphique : Répartition prévisionnelle des recettes de fonctionnement



1. Les atténuations de charges

Le chapitre 013 enregistre les remboursements sur rémunération du personnel plus communément appelées indemnités journalières.

FOCUS :

Pour 2025, un montant de 210 K€ est envisagé, soit la moyenne des 4 dernières années. Compte tenu de la nature de cette recette son évaluation est difficile.

2. Les produits des services du domaine et des ventes

Toutes les activités, ateliers, dispositifs et services facturés par la Ville sont recensés au chapitre 70. Elles concernent essentiellement les secteurs du périscolaire, du sport, de l'enseignement, de la culture, du social et des loisirs. Les redevances d'occupation du domaine public et les diverses dépenses remboursées par POLD et le CCAS comme la mise à disposition du personnel y sont également retracées.

L'augmentation de la fréquentation des équipements publics remarquée dès la fin de l'année 2023 s'est poursuivie sur l'année 2024 grâce à l'accueil des jeux olympiques à Paris et en Île-de-France.

Par ailleurs, une révision des tarifs a été mise en œuvre en 2024 afin de tenir compte de l'inflation depuis leur dernière réévaluation, en moyenne de 4%. A titre d'exemple, les droits de voirie et de déménagements dataient pour certains de 2009.

Compte tenu de l'attractivité des services proposés aux Putéoliens, l'augmentation de la fréquentation des activités proposées les produits des services sont estimés aux alentours de 20 M€ pour 2025 ce qui est comparable au niveau réalisé en 2024.

FOCUS :

Tous les Putéoliens bénéficient de tarifs très attractifs sur le territoire communal. Aujourd'hui, les services accueillent de plus en plus d'usagers extérieurs car les prix restent compétitifs et les équipements attractifs. Cela permet d'augmenter la fréquentation des équipements et augmenter les recettes de la Ville.

3. Les impôts et taxes

Aux chapitre 73 et 731, on retrouve par ordre décroissant d'importance :

Libellés impôts et taxes	CA 2024 provisoire	BP 2025 (projet)
Attribution de compensation	116 589 635 €	116 589 635 €
Impôts directs locaux	53 879 652 €	55 031 920 €
Droits de mutation	3 644 786 €	3 000 000 €
Taxe de séjour	1 313 547 €	1 200 000 €
Taxe sur la consommation finale d'élec	980 015 €	1 000 000 €
Droits de place	282 622 €	582 800 €
Taxe locale sur la publicité extérieure	358 011 €	345 000 €
Dotation de solidarité communautaire	155 519 €	- €
TOTAL	177 203 787 €	177 749 355 €

L'attribution de compensation

Lors de la création de la métropole du Grand Paris en 2016 des transferts de fiscalité économique ont été opérés entre la Métropole du Grand Paris (MGP), POLD et les villes du territoire.

FOCUS :

La compensation du transfert de la fiscalité vers la MGP a été fixée au produit constaté en 2015. Son niveau est donc inchangé depuis 10 ans alors que son montant représente 66% des recettes fiscales, renforçant l'effet de ciseaux sur la gestion courante de la Ville.

La suppression de la taxe d'habitation

A cette perte de la dynamique fiscale économique transférée à la MGP s'ajoute depuis 2021, la perte de la taxe d'habitation sur les résidences principales, soit 16 M€. Ne subsiste plus que la taxe d'habitation sur les résidences secondaires qui représente 1,5 M€.

La suppression de la taxe d'habitation a été compensée par le transfert de la part départementale de la taxe sur les propriétés bâties. Un coefficient correcteur a été mis en place afin d'équilibrer les ressources fiscales des communes après la suppression de la taxe d'habitation. Il ajuste les montants perçus par les communes pour compenser les pertes de taxe d'habitation. Celui-ci est basé sur la différence entre les recettes de taxe d'habitation et le produit de la taxe foncière transférée par le Département des Hauts-de-Seine.

Le coefficient correcteur est figé dans le temps. La Ville ne bénéficie plus d'aucune variation de bases fiscales sur cette taxe.

FOCUS :

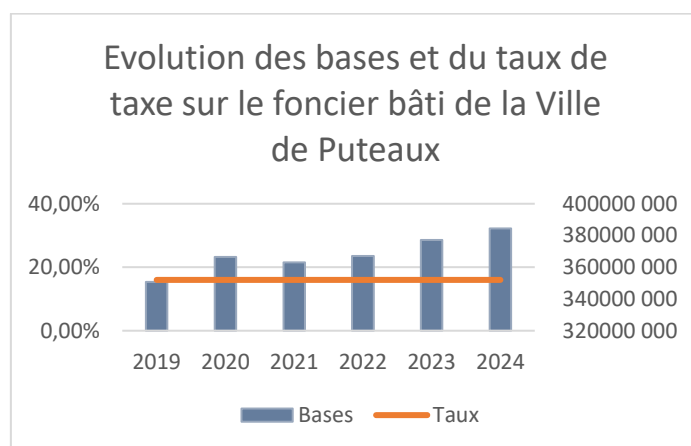
En rompant le lien fiscal avec les usagers, l'Etat a également fait perdre à la Ville de Puteaux le bénéfice de la revalorisation automatique des bases de taxe d'habitation sur les résidences principales, c'est-à-dire prévue par la Loi de Finances, à hauteur de 0,2% en 2021, 3,4% en 2022, 7,1% en 2023, 3,9% en 2024 et 1,7% en 2025.

Depuis 2021, le produit « perdu » est évalué à – 2,8 M€ au total sans compter la construction de logements nouveaux qui ne seront jamais compensés à la Ville.

Un taux de taxe foncière sur les propriétés bâties toujours faible et stable depuis près de 20 ans

Le produit de la taxe foncière sur les propriétés bâties est déterminé par application d'un taux aux bases fiscales. Un état fiscal dédié qui retrace le montant prévisionnel de la fiscalité que percevra la Ville est envoyé par les services de l'Etat à la fin du premier trimestre, ce qui ne permet pas d'avoir une prévision budgétaire totalement fiable. L'hypothèse proposée cette année par l'Etat est une augmentation de 2,5% liée aux seules variations de bases, l'objectif de maintien du pouvoir d'achat par une stabilisation des taux étant reconduit. Le montant proposé devrait être de 55 M€.

Graphique : évolution des bases et des taux à Puteaux



Depuis le début du mandat, l'augmentation des bases décidées par l'Etat est faible (+4,9%) et ne compense pas du tout les mesures d'augmentation de la péréquation et autres charges décidées par l'Etat.

Puteaux reste une des rares ville en France où le taux de fiscalité n'a pas augmenté et cela depuis près de 20 ans. **Elle est la ville de France métropolitaine de taille moyenne⁶ au taux de taxe foncière sur les propriétés bâties le plus bas. Elle se classe également parmi les taux plus bas du Département.**

Cette année encore, les taux resteront inchangés, seules les variations de bases décidées par la Loi de Finances, c'est-à-dire à l'initiative de l'Etat impacteront les cotisations (+1,7% pour les locaux autres que professionnels en 2025 et en moyenne + 2% pour les locaux professionnels et le reste correspondant à la création de nouvelles bases – nouveaux immeubles soit +2,5% au total).

⁶ Strate : 20 000 à 60 000 habitants

Tableau : variation des bases de taxe foncière sur les propriétés bâties 2020-2024

Années	Bases	% N/N-1	dont forfaitaire	dont physique
2024	385 198 000	2,15%	1,70%	0,45%
2023	377 075 951	2,75%	7,10%	-4,35%
2022	367 001 705	1,11%	3,40%	-2,29%
2021	362 984 971	-1,59%	0,20%	-1,79%
2020	366 466 671	4,49%	1,20%	3,29%

FOCUS :

Seul l'Etat est responsable des augmentations subies par les contribuables Putéoliens en faisant évaluer les bases fiscales chaque année. Cette année, les bases des locaux non professionnels augmenteront à l'initiative de l'Etat en fonction de l'IPCH⁷, indice déterminé en application de la loi (+1,7%).

Une fois encore, les taux de fiscalité de la Ville de Puteaux resteront inchangés en 2025 alors que les contraintes budgétaires sont toujours plus fortes.

Représentation graphique : Des taux de fiscalité inchangés



Les droits de mutation des propriétés bâties

La conjoncture économique, le prix des biens, les taux d'emprunt pratiqués et l'inflation jouent un rôle déterminant pour le secteur de l'immobilier. Les droits de mutation étant directement liées à l'activité du secteur immobilier, la Ville proposera un montant prudent, compris entre 3 M€ et 3,2 M€ pour le budget 2025.

En effet, depuis 4 ans la baisse des transactions immobilières est notable.

En 2024, sur le territoire national le nombre de celles-ci est passé sous la barre des 800 000 transactions. En 2022, on comptait encore plus de 1,13 million de transactions.

⁷ IPCH = indice des prix à la consommation harmonisé

FOCUS : Historique pour la Ville de Puteaux :

2020 : 5,2 M€, 2021 : 6,6 M€, 2022 : 4,7 M€, 2023 : 3,9 M€, 2024 : 3,6 M€

Pour rappel, les départements encaissent les droits de mutation dont le taux varie entre 3,8% et 4,5 %. Le conseil départemental des Hauts-de-Seine applique un taux de 4,5%. Les communes sont bénéficiaires de la taxe additionnelle aux droits de mutation dont le taux commun est de 1,20%.

La taxe de séjour

Le montant de la taxe de séjour appliqué aux résidences hôtelières et assimilées sur le territoire de Puteaux est fixe depuis 7 ans. Cette taxe dont s'acquittent les touristes séjournant dans la Ville permet de disposer de ressources complémentaires pour développer l'offre touristique.

En 2009, puis en 2019, deux taxes additionnelles sont venues se greffer au montant acquitté par les touristes et les visiteurs, respectivement de 10% au bénéfice du département des Hauts-de-Seine et 15% au profit de la Société du Grand Paris.

Depuis le 1^{er} janvier 2024, une **nouvelle taxe additionnelle de 200% a été votée par l'Etat au bénéfice d'« Île-de-France mobilités »**, afin de financer les besoins en expansion de transport et de mobilité des Franciliens.

Tableau : évolution de la taxe de séjour *

2020	2021	2022	CA 2023	CA 2024 provisoire	BP 2025 (projet)
501 129 €	362 380 €	973 012 €	1 959 114 €	3 545 474 €	3 900 000 €

DONT 2,7 M€ DE REVERSEMENT PREVU EN 2025

Les recettes en lien avec la taxe de séjour ont connu une augmentation en 2024 consécutive à l'organisation des jeux olympiques dans la capitale. Si l'exercice 2024 a permis à la Ville de constater un montant de 1,3 M€ de recettes, une hypothèse prudente devrait être retenue au budget de 2025 (1,2 M€).

Un montant de 2,7 M€ sera également inscrit sur les lignes dédiées aux reversements à effectuer sur les 3 taxes additionnelles. La Ville de Puteaux ne bénéficie d'aucune recette supplémentaire ni le pouvoir de moduler le taux de ces taxes additionnelles.

4. Les dotations, subventions et participations

Tous les financements contractualisés avec le Département des Hauts-de-Seine au travers du contrat de développement et avec la CAF via (le Contrat Enfance Jeunesse) sont retracés dans le chapitre 74. Renouvelé en 2023 pour une période courant de 2024 à 2026 le Contrat départemental permet à la Ville d'obtenir un financement de 2 M€ sur ces 3 ans.

La totalité des dotations, subventions et participations **est estimée à plus de 5,4 M€.**

FOCUS :

Ces recettes seront prévues en tenant compte des capacités d'accueil et des engagements réciproques des parties du fait de leur nature contractuelle.

5. Les autres produits de gestion courante

Au chapitre 75, on retrouve principalement les recettes en lien avec le patrimoine de la Ville telle que **les redevances versées par les fermiers et concessionnaires dans le cadre des délégations de service public et la gestion locative.**

Elles devraient être prévues à un montant identique que celles constatées en 2024, soit 4,2 M€.

FOCUS :

Ces recettes évoluent en fonction des contrats passés avec nos partenaires pour les DSP et selon l'indice de révision des loyers pour le parc locatif.

6. Les produits financiers

Une recette de 350 K€ sera prévue sur ce chapitre. En effet, depuis 2024, la Ville optimise la gestion de sa trésorerie ce qui lui permet de placer régulièrement un montant de celle-ci en compte à terme. Compte-tenu de l'évolution des taux de rémunération chaque mois, la prévision des gains est délicate et une hypothèse prudente devrait donc être proposée.

7. Les produits spécifiques et les reprises sur provision

Aucun produit spécifique ne sera inscrit. Seules les cessions réalisées au cours de l'exercice feront l'objet d'écritures sur ce chapitre.

Au chapitre 78, on retrouve les provisions pour risques sur contentieux qui peuvent être reprises lorsque le risque cesse. Le montant de ces reprises sur provision est évalué à un peu moins de 850 K€.

C - FONCTIONNEMENT – Des marges de manœuvre absorbées par la péréquation

1. Les soldes de gestion

L'excédent sur la gestion courante permet de déterminer les ressources dégagées sur la section de fonctionnement pour couvrir les opérations exceptionnelles, la dette (inexistante à Puteaux) ainsi que la programmation des investissements.

Evolution des recettes et des dépenses de fonctionnement depuis le début du mandat :

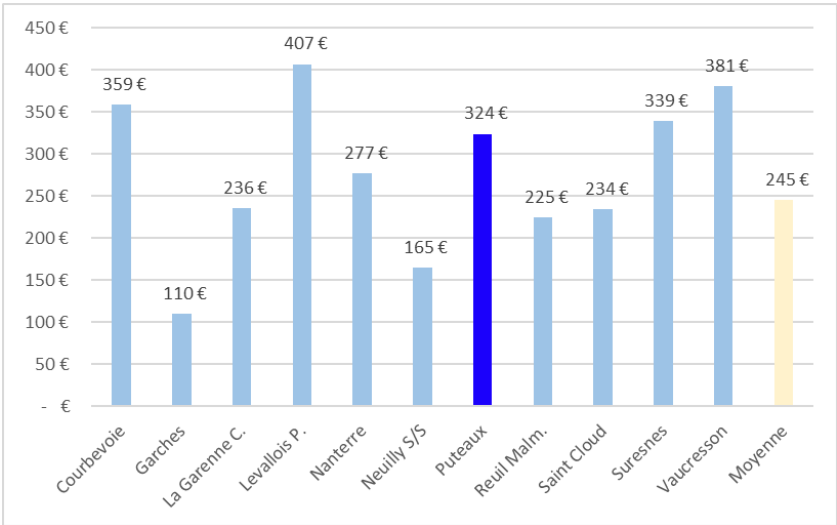
Chapitre	Recettes de fonctionnement (en M€)	2020	2021	2022	CA 2023	CA 2024 provisoire	BP 2025 (projet)	Evol. Moyenne annualisée
013	Atténuations de charges	0,3	0,2	0,3	0,2	0,3	0,2	-7%
70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	13,8	17,6	19,0	19,5	20,7	19,7	7%
73	Impôts et taxes	179,0	176,0	175,0	176,7	179,3	180,5	0%
74	Dotations et participations	6,6	5,3	6,4	7,3	6,7	6,7	0%
75	Autres produits de gestion courante	3,2	2,9	3,0	3,4	5,5	4,8	9%
	Total des recettes de gestion courante	202,9	202,0	203,7	207,1	212,5	212,0	1%
76	Produits financiers	-	-	-	-	0,7	0,4	ns
77	Produits spécifiques	53,0	6,3	2,8	3,3	1,7	-	ns
78	Reprises sur provisions semi-budgétaires	-	0,2	0,5	1,1	0,1	0,9	ns
	Total des recettes réelles de fonctionnement	255,9	208,5	207,0	211,5	215,0	213,2	-4%

Chapitre	Dépenses de fonctionnement (en M€)	2020	2021	2022	CA 2023	CA 2024 provisoire	BP 2025 (projet)	Evol. Moyenne annualisée
011	Charges à caractère général	49,4	50,2	51,5	59,0	58,4	58,2	3%
012	Charges de personnel	68,5	69,0	70,8	71,2	73,5	75,4	2%
014	Atténuations de produits	21,0	20,0	18,9	18,8	20,4	29,3	7%
65	Autres charges de gestion courante	48,2	44,2	44,4	43,8	45,0	45,7	-1%
	Total des dépenses de gestion courante	187,1	183,4	185,6	192,8	197,3	208,6	2%
66	Charges financières	-	-	-	-	-	-	ns
67	Charges exceptionnelles	0,4	6,1	0,7	0,8	0,7	0,0	ns
68	Dotations aux provisions semi-budgétaires	0,0	0,3	1,0	-	0,8	0,6	ns
	Total des dépenses réelles de fonctionnement	187,5	189,8	187,3	193,6	198,7	209,3	2%

En moyenne, les dépenses de gestion courante ont progressé beaucoup plus rapidement (2% en moyenne annuelle - +10%) depuis le début du mandat que les recettes (1% en moyenne annuelle + 4%). L'explication est simple : alors même que la Ville de Puteaux a perdu la dynamique de la fiscalité économique, elle subit de plein fouet l'augmentation de la péréquation. Par exemple, entre 2015 et 2024, le montant cumulé de FPIC et de FSRIF supplémentaire qui a dû être absorbé par le budget est de +21 M€.

Le souci constant de maîtrise des dépenses de fonctionnement permet, cette année encore, d'afficher un excédent de gestion positif. Le niveau d'autofinancement en 2023 (source Direction Départementale des Finances Publiques - DDFIP) est légèrement supérieur à la moyenne nationale.

Graphique - Comparaison de la capacité d'autofinancement / habitant des Villes de POLD et de la moyenne départementale



Source : Direction Départementale des Finances Publiques DDFIP

FOCUS :

L'excédent de gestion auquel s'ajoutera le résultat reporté de l'exercice 2024 permettra de couvrir le besoin de financement des dépenses d'investissement.

Le recours à l'emprunt ne sera pas nécessaire, conformément aux engagements de la Ville, ce qui permettra de maintenir une situation financière saine.

La bonne gestion de la Ville a été soulignée par la Direction Départementale des Finances Publiques (DDFIP) qui attribue un indice de qualité de la gestion comptable de 92% ce qui constitue un niveau supérieur à la moyenne départementale et nationale.

2. Un résultat de clôture encore significatif

Le résultat de clôture de l'exercice 2024 sera repris au projet de budget primitif 2025 et permettra, comme dit plus haut, de couvrir le besoin de financement des investissements sans qu'il ne soit nécessaire d'avoir recours à l'emprunt.

Cette année, le montant total disponible devrait être de 37,1 M€.

Tableau : évolution des résultats reportés à reprendre au budget primitif

		2020	2021	2022	2023	2024	2025 (projet)
D001/R001	Déficit ou Excédent d'investissement reporté	-22,9	-12,6	23,8	10,0	19,9	7,5
R002	Excédent de fonctionnement reporté	34,4	26,5	32,6	41,6	24,8	27,6
c/1068	Excédent capitalisé	36,3	18,3	0	0,0	-	2,0
Total du résultat reporté N-1 en millions d'euros		47,8	32,2	56,4	51,6	44,7	37,1

L'année 2025 permettra grâce aux effets de l'optimisation des dépenses courantes de fonctionnement de maintenir une **capacité d'investissement élevée pour la Ville ce qui permettra de finaliser les projets de la mandature.**

Les engagements pluriannuels se poursuivront avec la réhabilitation du parvis de l'Hôtel-de-Ville et la poursuite de la transition du système d'éclairage public vers un éclairage en LED et la réalisation de cours Oasis. Ils sont recensés au budget 2025 par des AP-CP et représentent un montant moyen d'investissement de 30 à 40 M€/an.

D - INVESTISSEMENT – Malgré un contexte de plus en plus contraint, des projets structurants seront terminés pour 2025 et d'autres initiés

1. La programmation des investissements en 2025

Le volume d'investissement de la Ville de Puteaux reste encore important grâce à de gros efforts faits sur les dépenses de fonctionnement qui sont encore maitrisables. L'autofinancement est ainsi préservé et démontre la détermination de la municipalité de conserver un programme d'investissement ambitieux au service des Putéoliennes et des Putéoliens.

Fin 2024, le niveau d'investissement s'élève à plus de **1 433 €/habitant**. Il est nettement supérieur au niveau d'investissement des autres communes sur le territoire.

Il est à noter que cet investissement est réalisé sans recours à l'emprunt ni augmentation d'impôts pour la 19^{ème} année.



0% AUGMENTATION D'IMPÔTS

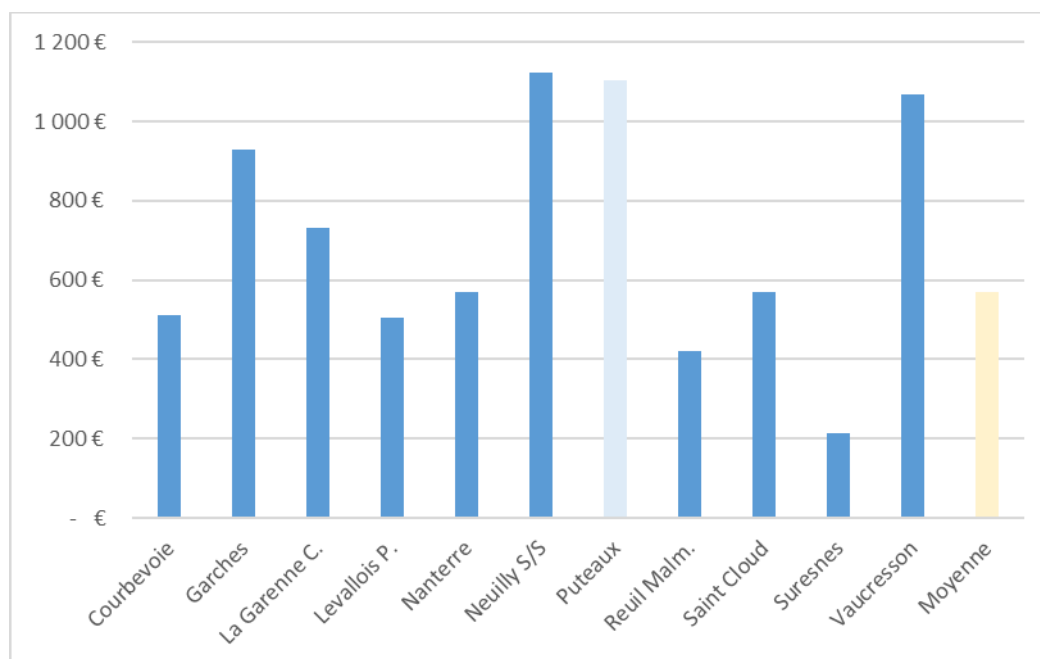


0 RECOURS À L'EMPRUNT



0 DETTE

Graphique - Comparaison des dépenses d'équipements / habitant des Villes de POLD et de la moyenne départementale



Source : Direction Départementale des Finances Publiques DDFIP

2025 sera l'occasion de retrouver l'esplanade de l'Hôtel-de-Ville avec ses nouveaux aménagements avec l'installation de deux kiosques et de pergolas bioclimatiques sans oublier une pièce d'eau de 1 400 m² animée de jets et **la création d'un tiers supplémentaires d'espaces verts. D'autres opérations s'inscrivant dans** développement durable de la Ville **seront achevées ou lancées afin de poursuivre l'embellissement de la cité.**

Les travaux du Parvis de l'Hôtel-de-Ville seront finalisés. La dépense prévue initialement sur plusieurs exercices sera concentrée sur l'année 2025. Le montant des crédits à prévoir est évalué à 12 M€



Dessin d'intention du Parvis de l'hôtel de Ville

Le lancement des travaux de la galerie du jardin d'hiver et de son jardin de 700 m² (1,5 M€)



Dessin d'intention du jardin rue Collin

L'extension et la rénovation de Bungalows à Ploemeur pour 1,3 M€



Rénovation des Bungalows de Ploemeur

L'aménagement d'une miellerie (240 K€)



Les Ruches, Parc Lebaudy, île de Puteaux

La poursuite des travaux du jardin du presbytère (1 200 m²) et de la VIEILLE EGLISE (763 K€)



Dessin d'intention de la rénovation du jardin du presbytère

La poursuite de la réalisation de cours oasis dans les écoles en 2025 (650 K€)



Dessin d'intention de la rénovation d'une cour oasis

La rénovation de rues en 2025 (Victor Hugo et Anatole France) pour environ 850 K€



Dessin d'intention de la rénovation de la rue Victor Hugo

La finalisation des travaux RERV (1,7 M€)



Dessin d'intention RERV

La participation à hauteur de 500 K€ à l'établissement public Paris La Défense pour le jardin d'enfant de Boieldieu

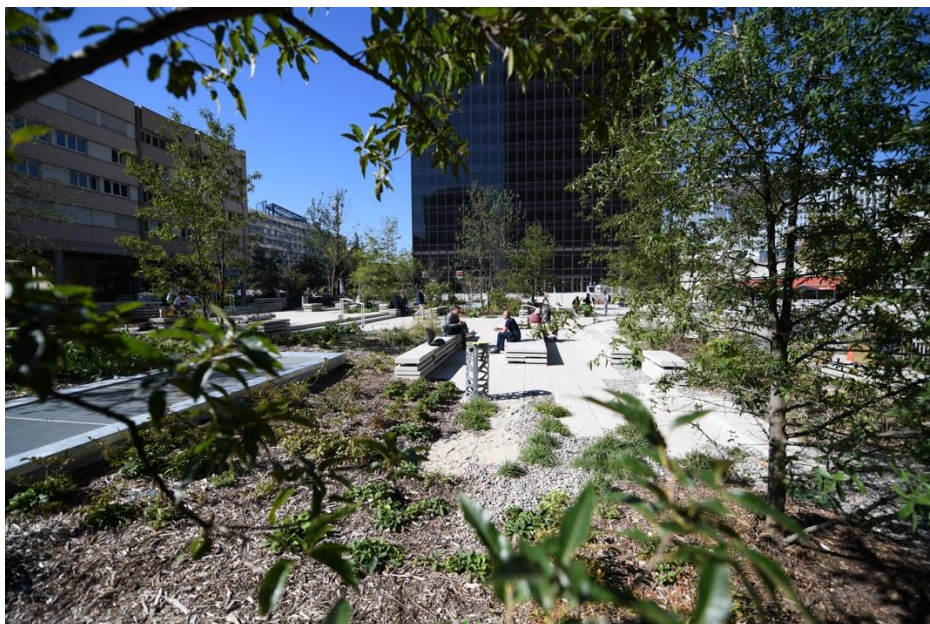


Photo des terrasses Boieldieu

Les travaux pour le décret tertiaire et la poursuite de la mise en accessibilité des bâtiments (3,1 M€)



2. Des investissements totalement autofinancés

Aucun emprunt ne sera réalisé cette année encore pour financer les investissements de la Ville.

Ces derniers seront financés par

- Le résultat de l'exercice antérieur repris au budget,
- Les subventions d'investissement, le fonds de compensation de la TVA perçu avec un décalage de deux ans, la taxe d'aménagement estimés pour l'ensemble à 9 M€ hors reports (2,2 M€)

Depuis plusieurs années maintenant, la Ville cible les dispositifs des partenaires institutionnels pour obtenir des financements publics et valorise les actions menées par la Ville pour bénéficier de fonds privés tel que le mécénat. **Ainsi, le contrat de développement avec le Département des Hauts-de-Seine renouvelé sur la période 2024-2026 représente à lui seul un financement pour la Ville de 2 M€ pour ses dépenses de fonctionnement et 7 M€ pour ses dépenses d'investissement sur les**

3 prochaines années. La Région, la métropole du Grand Paris, le SIGEIF, SIPPEREC sont également sollicités pour financer les projets structurants.

**SIGNATURE DU CONTRAT
DE DÉVELOPPEMENT
DÉPARTEMENT /VILLE DE PUTEAUX**

Mardi 14 mai 2024

Frappés eux aussi par le contexte budgétaire difficile, ces financeurs pourraient voir leur capacité à soutenir leur partenaires habituels contraintes voir réduites à l'avenir. Dans ce contexte, la Ville sera encore plus mobilisée pour et la recherche de subventions Européennes sera l'objectif 2025.

6) Les orientations budgétaires par politique publique

La **qualité des nombreux équipements municipaux et le poumon vert que représentent les 3 200 m² de massifs fleuris, 58 ha d'espaces verts et les 8 350 arbres** sont de véritables atouts pour les citoyens et les touristes qui fréquentent la Ville.

En plus des nombreux espaces verts où les Putéoliens aiment se promener, la Ville offre une qualité de vie enviable de beaucoup de villes dites urbaines. L'engagement de la municipalité pour le développement durable démontre son souci permanent de conserver un développement respectueux des contraintes environnementales et sociales.

Il est agréable de rappeler que cette qualité de vie a été soulignée par l'édition 2025 du classement des « villes et villages où il fait bon vivre » élaboré par le Journal du Dimanche (JDD) où la Ville de Puteaux figure parmi les 50 premières toutes strates confondues. Ce classement prend en compte divers critères tels que la sécurité, le cadre de vie, les services publics, et les activités culturelles et sportives.

Il convient par ailleurs de souligner que la Ville de Puteaux se mobilise pour préserver le pouvoir d'achat des Putéoliens. A titre d'exemple :

- La fourniture d'un kit de rentrée comprenant un cartable et des fournitures scolaires : plus de 4 000 cartables sont ainsi distribués à chaque rentrée ;
- Le don d'un vélo à chaque enfant entrant en école primaire avec un accompagnement à l'apprentissage de la conduite ;
- Le versement, au mérite, d'une aide pour le permis de conduire en fonction des résultats du baccalauréat ;
- Le financement de l'abonnement à la fibre pour les étudiants ; le versement d'une subvention à tous les administrés pour l'acquisition d'appareils électroménagers à basse consommation.

Sans oublier les personnes en grande difficulté ou nos seniors, avec la mise en place d'une épicerie solidaire, d'une prime énergie et l'accès à d'activités culturelles et sportives à un tarif très attractif.

A – Puteaux aux côtés des administrés pour les démarches de la vie courante

1. Accueil du public, modernisation des services et relations avec les administrés

L'amélioration des relations avec les administrés est au cœur des préoccupations de la collectivité.

L'espace Puteaux Famille et Citoyen sera enrichi par la mise en ligne de nouvelles démarches et le développement d'une Gestion de la Relation Citoyens destinés, d'une part, à simplifier la vie des Putéoliens et, d'autre part, à faciliter la gestion des services.

Les accueils feront l'objet d'une harmonisation et des process d'amélioration de l'accueil téléphonique seront déployés.

L'objectif étant toujours de répondre au mieux aux attentes de nos administrés et de réduire le temps de traitement des dossiers.



2. Citoyenneté, état civil et funéraire

Les démarches de végétalisation et de développement de la faune et de la flore des cimetières seront poursuivies et amplifiées de manière à mettre en valeur les écosystèmes existants. A cet égard, une étude sera développée pour mettre en œuvre des ruches au cimetière ancien, sur le modèle de celles installées au cimetière nouveau et qui ont permis de récolter 100 kg de miel en 2024.

Un travail de reprise des concessions échues sera également initié cette année de manière à optimiser la gestion de l'espace du nouveau cimetière.

La Ville de Puteaux propose un délai particulièrement court pour l'attribution des papiers d'identité (en moyenne inférieur à 15 jours). De ce fait, ce service attire de plus en plus de personnes extérieures à la commune.



3. Bâtiments

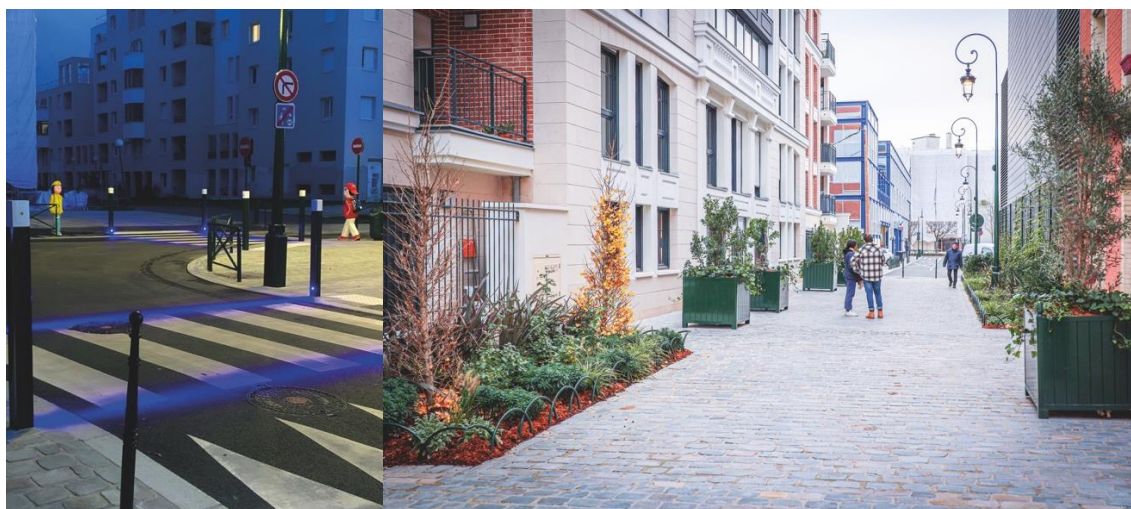
Comme pour l'exercice 2024, l'année 2025 sera marquée par la **poursuite des dépenses en lien avec le décret dit « décret tertiaire »** dont le montant prévisionnel est évalué à 1,6 M€ cette année, et l'accélération de la mise en accessibilité des bâtiments (1,7 M€).

S'ajoutera à ces travaux structurants, un budget pour répondre aux mises aux normes de sécurité dans les différents équipements de la Ville et poursuivre la modernisation du patrimoine communal : changement d'huisseries, entretien des salles de spectacle, plomberie, changements des chaudières au Palais des sports, et la reprise de l'étanchéité pour la crèche l'Arche de Noé, etc.

Les crédits dédiés à la consommation d'électricité seront revus à la baisse. Force est de constater que le déploiement **d'éclairage connecté** porte ses fruits ainsi que des changements de comportement.

Un total, 6 à 7 millions devraient être consacrés aux dépenses d'investissement sur les bâtiments communaux.

La Ville poursuit également la mise en place d'enrobé phonique afin de limiter les nuisances sonores.



Bitume anti-bruit pour limiter les nuisances – Impasse rue Georges Legagneux

B – Puteaux mobilisée pour la qualité de vie et pour le pouvoir d'achat des habitants

La Ville de Puteaux a toujours été très engagée pour assurer la mise œuvre d'actions favorisant la qualité de vie des Putéoliens et Putéoliennes. Forte de sa politique en faveur de la jeunesse, la commune s'est vu remettre le label « Ville amie des enfants » par l'Unicef pour la période 2020-2026.

1. Petite enfance



Les crèches municipales véritables structures de socialisation et d'apprentissage, s'attachent quotidiennement à offrir une qualité d'accueil optimale aux petits Putéoliens. Ce sont en tout 16 établissements comprenant 8 crèches et 1 jardin d'enfants en régie, 2 Relais Petite Enfance et 5 crèches en délégation de service public, pour un total de 791 berceaux agréés qui concourent à accompagner les premiers pas des tout petits.

L'activité des établissements municipaux sera marquée par des projets de médiation animale, de musicologie et bols tibétains, de baby yoga, d'ateliers culinaires, de projets nature, de projets plein air et d'heure du conte en partenariat avec le Palais de la Médiathèque.

De nombreux événements viendront jaloner l'année : la Grande Semaine de la Petite Enfance du 15 au 22 mars sur le thème « Encore », le 4^{ème} salon de la petite enfance le 22 mars, un ciné-débat au Central sur le thème de la surexposition aux écrans en mai, le spectacle de fin d'année au conservatoire sur le thème du « tour du monde » fin juin et un nouvel atelier des futurs papas en octobre.

Par ailleurs, un projet de partenariat et d'échanges de pratiques entre la crèche des Jardins et une crèche d'Esch-sur-Alzette, Ville jumelée du Luxembourg sera initié cette année.

Enfin, le soutien à la parentalité sera enrichi d'un lieu d'accueil parents/enfants au Relai Petite Enfance du Moulin.

2. Enseignement et Jeunesse



La nouvelle école Jean de La Fontaine, ouverte en septembre 2024, se dotera d'une classe supplémentaire, un CM2, qui permettra à tous les niveaux d'être représentés. Elle verra son gymnase mis à disposition des associations sportives de la Ville.

L'expérimentation du port de l'uniforme dans plusieurs écoles volontaires se poursuivra à la rentrée 2025. 1030 élèves sont dotés depuis cette année, d'un uniforme comportant 2 blouses pour les enfants de maternelle et 4 polos, 2 sweats et un cardigan pour les élèves d'élémentaire. A ce jour, malgré le désengagement de l'Etat sur sa participation au financement de ces tenues, l'expérimentation à Puteaux se poursuivra jusqu'en 2026.

19 classes transplantées seront organisées en 2025, dont 15 classes sur le centre de vacances municipal de Ploemeur et 4 classes de neige. Cette année, 465 élèves profiteront de cette activité pédagogique supplémentaire.

De même, 630 enfants et jeunes partiront en séjours au ski durant les vacances d'hiver 2025, et environ 600 enfants partiront en séjours d'été en France et à l'étranger, 90 enfants profiteront du centre de vacances de Ploemeur durant les vacances de Printemps et environ 120 enfants s'y rendront durant l'été.

Les jeunes élus des conseils communaux des Jeunes (CM2 et 4è) participeront à de nombreuses actions citoyennes et compléteront grâce à cela, leur passeport du civisme.

Dans les accueils de loisirs, en cohérence avec le projet éducatif territorial, des projets « inter centres » sur les thèmes du sport, de la cuisine et de grands jeux ponctueront les journées des enfants, avec également la présence d'intervenants les mercredis matin. Le carnaval des accueils de loisirs sur le thème « le tour du monde, découverte des pays et des cultures », viendra mettre en valeur la créativité de chaque accueil lors de son grand défilé.

L'engagement ambitieux de la Ville pour offrir aux jeunes putéoliens des accueils de loisirs de qualité se poursuit dans le cadre du projet éducatif territorial.

Afin de favoriser l'égalité des chances des enfants putéoliens, les traditionnelles distributions des cartables et fournitures scolaires, des cadeaux de Noël pour les maternelles et des livres en fin d'année scolaire se dérouleront comme chaque année.

3. Point Information Jeunesse

Le service Puteaux Information Jeunesse (P.I.J), installé au sein de l'Espace Jules Verne, existe depuis 30 ans. Labelisé par le ministère de l'Education Nationale, le P.I.J. accueille des jeunes de 13 à 30 ans et garantit ainsi la diffusion d'une information objective. En effet, le rôle de cette structure est d'aider les jeunes à s'approprier l'information et d'en faire un élément stratégique de leur prise de décision.

L'année 2024 compte 5 269 jeunes accueillis, soit une hausse de 7,5% par rapport à 2023. 205 bourses ont également été attribuées dont :

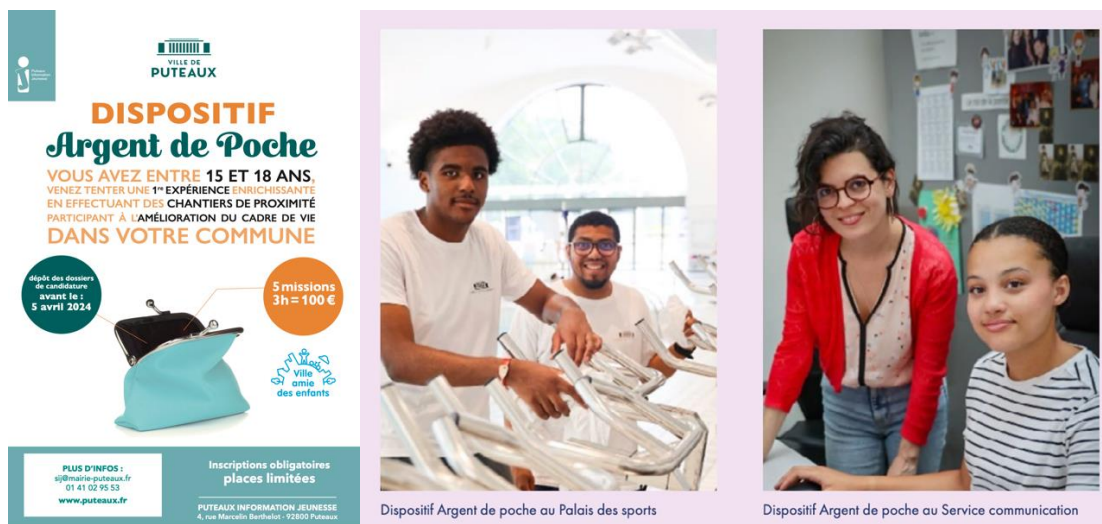
- **Bourse d'Études et d'Échanges à l'Étranger (B3E) : 63 projets** de mobilité internationale permettant à de jeunes puteoliens de 18 à 30 ans d'obtenir des stages, des études de terrain ou des études longues à l'étranger).



- **Aide au Départ Autonome des Jeunes : 73 projets** collectifs pour 123 jeunes de 16 à 25 ans pour des voyages collectifs en France et en Europe pour une durée minimum 3 nuits 4 jours afin d'appréhender l'organisation d'un séjour et développer son autonomie.

En 2025, ce dernier dispositif deviendra une « bourse aux voyages éco-responsable » Le dispositif sera révisé pour intégrer des critères de développement durable tels que des modes de déplacement totalement décarbonés, l'hébergement chez l'habitant, le camping.

Le dispositif argent de poche, qui gratifie une mission d'intérêt général réalisée par un jeune âgé de 15 à 18 ans dans un des services de la collectivité sera ouvert à 50 jeunes. Ce temps passé sur des actions concrètes leur permet de mieux connaître le monde du travail et de faire valoir cette expérience dans leur curriculum vitae.



Dans le cadre de la saison numérique, 46 ateliers devraient être organisés à l'espace public où 11 ordinateurs attendront nos jeunes.

Une semaine devrait également être consacrée à « Révis'ton brevet ». Il s'agit de matinées privilégiées durant lesquelles les élèves de 3^{ème} pourront réviser les mathématiques, le français, l'histoire et la géographie.

Enfin, deux après-midis seront dédiés à la santé mentale des jeunes et à leur bien-être. Une approche qui se fera par le sport et la diététique.

4. Maison du Droit et de la Famille

La maison du droit et de la Famille est un lieu qui favorise la cohésion sociale. Ses missions de prévention et d'accompagnement s'inscrivent dans le Contrat Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD). Ce lieu d'accueil permet d'apporter aux administrés de tout âge, une information de proximité sur les droits et les obligations de chacun, un accompagnement dans la réalisation des démarches administratives courantes ou plus complexes en lien avec la législation.

La structure organise également diverses actions dans les écoles et les accueils de loisirs pour sensibiliser les jeunes à l'égalité, la prévention des violences, le harcèlement.

En 2024, le « **harcélo-mètre** », **outil de détection du harcèlement scolaire** réalisé sur le modèle du **violentomètre** avec le concours des jeunes du Conseil Local de la Jeunesse a reçu le prix de l'initiative citoyenne collective des moins de 12 ans de l'association « Ville amie des enfants », partenaire de l'UNICEF.

5 129 élèves ont participé à des actions de prévention et de sensibilisation dont plus de 1 900 sur la thématique de l'égalité filles-garçons et plus de 2 600 sur le climat scolaire.

Un réseau de professionnels spécialisés est mis à disposition des visiteurs pour apporter des conseils juridiques, appréhender un surendettement, accompagner une médiation etc.

En 2024, 5 622 personnes ont été accueillies dont 123 ont consulté un notaire ou un avocat et 249 ont bénéficié d'un accompagnement administratif.

Le nouveau dispositif UMay « Garde ton corps », déployé en 2023 qui permet de lister des lieux de refuge pour les femmes qui se sentent menacées compte aujourd'hui 5 nouveaux lieux adhérents.

En 2025, un programme d'accompagnement autour des domaines de la santé, du sport, de la culture et du droit apportera du réconfort aux femmes victimes de violences avec le dispositif « Elles passent à l'action ».

De nouvelles conférences sur les maltraitances à destination des professionnels de l'enfance, la petite enfance et la jeunesse et qu'au grand-public seront proposées ainsi qu'une sensibilisation à l'endométriose pour les lycéens.

Le projet phare sera la réalisation d'un clip vidéo appelé « luttons contre le harcèlement scolaire » qui devrait être réalisé avec le concours d'une dizaine de classes.

Enfin, suite au conseil municipal du 17 octobre, la mise en place des boîtes aux lettres « Papillons » ® a débuté en janvier 2025 dans les établissements scolaires et accueils de loisirs. L'association « Les Papillons », partenaire du Ministère des Sports, et de nombreuses structures privées et municipales partout en France, lutte depuis avril 2019 contre toutes les formes de violences faites aux enfants.

Ce sont des milliers d'enfants qui bénéficient des *Boîtes aux lettres Papillons®* à travers la France dans lesquelles des centaines de mots ont déjà été déposés. Les courriers sont transmis au Pôle d'Analyse des Courriers Papillons (PACP) soit par la personne chargée de la relève des courriers.

Trois agents de la maison du droit et de la famille ont été formés afin de collecter la parole des enfants et seront en lien avec les professionnels de l'Association.



5. Santé, handicap, social

Santé

La Ville poursuit son engagement pour lutter contre la désertification médicale qui touche aujourd'hui l'ensemble du territoire national. Le Centre médical et de santé Françoise Dolto a accueilli en 2024, 2 nouveaux kinésithérapeutes et 1 nouveau médecin généraliste sans compter l'arrivée d'une orthophoniste et d'une sophrologue.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes :

- 39 458 consultations hors vaccination,
- 2 518 patients dont le médecin généraliste est celui du centre, ce chiffre est en constante évolution,
- 313 vaccinations de BCG pour les enfants.

Les conférences et les différentes actions menées par le centre médical rencontrent un franc succès également. C'est le cas notamment sur les sujets en lien avec la prévention de l'obésité et du surpoids, le SIDA, la sensibilisation aux pathologies du foie et le conseil local de santé.

Référencé depuis 2024 comme centre de vaccination, les patients peuvent solliciter les infirmiers et infirmières dès lors qu'ils se procurent eux-mêmes le vaccin souhaité.

Après la collaboration avec les services des sports et du handicap pour la mise en place du dispositif sport santé en 2024, celui-ci sera déployé en 2025 afin de proposer des activités physiques adaptées à l'état de santé des patients présentant une affection longue durée (ALD).

2025 sera également l'année de stabilisation de l'offre de soins, celle-ci correspondant à ce jour aux besoins des Putéoliens et Putéoliennes.



Handicap

La mission du pôle handicap de la Ville est avant tout de sensibiliser et changer le regard des personnes sur le handicap.

Pour ce faire, des enfants en situation d'handicap nécessitant un accompagnement sur le temps scolaire, périscolaire ou accueil de loisirs, sont pris en charge par le pôle. Chaque année, environ 10 jeunes bénéficient de ce dispositif d'inclusion.

La Ville continue également de former les agents sur des pathologies particulières, telles que l'autisme afin d'élargir les possibilités d'accueil des familles touchées par ce type de troubles du neurodéveloppement.

Afin de renforcer son action et favoriser l'inclusion et l'épanouissement des personnes âgées ou porteurs de handicap, la Ville a décidé de nouer un partenariat avec la société Grand Paris Durable pour l'expérimentation d'équipements sportifs, écologiques et innovants mis à disposition des administrés afin qu'ils disposent d'un parcours santé sénior et handicap. Ces 10 agrès situés sur l'île de Puteaux seront inaugurés au printemps 2025.



Séance de basket fauteuil et de Cecifoot

L'année 2024 a également été marquée par la création de la maison sport santé en association avec le service des sports et le centre médical social Françoise Dolto et l'organisation d'événements autour des journées mondiales paralympiques dont une sensibilisation au Handisport auprès des écoliers et des jeunes fréquentant les accueils de loisirs, plus de 500 personnes ont ainsi été sensibilisées.

Afin de favoriser la continuité de l'accompagnement des élèves en situation de handicap et de faciliter leur accès au service de restauration scolaire, la loi du 27 mai 2024 met à la charge de l'État l'accompagnement humain des élèves en situation de handicap durant le temps de pause méridienne dans les écoles et établissements scolaires publics et privés sous contrat. La Ville a délibéré fin 2024 afin de formaliser par une convention l'engagement d'accompagnement des enfants en situation de handicap sur la pause méridienne. Malgré plusieurs relances, la Ville attend désormais un retour de l'académie sur ce sujet.

En 2025, les séances de sports adaptés seront mises en place pour les jeunes durant les congés scolaires. La Ville participera également aux journées autour du retour à l'emploi des personnes en situation de handicap en association avec la direction de l'attractivité, journées nommées « objectif emploi ». La création d'un court métrage avec la participation des citoyens devrait voir le jour d'ici la fin de l'année.

Social – CCAS

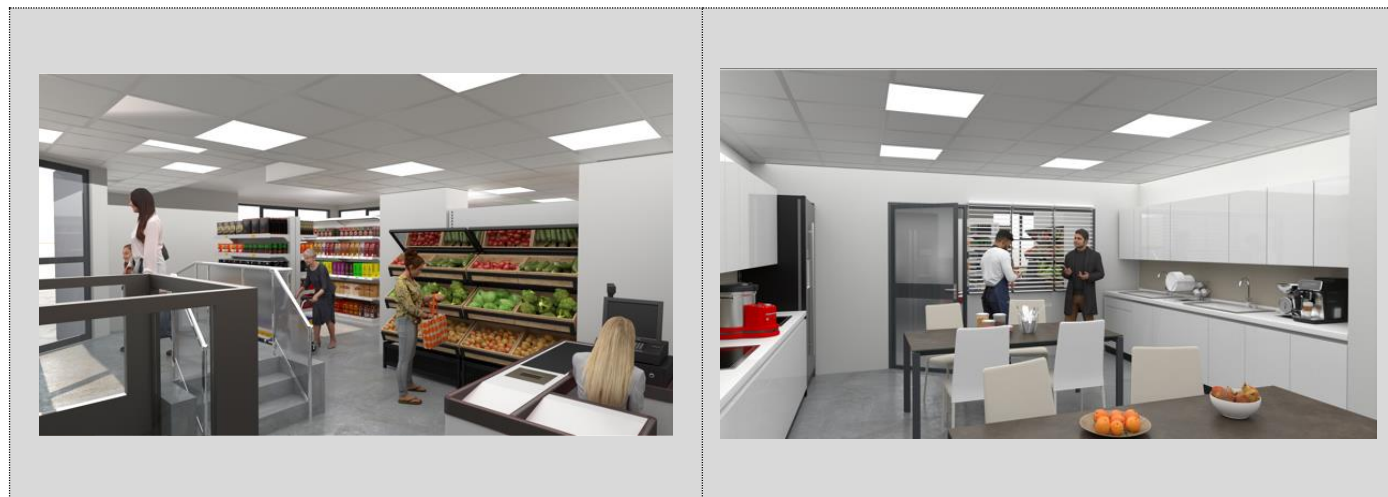
Depuis toujours, la Ville de Puteaux accompagne financièrement le Centre communal d'Action Sociale qui a pour vocation de répondre aux besoins sociaux des Putéoliens. Ainsi, le CCAS octroie à la fois des aides sociales légales mais aussi des aides communales spécifiques (dites aides facultatives).

Il joue un rôle essentiel pour assurer le développement et l'accompagnement social, le maintien à domicile, la lutte contre l'isolement, l'information et l'orientation auprès de tous les publics (familles, adultes en situation de handicap, seniors, personnes en difficulté).

L'année 2025 sera marquée par deux grands projets :

1/ L'ouverture d'une nouvelle épicerie sociale et solidaire :

L'objectif est de proposer aux bénéficiaires une surface de vente plus vaste et totalement adaptée aux personnes à mobilité réduite. Un espace sera spécifiquement dédié aux enfants. La nouvelle épicerie pourra aussi proposer des ateliers de prévention au sein même du bâtiment.



2/ Création d'un Service d'Autonomie à Domicile (SAD) :

Parce que la question du maintien à domicile des seniors en perte d'autonomie est un enjeu démographique et social, le C.C.A.S. va accroître son offre de prestations et ainsi créer un Service d'Autonomie à Domicile (SAD).

Ainsi et au-delà de l'offre type de services (aides à domicile, Portage de repas, dispositif de téléassistance), le C.C.A.S. va également proposer :

- L'accès aux soins : mise en relation avec un professionnel de santé concrétisée par la prise de rendez-vous,
- L'aide à l'insertion sociale : maintien et développement du lien social de la personne,
- Le soutien aux aidants,
- L'accompagnement dans les domaines tels que la dénutrition, la déshydratation et les chutes.

Social – Office de l'Habitat de Puteaux



Parmi les 3 villes que compte l'OPH depuis juillet 2022, Puteaux est celle qui compte le plus de logements, 5 170, contre 4 177 à Courbevoie et 2 485 à Levallois. En tant qu'acteur majeur du logement social sur le territoire et bailleur dynamique et engagé, l'Office multiplie ses actions en faveur de l'amélioration des performances énergétiques des bâtiments.

Le 28 novembre dernier, Rives de Seine Habitat a été récompensé du prix le Geste d'Or dans la catégorie

Architecture, urbanisme et société pour la qualité de la réhabilitation de la résidence Anatole France à Puteaux commencée en 2022. Construite en 1962, cette résidence emblématique située en plein cœur de la Ville, à proximité immédiate de la mairie, du marché et du quartier de La Défense, offre une vue imprenable sur Paris. L'immeuble de 9 étages compte 134 logements qui ont tous bénéficiés de travaux afin d'améliorer les performances énergétiques du bâtiment, passage d'une étiquette énergétique F à C. A noter que 830 m² de balcons ont été créés pour le plus grand bonheur des locataires.

En 2024, la réhabilitation énergétique de la résidence Marcellin Berthelot a commencé ainsi que celle de la résidence Cartault. Les programmes couvrent la rénovation de l'intérieur des logements, des parties communes et des façades extérieures (avec raccordement au chauffage urbain). Les travaux devraient s'achever pour une première phase en mars 2026. La deuxième phase s'achèverait en 2027. Le montant de l'investissement s'élève respectivement à 19 M€ TTC et 16 M€ TTC. La Ville de Puteaux continuera à appuyer cette action en 2025 par le versement d'une subvention de 1,4 M€.

En 2025, un programme prévoit la démolition d'un bâtiment de 20 logements pour la création d'un espace vert. Les parkings à proximité seront ceux des « Deux horloges » et de « Palissy ». Tous les arbres existants seront conservés et 62 nouveaux seront plantés. Le début de la démolition est prévu au cours du 1^{er} trimestre de l'année. L'aménagement paysager se déroulera de septembre 2025 à février 2026.



Dessin d'intention des jardins

6. Vie associative

La Ville de Puteaux accompagne la Vie associative et soutient financièrement les associations. Au-delà des subventions allouées chaque année à plus de 50 associations non sportives, la municipalité répond aux demandes de 160 associations par des prêts et des mises à disposition de salles, de matériel, de moyens de communication, de moyens logistiques, un soutien administratif...

Lancé en 2023, la plateforme « Puteaux Assos » permet à tout putéolien de mettre ses compétences au service des associations, en s'engageant soit sur son temps de travail ou sur son temps personnel. La plateforme recense plus d'une centaine de missions de bénévolat dans des catégories très variées : accompagnement scolaire, maraude, aide à l'insertion, gestion administrative, visites à domicile, aide au déplacement, secourisme, etc.



2025, sera l'année de certaines dates anniversaires de commémorations. La Ville célébrera le 80^{ème} anniversaire de la Victoire des alliés sur l'Allemagne nazie et la fin de la seconde guerre mondiale. Une cérémonie sera également dédiée au 85^e anniversaire de l'Appel du 18 juin 1940 du Général de Gaulle.

Labellisée « Ville amie des animaux » et distinguée par la note la plus élevée de « trois pattes » depuis 2021, Puteaux renouvellera son engagement en faveur du bien-être animal notamment lors des événements « Festi'Dogs ».



7. Puteaux Point Info et Centres de vacances

Le Puteaux Point Info (PPI) a pour mission de proposer des services de qualité aux Putéoliens en assurant la réservation des séjours dans les résidences de vacances de la commune, la délivrance de la carte Puteaux Pass numérique, la location de triporteur et la vente de produits finis à l'effigie de la Ville ou fabriqués sur le territoire comme le miel de l'île de Puteaux.

L'été 2024, la résidence des Trois Hameaux a accueilli 2739 personnes contre 2525 en 2023. Un système a été mis en place pour assurer l'ouverture de la barrière d'accès au centre, ce qui donne beaucoup plus de liberté de circulation aux pensionnaires.

Initiés l'an dernier par des études préalables, l'année 2025 sera la concrétisation des travaux d'aménagement de nouveaux bungalows. Les tempêtes successives ayant contraints les équipes à intervenir d'abord pour réparer les dommages causés.

A l'Hôtel Le Crêt du Loup se poursuivront le changement du mobilier des chambres, la mise en peinture des couloirs et des travaux extérieurs de menuiserie.

2025 sera marqué par une mission supplémentaire, la valorisation des déchets alimentaires. En effet, dès le 1^{er} mars, le PPI distribuera des bio-seaux ainsi que des sacs pour ces déchets qui seront collectés dans des abris dédiés dans différents points d'apport volontaire dans la ville afin d'être valorisés par un procédé de méthanisation en bio gaz, notamment.

Puteaux s'inscrit une fois de plus avec cette démarche dans une logique d'économie circulaire et de décarbonisation.



8. Prévention et sécurité

Les dépenses dédiées à la police municipale sont, chaque année, liées aux coûts des équipements du service, du gardiennage, de la maintenance et les frais de gestion dans le cadre du recours administratif préalable obligatoire (RAPO) du forfait post-stationnement (FPS).

L'année 2024 a été marquée par de nombreux événements organisés autour des Jeux Olympiques et Paralympiques pour lesquels les agents de la police municipale ont été mobilisés afin de garantir la sécurité dans l'espace public. Cette année encore la police municipale sera aux côtés des Putéoliens lors de certains événements.

Le déploiement de la vidéo protection se poursuivra cette année sur l'éco quartier des bergères. La couverture du territoire communal par ce type de caméras démontre régulièrement son efficacité notamment pour des tentatives de vol de véhicules qui sont déjouées.

La réserve communale de sécurité civile (RCSC), lancée en novembre dernier, sera pleinement opérationnelle cette année. Constituée de citoyens volontaires et bénévoles, elle peut être mobilisée en appui des pouvoirs publics afin de prévenir et gérer notamment les risques majeurs présents sur notre territoire.

La Direction Prévention Sécurité vient d'intégrer à ses infrastructures une armurerie connectée, un dispositif technologique avancé conçu pour une gestion rigoureuse et sécurisée des armes de service.

Ce système garantit une traçabilité intégrale des équipements, réduisant considérablement les risques d'erreurs tout en limitant l'accès de manière stricte et contrôlée. En complément de cet investissement,

les policiers municipaux bénéficient maintenant d'un simulateur de tir innovant, un outil de pointe qui leur offrira des entraînements réalistes, immersifs et sécurisés.

Par ailleurs, la Ville a également investi dans une armoire chauffante pour le séchage des tenues.

Cet équipement, qui peut paraître anodin, répond à une problématique souvent sous-estimée : le séchage rapide des uniformes après des interventions par temps humide ou sous la pluie.



C – Puteaux Ville culturelle et sportive

Une offre diversifiée et de qualité maintenue en faveur des politiques culturelles et sportives de la Ville.

1. Culture

Depuis l'année 2023 la fréquentation de l'ensemble des établissements culturels ne cesse d'augmenter. Le public plébiscite la diversité et l'originalité des différents programmes.

L'année 2025 se profile tout aussi riche et accueillera notamment, la 14^{ème} édition du « Graff Art Festival » (GAF) dans l'espace public, une exposition à la Maison LORILLEUX et ainsi que le Passage Marianne.

La fin de l'année scolaire sera ponctuée par l'organisation de l'exposition des ateliers de pratiques amateurs qui mettra en valeur toutes les disciplines enseignées autour de la thématique des « Voyages ».

Au Cinéma Le Central, après le renouvellement de ses deux écrans d'affichage LED, des évolutions techniques et numériques seront mises en œuvre.

Les équipes du Central proposeront également des temps forts autour de la Saint-Valentin le Printemps des Poètes, Halloween, Noël tout en continuant à organiser les anniversaires réservés par les petits puteoliens.

2025 marquera le passage à l'alimentation LED au Théâtre de Puteaux.



Côté spectacles vivants, la Ville va poursuivre son offre de spectacles de Théâtre, Humour, Musique tout public.

Enfin, en matière de jumelage, un tournoi de foot entre villes jumelées va être organisé au printemps 2025.

2. Conservatoire

Le Conservatoire est un lieu de découverte de la musique d'apprentissage instrumental et vocal, de danse et de théâtre, de pratiques collectives, de diffusion musicale avec des auditions, des concerts professionnels, résidence, master class, conférences.

Le Conservatoire s'est engagé également à développer des enseignements artistiques en milieu scolaire : éveil musical dans les maternelles, intervention d'un d'artiste dans les écoles et avec les CHAM, CHAT au collège Maréchal Leclerc.

Depuis la reprise de la fréquentation post-covid, le conservatoire voit son nombre d'élèves croître chaque année. La saison 2022-2023, comptait 2 330 élèves, en 2023-2024, 2 514 élèves ont été accueillis et en 2024-2025 ce sont 2 564 futurs artistes qui ont fréquenté le conservatoire.

En 2025, notre Conservatoire accueillera l'édition 2025 de la « Convention » du 30 octobre au 2 novembre 2025. Organisée périodiquement par l'Association Française de la Flûte « La Traversière », elle rassemble les plus grands flûtistes du moment, et permet à tous les amoureux de cet instrument de partager des moments intenses durant 4 jours.

La 6^{ème} édition du Festival International de guitare sera organisée du 10 au 12 octobre 2025. Le vendredi serait consacré à la guitare acoustique, le samedi au jazz et le dimanche aux musiques actuelles.

Fort du succès de la première édition de la Puteaux académie, une nouvelle promotion de chanteurs a été créée en vue de la réalisation d'une nouvelle comédie musicale autour de Michel BERGER en juin prochain.



Enfin, des travaux d'amélioration du bâti seront programmés, notamment avec la rénovation de la ventilation à double flux, le remplacement de chaudières et le nettoyage du réseau de chauffage.

3. Médiathèques et ludothèques

L'année 2024 a été marquée par l'organisation de la 18^{ème} édition du festival de bande-dessinée à Puteaux qui a notamment mis à l'honneur le dessinateur Fabrizio PETROSSI et les personnages de Walt DISNEY.

En 2025, la Micro-Folie de Puteaux ouvrira au Palais de la médiathèque et enrichira l'offre de la Ville en matière d'éducation artistique et culturelle, par l'accès à une sélection d'œuvres issues de grands musées nationaux et à une offre de découverte patrimoniale et culturelle via la réalité virtuelle. Des

micro-conférences et des accueils de groupes scolaires permettront aux publics de découvrir des aspects particuliers de l'histoire de l'Art.

Parallèlement, les médiathèques et ludothèques continueront de mettre à disposition des putéoliens des livres, des jeux, de la musique, du cinéma, de la presse et des ressources documentaires numériques, tout en enrichissant l'offre d'animation culturelle. Le Troc de livres, prévu en fin d'année 2024, sera reporté au printemps 2025 et des rencontres d'auteurs seront proposées aux publics.



4. Archives et conservation du patrimoine

Après le lancement en 2024 d'une base dématérialisée des fonds muséaux de la Ville afin de constituer un musée virtuel, le service des archives va engager des travaux de restauration et de numérisation des registres d'état-civil de 1921-1923. La première étape sera la numérisation de ces registres afin de pouvoir les diffuser sur le site internet du service et faciliter ainsi les recherches généalogiques des chercheurs qui sollicitent la Ville.

En 2025, le service des archives organisera toujours des événements récurrents comme les Journées du Patrimoine et la Nuit des Musées. Cette année, la thématique sera « Puteaux il y a 100 ans ». Cela permettra de fêter les 150 ans de la naissance de Jacques Villon et les 100 ans de l'installation de Camille Renault à Puteaux en proposant aux Putéoliens un parcours inter-musées sur la thématique des années 1920 afin de découvrir la vie de ces illustres putéoliens.

Le taxi De Dion Bouton sera rénové grâce notamment au partenariat noué avec Motul qui va mécéner ce projet via la fondation du patrimoine.

A l'occasion de la Journée des droits des femmes et des 95 ans de la création de la marque Phébel par Marceline Sebalt, des visites inédites seront organisées au musée de la Section d'Or.



5. Sports

Le service des sports organise chaque année une quinzaine de manifestations sportives : Ciné piscine, Aquazen, Nage contre le cancer, Téléthon, Père Noël à la piscine, Fête de la natation scolaire, Noël au tennis, Virades à roller, la Putéolienne, les Foulées roses, la course des pères Noël, et participe également à l'organisation d'autres événements sur la Ville comme celui des Estivales.



De nouvelles actions ont été mises en place au cours de l'année 2024 et seront reconduites en 2025, telles que la distribution de vélos pour les grandes sections de maternelle et le Noël des écoles municipales des sports.

En cours de réflexion en 2024, la course de 10 km dans la Ville sera bien organisée en 2025. Elle permettra de répondre à la demande des « runneurs » qui sont de plus en nombreux chaque année à fréquenter les courses organisées par la commune.

Conformément au plan de sobriété énergétique, le service des sports étudie les possibilités pour conserver un service public de qualité tout en réduisant sa consommation d'énergie et donc son impact sur l'environnement. En ce sens, le bassin de 50 mètres extérieur restera chauffé grâce à la géothermie et à une pompe à chaleur et demeure ainsi ouvert au public durant la période hivernale. Le bassin extérieur sera également couvert en avril 2025 afin de conserver la chaleur et faire des économies d'énergie.

Les priorités 2025 se porteront sur la rénovation et l'entretien des équipements sportifs notamment avec le remplacement des terrains de tennis 4-5-6 en Quick et l'achat de matériel pour ouvrir l'école de tir à l'arc. Enfin, un système de récupération l'eau de vidange de la piscine pour le nettoyage urbain sera mis en place dans le courant de l'année. Encore une action qui met en exergue l'engagement de la Ville dans le développement durable.

Modernisation du tiers de la structure actuelle avec l'installation d'un nouveau module donné par un grand groupe. Ce module était dédié aux démonstrations et entraînements lors des J.O. Début des travaux prévu en avril pour une ouverture fin mai 2025.



Entre septembre et octobre 2025, l'installation d'une borne électronique à l'entrée de la piscine du palais des sports vous offrira la possibilité d'acheter vos tickets pour les activités proposées, telles que les cours de pilât, fitness

La Ville de Puteaux soutient la pratique de 38 associations sportives par la mise à disposition d'installations sportives, de prêts de matériels, de salles pour l'organisation de réunions ou d'assemblée générale ou encore par l'octroi de subventions municipales. Une enveloppe de 765 900 € devrait être prévue au budget de 2025.

E – La Ville de Puteaux aux côtés des agents municipaux en matière de dépenses de fonctionnement et d'investissement

1. Entretien et propreté des bâtiments communaux

Le service Entretien s'attache à garantir au quotidien le bon état de propreté de 81 sites municipaux, que ce soit en régie ou via des prestataires.

L'année 2025 sera consacrée à développer l'effort de formation des agents du service, notamment en matière de normes HACCP (*Hazard analysis critical control point*) afin de garantir le respect des standards en matière d'hygiène et de sécurité alimentaire, notamment dans les écoles et les services de restauration.

Les marchés publics seront optimisés et les tâches internes réorganisées afin de garantir des prestations adaptées et optimiser leur impact financier.

Par ailleurs une étude sur la maintenance des équipements de manière à optimiser leur durabilité sera menée à bien.

2. Restauration municipale

Malgré une forte augmentation du prix des denrées alimentaires sur les 3 dernières années, le service restauration continue d'offrir des repas de qualité à toutes les écoles et les crèches de la collectivité fabriqués avec des produits frais dont 39.60 % de produits éligibles à la loi EGALIM, soit 17.40 % de produits Bio et 22.20 % labellisés.

De plus, la municipalité fait le choix depuis plusieurs années de maintenir un prix de restauration scolaire constant, ce qui permet d'offrir à l'ensemble des enfants scolarisés un repas chaud, de qualité et équilibré en accord avec les recommandations du Groupement d'Etude des Marchés en Restauration Collective et de Nutrition (GEM-RCN) chaque jour. Et les chiffres démontrent que les parents adhèrent à cette politique puisque le nombre de repas servis est passé de 751 860 en 2023 à 772 500 en 2024, soit 2,75% d'augmentation.

Pour rappel, la restauration collective est divisée en quatre secteurs d'activités principales qui sont la fourniture des repas pour les élèves des établissements scolaires communaux, les enfants accueillis dans les crèches, les pensionnaires de la maison de famille Wallace et les agents de la Ville. Ce sont plus de 900 000 repas qui sont distribués chaque année par les services de la restauration municipale.

L'année 2025 se poursuivra selon la même dynamique avec l'augmentation des denrées labellisées Bio et en circuit court, et par la mise en place de plusieurs ateliers de sensibilisation à la lutte contre le gâchis alimentaire.

3. Parc automobile municipal

Investie dans le développement durable depuis de nombreuses années, la Ville continuera cette année encore à moderniser sa flotte de véhicules tout en réduisant l'impact du CO2 sur l'environnement avec l'acquisition de véhicules électriques en remplacement de véhicules consommateurs de gasoil. Il est ainsi envisagé d'acquérir 4 voitures électriques dont 2 au bénéfice de la Police Municipale auxquels s'ajoutent 6 véhicules 2 roues pour renforcer le parc « mobilité douce ».

La Ville poursuivra l'optimisation de ses ressources en favorisant l'achat de véhicules d'occasion et l'utilisation de pièces détachées récupérées sur les véhicules de la Ville mis en réforme afin de répondre à ces objectifs d'économie circulaire.

Le dispositif de réservation par mutualisation du parc automobile permettant à l'ensemble des services d'utiliser la flotte municipale sera renforcé.

Depuis le renouvellement du marché des transports en cars, la ville de Puteaux achemine l'ensemble des enfants scolarisés ou fréquentant les structures municipales dans les équipements de la commune grâce à des véhicules propres (critère 1).

Fin 2024, plus de 50% de la flotte des véhicules de la commune était composée de véhicules propres. L'objectif pour 2025 est d'atteindre 60%.



Toutes ces démarches permettent de faciliter les déplacements de nos agents sans émission de gaz à effets de serre, dans un périmètre de Zone à Faibles Émissions.

Enfin, le lancement d'un nouveau marché de transport en commun, permettra à la Ville d'assurer des transports rationalisés pour les sorties des enfants accueillis dans les différents équipements de la Ville tels que les écoles, les centres de loisirs et les crèches.

D – Puteaux engagée en faveur de l'environnement

1. Aménagement urbain durable, habitat, foncier,

La Ville de Puteaux continue sa politique de préservation du cadre de vie et de l'identité patrimoniale et paysagère de la Ville à travers une modification de droit commun de son PLU Plan Local d'Urbanisme et la possibilité d'une mise à jour des documents via une modification simplifiée, notamment pour améliorer la qualité des logements produits, qui sera finalisée en 2025.

La Ville de Puteaux a également lancé le travail de révision et d'actualisation de la Charte Qualité de Constructions Neuves en Charte de Construction et Réhabilitation Durable avec l'appui du CAUE92 en septembre 2024.

En parallèle, le travail sur la création d'un PLUI, Plan Local d'Urbanisme Intercommunal se poursuit et le lancement de la modification du RLPI, Règlement Local de Publicité Intercommunal, est effectif.

En 2024, pour **l'habitat** le projet phare a été le lancement du 1er mois urbain durable et l'accueil de la Rénov'Expo de l'ALEC POLD.

Cette manifestation organisée sur un mois a pour but de sensibiliser la population aux actions à engager pour préserver le patrimoine bâti notamment, garantir un cadre de vie accueillant et sécuriser avec une limitation maximale des déperditions énergétiques.

En 2025, pour la partie foncière des régularisations se poursuivront notamment avec Paris La Défense autour de la place des marées, de l'allée de l'écluse, des rues Parmentier, Gutenberg, Arago, Bellini, Rousselle ; ainsi qu'avec la Société du Grand Paris pour la mobilisation des fonciers nécessaires à la réalisation d'ouvrages annexes

En matière de **gestion locative**, 104 résidences principales sont suivies dont notamment 48 logements étudiants, 31 commerces, 12 locaux professionnels et 9 associations. Cela représente plus d'un million d'euros de recettes pour la Ville.

L'aide au financement de l'abonnement internet des étudiants de la résidence Ville sera reconduite.



Il est à noter qu'un certain nombre de dossiers sont suivis par le service de l'urbanisme pour le compte de POLD. On peut citer, la réalisation d'une étude Habitat sur le territoire de Puteaux en avril 2023, qui s'est déroulée en 3 phases de 6 mois chacune. Le diagnostic a été rendu en octobre 2023 et la phase de recommandations a été finalisée en mai 2024 permettant d'analyser les enjeux et objectifs pour rénover le parc de logements collectifs, lutter contre l'habitat dégradé, la vacance, et appréhender la diversité de l'offre de logements. La phase 3 a été restituée en décembre 2024. Trois comités techniques ont eu lieu en juin, septembre et novembre 2024. Cette dernière phase affine l'analyse sur les copropriétés énergivores, sans gestion, en difficulté et fragiles, et définit une stratégie d'intervention selon les enjeux identifiés sur le territoire de Puteaux, en proposant la mise en place d'un outil opérationnel. Le programme proposé nommé Programme opérationnel de prévention et d'accompagnement des copropriétés (POPAC), semble à ce jour, le plus approprié.

Enfin, le service participe à l'attribution en accession sociale, BRS et logements locatifs intermédiaire sur l'éco quartier des Bergères ainsi qu'au départ des habitants des Biens acquis par POLD dans le cadre du projet.

L'ensemble de ces actions sont refacturées chaque année à l'EPT. Pour 2025, le montant peut être estimé à 758 K€.

Pour la ZAC des **Bergères**, la fin des travaux de l'anneau sud a été réalisé durant les 6 premiers mois de l'année 2024. Un audit du suivi de certification HQE aménagement a eu lieu en mars 2024, ce qui a permis de conserver un projet certifié HQE.

En 2025, plusieurs acquisitions auront lieu en partenariat avec le département afin de poursuivre les aménagements prévus sur les lots 8,9 et 10. La réalisation d'un jardin est également prévue cette année sur le lot 4ter. Il est à noter que le Département financera à hauteur de 50% certaines opérations.

En 2025 sera lancé le projet de forêt urbaine. Une forêt urbaine est un espace vert situé en milieu urbain, conçu pour améliorer l'interaction entre l'homme et la nature. Ces forêts peuvent varier en taille, allant de petits parcs de quartier à de vastes zones de verdure au sein d'une ville.

Les forêts urbaines offrent de nombreux avantages, notamment :

- **Amélioration de la qualité de l'air** : Elles absorbent le dioxyde de carbone et libèrent de l'oxygène.
- **Réduction des îlots de chaleur urbains** : La végétation fournit de l'ombre et réduit la température ambiante.

- **Conservation de la biodiversité** : Elles abritent une grande variété d'espèces de plantes et d'animaux.
- **Gestion de l'eau** : Elles absorbent et filtrent les eaux de pluie, réduisant ainsi le risque d'inondation.

À Paris, par exemple, plusieurs projets de forêts urbaines sont en cours, comme ceux de la place de Catalogne, du quartier de Charonne et de la place du Colonel Fabien.

Pour la ZAC de **Charcot**, les travaux d'espaces publics et des abords du lot 12/13 sont en cours de livraison. Le jardin Charcot, la voie nouvelle (Jeanne Louise Guerin) ainsi que la rue des fontaines, et la contre allée Charles de Gaulle RD913 ont été réalisés. Une partie du rond-point nord (avenue des Bergères) avec des travaux de raccordement provisoire au rond-point existant afin de ne pas interrompre la circulation a également été effectuée. En 2025, il conviendra de prévoir d'indemniser certains propriétaires à la suite du jugement d'expropriation résultant de la DUP et de l'arrêté de cessibilité, ainsi que 5 évictions commerciales. En termes de travaux, 3.2M € HT sont provisionnés pour les démolitions des bâtis existants. En termes d'espaces publics, il est prévu de réaliser la seconde partie de l'anneau nord ainsi que tous les passages de réseaux. En termes de recettes, il est prévu la première vente de charges foncières mi 2025. La consultation d'opérateurs pour les lots 11 et 16 et 16 bis doit se faire courant 2025.

2. Voirie et parkings

Avec la fin de la réhabilitation du parvis de l'Hôtel-de-Ville, le parking en sous-sol sera réouvert ce qui permettra de soulager la fréquentation des autres lieux de stationnement.

Des travaux de rénovation, ainsi que l'installation de bornes de sortie incluant le paiement sont prévues pour l'ensemble des parkings publics de la Ville. Huit nouvelles bornes de recharge électrique sont également envisagées dans les parkings dont celui de l'hôtel de ville. L'optimisation des services proposés aux usagers est lancée sur les 7 parkings souterrains répartis sur le territoire de la commune pour une capacité totale de 1 447 places.

Comme les années précédentes, la Ville poursuit son opération « 100% LED » pour l'éclairage public afin de baisser les consommations de la Ville. Un nouveau montant de 1,3 M€ sera inscrit en 2025. L'expérimentation sur l'éclairage connecté dans deux bâtiments de la Ville sera déployée de façon globale dès cette année. Ce dispositif qui permet de couper l'éclairage à distance représenterait une économie évaluée à 150 K€.

En 2025, un des projets les plus significatifs sur la voirie est l'aboutissement de l'opération appelée « RER vélo ». Il comprendra, une piste cyclable unidirectionnelle de 2,2 mètres de largeur et 500 mètres de longueur aux standards du réseau Vélo Île-de-France (le sens retour se faisant dans la contre-allée), le jalonnement cyclable spécifique au réseau Vélo Île-de-France', un cheminement piéton à l'ombre de l'alignement de platanes, l'éclairage associé à la piste et au cheminement piéton, 38 emplacements vélos, des surfaces plantées supplémentaires le long de la route départementale, assurant ainsi une emprise plus favorable aux racines des arbres, la sécurisation des traversées piétonnes, la mise aux normes d'accessibilité des arrêts de bus.

Le projet a obtenu un co-financement de la Région Ile-de-France à hauteur de 330 K€ et du département des Hauts-de-Seine de 2,7 M€.

La commune poursuit également ces travaux d'entretien et de maintenance des voiries plus classiques. En 2025, il est notamment envisagé de réhabiliter les rues Anatole France et Victor Hugo.

Le budget total consacré à la voirie cette année pourrait atteindre plus de 8 M€.

Un nouvel arrêt de bus sera implanté à proximité de la rue de fusillés sur le futur rond-point des Bergères afin de prendre en compte l'apport de population en lien avec les nouveaux immeubles et plus généralement la desserte de la ZAC.



3. Développement durable

Les enjeux environnementaux restent une politique prioritaire pour la Ville de Puteaux et c'est au travers de différentes initiatives que la commune se distingue. Depuis 2023, un « Budget climat » est publié. L'étude d'un « budget vert » sur le compte administratif 2022 a été réalisée, l'étude bilan carbone lancée et la démarche de labellisation « Territoire Engagé Transition Ecologique » se poursuit.

L'Opération « Jours de la Nuit » avec l'extinction des éclairages de 16 bâtiments communaux durant une nuit par mois pour sensibiliser à la pollution lumineuse est lancée.

L'aide à l'achat d'électroménager basse consommation pour les familles puteoliennes est renouvelé chaque année. En 2024, cette participation a permis à 157 foyers d'acquérir un nouvel appareil moins consommateur d'énergie.

Une collecte des téléphones et de leurs accessoires a été organisée permettant de collecter 357 éléments.

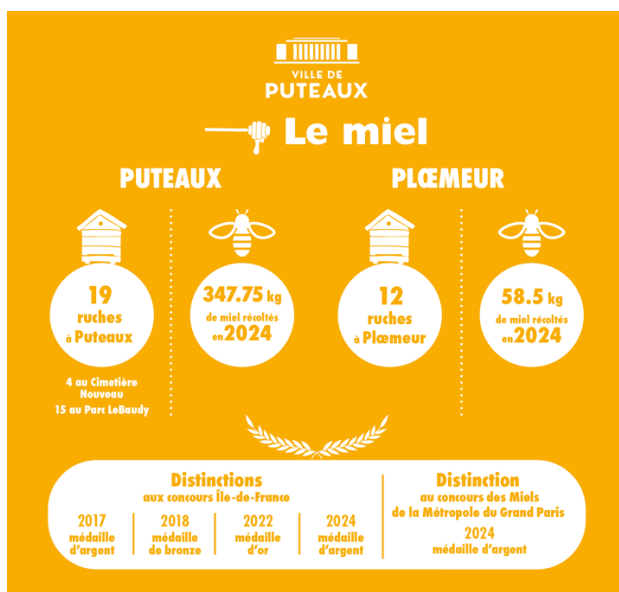
La lutte contre le gaspillage alimentaire dans la restauration collective est également au cœur des priorités. Le dispositif « faim de loup et appétit de moineaux » remis en place après la COVID a un réel succès. En matière de sensibilisation des actions sont prévues comme l'organisation d'une marche et la remise de la « fourchette d'or » pour l'école ayant le taux de gaspillage alimentaire le plus bas.

Afin de sensibiliser au mieux le grand public aux enjeux de changement climatique des articles sont intégrés dans le Puteaux Info de façon bimensuelle.

Les perspectives pour 2025 sont de finaliser le bilan carbone 2023 de la Ville, publier le rapport développement durable 2023/2024, terminer la phase 1 et 2 de la démarche « Territoire Engagé Transition Ecologique » et poursuivre le travail sur le budget vert avec l'obligation de s'inscrire dans la nouvelle réglementation.

Des rendez-vous continueront d'être organisés tout au long de l'année avec les différents services de la Ville pour recenser leurs actions **permettant d'identifier les économies de CO2 et les fonds investis dans des actions en faveur du climat** et réfléchir à de nouvelles pistes

Cette année, pour la première fois, le miel de Puteaux a obtenu 2 médailles. Une médaille d'argent au concours organisé par la région île de France et une médaille d'argent au concours organisé par la MGP à l'occasion de la 7^{ème} édition.



L'objectif de nettoyer les rues de la ville avec 100% d'eau de récupération est atteint depuis mi-février. En effet, seule l'eau de pluie récupérée de la toiture du hall des sports et les eaux de surverse de piscine recyclées sont à présent utilisées pour le lavage de nos voiries.

Enfin, l'aménagement d'un bâtiment apicole appelé communément miellerie permettra d'optimiser le stockage du matériel et surtout l'extraction et la manipulation du pollen pour le transformer en miel, cire ou gelée ainsi qu'à l'hivernage des colonies d'abeilles. En investissant 210 K€ dans cet aménagement, la Ville de Puteaux démontre une nouvelle fois son intérêt et son engagement pour la biodiversité.

E – Puteaux en soutien des acteurs économiques locaux

Bien que la compétence de développement économique soit aujourd'hui gérée par POLD, la Ville de Puteaux poursuit son engagement au titre de l'emploi et des commerces, conciliant innovation, proximité et coordination avec les acteurs locaux

1. Emploi, relations avec les entreprises

Puteaux développement a pour mission essentielle d'accompagner les entreprises Putéoliennes grâce au déploiement de Puteaux Direct Juridique depuis 2023 qui permet aux entreprises de disposer de conseils juridiques notamment lors de la création de leur société, à la mise à disposition de locaux, aux partenariats avec les grandes écoles du territoire, à l'organisation d'événements pour favoriser leur développement.

Ce service vient en aide également aux demandeurs d'emploi putéoliens en proposant des rendez-vous personnalisés et un suivi de proximité. A ce titre, la semaine de l'emploi sera reconduite pour la cinquième année consécutive. Cet événement a permis d'organiser 267 rendez-vous auprès de personnes de plus de 25 ans.

Huit ateliers ont été organisés en novembre 2024 ainsi qu'un « job dating » qui a réuni plus de 403 demandeurs d'emploi venus rencontrer 43 recruteurs du territoire, soit une évolution de 54 % de la fréquentation par rapport au dernier job dating.

Ces rencontres ont permis l'insertion en emploi, formation ou en alternance de 113 personnes.

Puteaux emploi poursuivra également sa collaboration avec les services de la commande publique sur le développement des clauses d'insertion dans les marchés de la Ville.

La recherche de mécènes pour cofinancer certaines actions culturelles, sportives ou en faveur du handicap se poursuivra. Une convention a été prise avec Westfield. Celle-ci permettra de financer la saison culturelle 2025 à hauteur de 20 k€.



2. Commerces

En 2024, le Service Commerce a intégré le Pôle Attractivité et Développement Économique. Sa mission principale est de soutenir, accompagner et dynamiser les activités commerciales sur le territoire de Puteaux.

Ainsi, la Ville a confirmé son engagement en faveur d'un centre-ville commercial et vivant dont l'objectif est la diversification du tissu commercial du centre-ville grâce à la poursuite de l'ouverture de boutiques éphémères ou à l'essai, permettant à de jeunes entrepreneurs de lancer et tester leurs entreprises. A cet effet, une convention avec la Métropole du Grand Paris a été signée à l'automne et la commune s'est vu remettre un « Coquelicot d'Or » :

Dans le cadre de la redynamisation commerciale, la ville souhaite expérimenter le dispositif des "boutiques à l'essai". Ce projet permettrait d'accompagner les porteurs de projet en leur offrant un local à des conditions avantageuses, favorisant ainsi l'installation de nouvelles activités et limitant la vacance commerciale. Ce projet serait tripartite avec : une convention avec l'association « Boutique à l'essai », une aide du propriétaire et un accompagnement du service commerce.

Aussi, afin de promouvoir les opportunités d'implantation commerciale sur le territoire, la commune envisage la conception d'une plaquette commerciale attractive. Sous réserve des financements alloués, ce support mettrait en avant les atouts économiques locaux, les dispositifs d'accompagnement et les locaux disponibles pour attirer des investisseurs et porteurs de projet.

En 2025, il est prévu de relancer une politique de subventionnement pour inciter les rénovations de façades commerciales et ainsi renforcer le cadre de vie et l'attractivité des rues du centre-ville de

Puteaux. Enfin pour renforcer ces actions, la Ville remettra sur le marché un certain nombre de baux afin de les rétrocéder et grossir l'offre commerciale. De nouvelles animations mêlant jeux et attractivité commerciales seront également proposées.

La mise en place d'animations commerciales visant à dynamiser les marchés et les commerces de proximité sont envisagées. Ces actions pourraient inclure des événements thématiques et des opérations de fidélisation pour les commerces sédentaires. L'objectif est de renforcer l'attractivité des commerces locaux et d'encourager la fréquentation des clients.

De plus, afin de faciliter l'accès aux produits locaux en dehors des horaires d'ouverture, la commune étudie la possibilité d'installer des casiers connectés. Ce projet permettrait aux commerçants de proposer un service de retrait flexible, améliorant ainsi l'offre de proximité et s'adaptant aux nouvelles habitudes de consommation.

Enfin, la ville projette un accompagnement des commerçants dans leur transition numérique, sous réserve des financements alloués. Ce programme pourrait inclure des formations, des conseils pour la mise en place du e-commerce et du click and collect, ainsi qu'une aide au développement de la visibilité en ligne des commerçants locaux.



7) Conclusion

La Loi de Finances est particulièrement sévère pour la Ville de Puteaux en 2025. Le texte finalement promulgué, mais très tardivement, met à la charge du budget qui sera proposé au Conseil Municipal une somme de près de 9 M€ supplémentaires soit l'équivalent d'une année de fluides.

La bonne gestion et la résilience dont font preuve les services municipaux permettront de présenter un budget à l'équilibre, sans dette ou augmentation de la taxe foncière sur les propriétés bâties.

Rappelons que depuis 2019, la Ville de Puteaux a dépensé moins mais **mieux**. En effet, alors que l'inflation cumulée atteint 16,2%, les dépenses de fonctionnement de la Ville n'ont progressé que de +10%. C'est la meilleure réponse apportée au discours de l'Etat qui dit que les collectivités dépensent trop et participent gravement au déficit public.

De plus, la charge de péréquation supplémentaire qui a dû être financée par la Ville entre 2016 et 2024 est de +21 M€ ce qui a fortement grevé les marges de manœuvre. **En 2025, le montant de la péréquation (18,2 M€) sera augmenté du FPIC (+5 M€) et du DILICO (fonds de réserve, +3 M€) et totalisera un montant de 25 M€.**

Dans le même temps, les recettes de fonctionnement ont subi :

- La suppression de la taxe d'habitation (-2,8 M€ de recettes liées à l'absence d'actualisation depuis 2021),
- Le maintien du taux de taxe foncière sur les propriétés bâties (taux stable depuis près de 20 ans) l'évolution du produit étant exclusivement lié à des décisions prises par l'Etat,
- Le transfert de la moitié de la dynamique de cotisation foncière des entreprises à l'EPT POLD,
- L'atonie sur les produits des services, les principaux tarifs ayant été révisés seulement une fois en 2024 depuis 2009.

Malgré cette situation inédite, la Ville finalisera les investissements structurants du projet de mandat au service des Putéoliens et une attention particulière sera apportée au changement climatique avec notamment :

- L'ouverture du parvis de l'Hôtel à l'été (12 M€ pour 2025),
- Les travaux du jardin du presbytère et le démarrage des travaux de la vieille église,
- Le financement à 80% d'une aire de jeux à Boieldieu,
- La finalisation des travaux du RER V (1,7 M€),
- La poursuite des cours Oasis (650 K€).

Enfin, alors que tous les financeurs sont contraints par le contexte national et se désengagent de plus en plus, il convient de rappeler que la Ville de Puteaux maintiendra son soutien au tissu associatif (associations sportives notamment), à la brigade des sapeurs-pompiers, à l'établissement public Paris La Défense, à l'office public Rives de Seine Habitant ainsi qu'au CCAS.



**AUGMENTATION
D'IMPÔTS**



**RECOURS
À L'EMPRUNT**



DETTE

8) Glossaire

AC : Attribution de compensation

ACM : Attribution de compensation métropolitaine

ANTAI : Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions

BP : Budget primitif

CFE : Cotisation foncière des entreprises

CGCT : Code général des collectivités territoriales

CLECT : Commission locale d'évaluation des charges transférées

CPS : Compensation de la part salaires (ex TP)

CVAE : Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises

DGF : Dotation globale de fonctionnement

DILICO : dispositif de lissage des recettes fiscales des collectivités territoriales

EPCI : Etablissement public de coopération intercommunale

EPT : Etablissement public territorial

FCCT : Fonds de Compensation des Charges Territoriales

FCTVA : Fonds de compensation de la TVA

FPIC : Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales

FPS : Forfait Post Stationnement

FSRIF : Fonds de solidarité des communes de la région Ile-de-France

LFI : Loi de finances

LPFP : Loi de programmation des finances publiques

MGP : Métropole du Grand Paris

NOTRe : Loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République

PIB : Produit intérieur brut

PLF : Projet de loi de finances

POLD : Territoire Paris Ouest la Défense

TATFPNB : Taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties

TASCOM : Taxe sur les surfaces commerciales

TEOM : Taxe d'enlèvement des ordures ménagères

TP : Taxe professionnelle